

***Deuxième partie :***

***ATTACHE 5 :***

*Copie des permis en cours*

## PERMIS DE BATIR

Le Collège des Bourgmestre et Echevins,

Vu la demande introduite par Monsieur Jean-Paul COLLIN, domicilié à 4590 Ouffet, section de Warzée, rue de l'Eglise n° 7,  
relative à un bien sis à 4590 Ouffet, section de Warzée, rue de Lizin, lieu dit "Au Chemin de Lizin" parc. cad. sect. B n° 211 a  
et tendant à construire un poulailler d'engraissement

Attendu que l'avis de réception de cette demande porte la date du 28 octobre 1996.

Vu les articles 301 à 304 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, déterminant la forme des décisions en matière de permis de bâtir;

Vu l'article 123, 1° de la nouvelle loi communale;

Vu les articles 232 à 239 et 247 à 253 du Code précité, organisant l'instruction et la publicité des demandes de permis de bâtir;

(1) Attendu qu'il n'existe pas, pour le territoire où se trouve situé le bien, de plan particulier d'aménagement approuvé par l'exécutif;

(1) Attendu que le bien ne se trouve pas dans le périmètre d'un lotissement dûment autorisé;

(2) Vu les règlements généraux sur les bâtisses;

Attendu que le dispositif de l'avis conforme émis par le fonctionnaire délégué est libellé comme suit :

Avis du 19 février 1997 - Réf. 364.083/BM/MRM

**EMET L'AVIS SUIVANT : FAVORABLE CONDITIONNEL.**

- au plan de secteur de HUY-WAREMME, approuvé par l'A.R. du 20.11.1981  
le bien en cause est repris en zone agricole;

- le projet peut être considéré conforme aux dispositions de l'article 176 du C.W.A.T.U.P.;

- vu l'avis du Collège des Bourgmestre et Echevins émis en date du 7.11.1996;

- vu l'avis de la Direction Générale de l'Agriculture du 25.11.1996;

- vu l'avis de la Division de la Prévention des Pollutions et de la Gestion du Sous-Sol du 8.1.1997;

- vu les indications et précisions reprises dans la notice d'évaluation des incidences sur l'environnement;

- vu les plans immatriculés en mes services en date du 12.11.1996,

les actes et travaux sont compatibles avec le bon aménagement local pour autant que les conditions suivantes soient respectées :

- le bâtiment devra s'implanter en respectant le relief du terrain naturel, aucun effet de butte ne pourra être perceptible;

- les plantations prévues aux plans d'implantation (essences régionales feuillues) devront être réalisées;

- dans l'année de l'achèvement du gros-oeuvre, la parcelle sera clôturée conformément à la circulaire ministérielle du 24.4.1985.

## ARRETE

### Article 1er

Le permis de bâtir est délivré à Monsieur Jean-Paul COLLIN, rue de l'Eglise 7 à 4590 Ouffet (Warzée) qui devra :

1° respecter les conditions prescrites par l'avis conforme reproduit ci-dessus du fonctionnaire délégué;

2° respecter les conditions prescrites par Monsieur le Commissaire Voyer du 7ème ressort en son avis du 18 novembre 1996, réf. 7° ressort n° 8544, dont un exemplaire est joint au présent permis de bâtir.

3°: vu l'avis du Ministère de la Région Wallonne, Direction générale de l'Agriculture, Service Agriculture, en date du 25.11.1996, réf. Agri.D2-08/961179/BL/BL, dont une copie littérale est annexée au présent permis.

4° respecter les conditions prescrites par le Service Régional d'Incendie et d'Aide Médicale Urgente de Huy, en date du 24 mars 1997, réf. SRI/JCF/JG/DM/2324, dont une copie littérale est annexée au présent permis, notamment en ce qui concerne une réserve d'eau stagnante d'au moins 40 M3 accessible en permanence aux véhicules du Service Régional d'Incendie.

5°: le demandeur prendra à ses charges exclusives les extensions et raccordement au réseau de distribution d'eau, d'électricité et de télédistribution.

Article 2 Les travaux ou actes permis ne peuvent être maintenus au delà du : sans objet.

Article 3 Expédition du présent arrêté est transmise au demandeur et au fonctionnaire délégué aux fins de l'exercice éventuel par celui-ci de son droit de suspension.

Article 4 Le titulaire du permis avertit, par lettre recommandée, le Collège des Bourgmestre et Echevins et le fonctionnaire délégué du commencement des travaux ou des actes permis, au moins huit jours avant d'entamer ces travaux ou ces actes.

Article 5 Le présent permis de bâtir ne dispense pas de l'obligation de solliciter les autorisations ou permis imposés par d'autres lois ou règlements, notamment /.

Ouffet, le 05 mai 1997.

Par le Collège,

Le Secrétaire,  
nb

Le Bourgmestre,



## DISPOSITIF

### Intervention du fonctionnaire délégué

Article 42 § 4. Le permis doit reproduire le dispositif de l'avis donné par le fonctionnaire délégué. Le demandeur est tenu de respecter les conditions prescrites par cet avis.

Le fonctionnaire délégué vérifie si la procédure a été régulière et son avis respecté. Dans la négative, il suspend la décision du collège et en adresse notification à celui-ci et au demandeur dans les quinze jours qui suivent la réception du permis. Dans les quarante jours de la notification, l'Exécutif annule s'il y a lieu. Faute d'annulation dans ce délai, la suspension est levée. Le permis doit reproduire le présent alinéa.

### Péremption du permis

Article 49. Si dans l'année de la délivrance du permis, le bénéficiaire n'a pas commencé les travaux, le permis est périmé. Toutefois, le Collège des bourgmestre et échevins peut à la demande de l'intéressé proroger le permis pour une seconde période d'un an.

### Exécution du permis

Article 51 § 2. Le permis délivré en application des articles 42 et 43 est exécutoire si, dans les vingt jours à compter de sa notification, le fonctionnaire délégué n'a pas notifié au demandeur une décision suspendant le permis.

Le permis doit reproduire le présent paragraphe.

### Publicité

Article 51 § 4. Un avis indiquant que le permis a été délivré, doit être affiché sur le terrain, par les soins du demandeur, soit, lorsqu'il s'agit de travaux, avant l'ouverture du chantier et pendant toute la durée de ce dernier, soit, dans les autres cas, dès les préparatifs avant que l'acte ou les actes soient accomplis et durant toute la durée de leur accomplissement.

Durant ce temps, le permis et le dossier annexé ou une copie de ces documents certifiée conforme par l'administration communale ou le fonctionnaire délégué doit se trouver en permanence à la disposition des agents désignés à l'article 68, à l'endroit où les travaux sont exécutés et le ou les actes sont accomplis.

PROVINCE DE LIEGE	4000
ARRONDISSEMENT DE HUY	4500
COMMUNE D'OUFFET	4590

Etablissements dangereux, insalubres et incommodes de 2ème classe

AUTORISATION

*Séance du Collège des Bourgmestre et Echevins  
du 05 mai 1997.*

*Présents : P. REGINSTER, Bourgmestre  
M. GIELEN, G. LANDRECY Vve J. COLLIN, L. PREVOT, Echevins  
R. LIGOT, Secrétaire.*

*Autorisation en vue d'établir et d'exploiter un poulailler d'engraissement de 19.000 poulets à chair (à l'exception des pigeonniers hébergeant des pigeons bagués en vue de la participation aux concours) .*

*- en zone agricole au plan de secteur de Huy-Waremme approuvé par l'A.R. du 20.11.1981;*

*Le Collège,*

*Vu la demande du 19 décembre 1996 , accompagnée du plan prescrit, de la notice d'évaluation préalable des incidences du projet sur l'environnement, introduite par Monsieur Jean-Paul COLLIN, domicilié à 4590 Ouffet, section de Warzée, rue de l'Eglise n° 7,*

*en vue d'obtenir l'autorisation d'installer et d'exploiter à 4590 Ouffet, section de Warzée, au lieu dit "Chemin de Lizin" parc. cad. sect. B n° 211 a, un poulailler d'engraissement de poulets de chair d'une capacité de 19.000 animaux , une citerne à pétrole encuvée d'une capacité de 4.000 litres, une citerne des eaux de rinçage de 10.000 litres et 3 silos à farine de 24 m3.*

*L'établissement relève de la classe 2 de la liste B de la nomenclature des établissements classés comme dangereux, insalubres ou incommodes. La rubrique de classement concernée est la suivante : 16*

*Vu la loi du 05 mai 1888, relative à l'inspection des établissements dangereux, insalubres ou incommodes et à la surveillance des machines et chaudières à vapeur modifiée par les lois des 22 juillet 1974 et 22 décembre 1989.*

*Vu le règlement général pour la protection du travail approuvé par les arrêtés du Régent du 11 février 1946 et du 27 septembre 1947, tel que modifié à ce jour, notamment par l'Arrêté du 17 octobre 1996 du Gouvernement Wallon;*

*Vu la notice d'évaluation préalable des incidences du projet sur l'environnement annexée à la demande de permis d'exploiter, en vertu du R.G.P.T.*

*Vu le certificat de publication, constatant que la demande a été publiée par voie d'affiches qui sont restées apposées pendant quinze jours au siège de l'exploitation et aux endroits ordinaires de l'affichage public des publications officielles.*



*Vu le procès-verbal de l'enquête de commodo et incommodo constatant que la présente enquête a fait l'objet de remarques écrites émanant de Monsieur Benoît Jadin, domicilié à 4590 Ouffet, section de Warzée, rue de l'Eglise n° 27.*

*Vu l'avis de l'attaché du Ministère de la Région Wallonne, Direction générale des ressources naturelles et de l'environnement, Division de la Prévention des Pollutions et de la gestion du sous-sol, Direction de Liège, en date du 06.02.1997 réf. D3200/61048/EC2/97.2/MK/B dont une copie littérale est annexée au présent arrêté;*

*Vu l'avis de Monsieur le Commissaire Voyer du 7ème ressort en date du 06.02.1997, réf. 7e ressort n° 8620 , dont une copie littérale est annexée au présent arrêté.*

*Vu l'avis de l'attaché du Ministère de la Région Wallonne, Direction générale de l'Agriculture, Service Agriculture, Circonscription de Huy-Waremme, en date du 30 janvier 1997, réf. Agr.D2-08/971007/BL/AML, dont une copie littérale est annexée au présent arrêté.*

*Vu l'avis de Monsieur le Fonctionnaire délégué du Ministère de la Région Wallonne, Direction générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine, Direction de Liège, en date du 13 mars 1997, Réf. 61048/EXP/97.1/DL/MRM, dont une copie littérale est annexée au présent arrêté.*

*Vu l'avis de Monsieur le Commandant du Service Régional d'Incendie et d'Aide Médicale Urgente en date du 24 mars 1997, réf. SRI/JCF/JG/DM/2324, dont une copie littérale est annexée au présent arrêté.*

*Attendu que le dit établissement a fait l'objet du permis de bâtir délivré le 05 mai 1997 par le Collège Echevinal de la Commune d'Ouffet.*

*Considérant que l'observation des prescriptions réglementaires et des conditions spéciales formulées ci-après est de nature à obvier, dans une mesure suffisante aux inconvénients que l'exploitation de l'établissement pourrait présenter pour la commodité, la sécurité et la salubrité publique.*

## **ARRETE**

*Article 1er : L'autorisation sollicitée est accordée.*

*L'impétrant devra respecter les conditions formulées dans les avis susvisés et annexés au présent arrêté, à savoir :*

- Ministère de la Région Wallonne, Division de la Prévention des Pollutions et de la gestion du sous-sol, Direction de Liège, en date du 06.02.1997 , réf. D3200/61048/EC2/97.2/MK/B*
- Monsieur le Commissaire Voyer du 7ème ressort, en date du 06.02.1997, réf. 7° ressort n° 8620;*
- Ministère de la Région Wallonne, Direction générale de l'Agriculture, Service Agriculture, Circonscription de Huy-Waremme, en date du 30.01.1997, réf. Agr. D2-08/971007/BL/AML;*
- Monsieur le Commandant du Service Régional d'Incendie et d'Aide Médicale Urgente de la Ville de Huy ,en date du 24.03.1997 , réf. SRI/JCF/JG/DM/2324;*
- Ministère de la Région Wallonne, Direction générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine, Direction de Liège, en date du 13.03.1997, réf. 61048/EXP/97.1/DL/MRM.*



**Article 2** : Les conditions spéciales formulées sous l'art. 12 du présent arrêté doivent être respectées sans préjudice des dispositions du règlement général pour la protection du travail et autres dispositions légales et réglementaires applicables à cet établissement.

**Article 3** : L'établissement doit être mis en activité dans un délai de : 24 mois.

**Article 4** : L'impétrant est tenu de laisser visiter l'établissement par les agents et fonctionnaires de l'administration communale, ainsi que par les délégués de l'autorité supérieure dans l'exécution de leur fonction. Il tiendra à leur disposition les plans officiels de l'installation ainsi que le texte des arrêtés qui en règlent l'exploitation (art. 20 du règlement général pour la protection du travail).

**Article 5** : La présente autorisation est accordée pour un terme de : 30 ans  
Elle pourra être retirée ou suspendue par nous, si l'exploitant néglige d'observer les prescriptions et conditions spéciales imposées, ou s'il refuse de se soumettre aux obligations nouvelles, que l'autorité a toujours le droit de lui imposer. Un recours est ouvert contre les décisions portant retrait ou suspension de l'autorisation conformément à l'article 11.

**Article 6** : Le Bourgmestre peut ordonner la cession du travail, mettre les appareils sous scellées et, au besoin, procéder à la fermeture de l'établissement :

- 1) si un danger met en péril la sécurité ou la santé des voisins et que le chef d'entreprise refuse d'obtempérer aux instructions du fonctionnaire technique compétent (article 21 du règlement général) ;
- 2) si l'établissement est mis en exploitation sans avoir obtenu l'autorisation prescrite ou l'acte notifiant le reçu de la déclaration (article 22 et les articles 1,14,15,16,17 et 25 du règlement général);
- 3) lorsque l'exploitant n'observera pas les conditions qui règlent l'exploitation de l'établissement ou les obligations nouvelles, qui lui ont été imposées (art. 22 du règlement général pour la protection du travail).

**Article 7** : Une nouvelle autorisation est nécessaire :

- 1) lorsque l'établissement n'a pas été mis en activité dans le délai fixé par l'article 3 ci-dessus;
- 2) dans le cas où l'établissement a chômé pendant au moins deux années consécutives (article 15 du règlement général);
- 3) dans le cas où l'établissement a été détruit ou mis temporairement hors d'usage, par une cause quelconque résultant de l'exploitation (art. 15 du règlement général);
- 4) pour toute extension ou transformation de l'établissement lorsque celle-ci entraîne l'application d'une nouvelle rubrique de la liste des établissements classés ou est de nature à aggraver les dangers, l'insalubrité ou l'inconfort inhérent à l'établissement (article 14 du règlement général);

**Article 8** : L'impétrant reste responsable envers les tiers des dommages auxquels l'exploitation de cet établissement pourrait donner lieu, cette autorisation ne préjudiciant point aux droits des tiers (article 24 du règlement général).

**Article 9** : La présente autorisation n'exempte pas l'impétrant des obligations de solliciter les autorisations particulières, requises par d'autres lois et règlements auxquels la construction ou la mise en activité de l'établissement peuvent être subordonnées.

**Article 10 :** Toute contravention à la présente autorisation sera poursuivie et punie conformément à la loi du 5 mai 1888, modifiée par la loi du 22 juillet 1974, sur les déchets toxiques, sans préjudice des mesures administratives prévues par les articles 21, 22 et 23 du règlement général pour la protection du travail.

**Article 11 :** Un recours éventuel contre cette décision doit être notifié à la députation permanente, conformément à l'article 13 du règlement général pour la protection du travail. Le recours sera notifié par lettre recommandée à la poste, expédié dans les dix jours après le premier jour de l'affichage de la décision.

**Article 12 :** Conditions spéciales : Reproduites in-extenso dans l'avis émanant du Ministère de la Région Wallonne, Direction Générale des ressources naturelles et de l'environnement, Division de la Prévention des Pollutions et de la gestion du sous-sol, Direction de Liège, en date du 06.02.1997, Réf. D3200/61048/EC2/97.2/MK/B annexés au présent arrêté.

émanant de Monsieur  
le Commissaire Voyer du 7e ressort, en date du 06.02.1997, réf. 7e ressort n° 8620, annexé au présent arrêté;

émanant de Monsieur  
le Commandant du Service Régional d'Incendie et d'Aide Médicale Urgente de la Ville de Huy, en date du 24.03.1997, réf. SRI/JCF/JG/DM/2324, annexé au présent arrêté.

**Article 13 :** Un avis faisant connaître la présente décision sera affiché pendant dix jours à la maison communale et au siège de l'exploitation projetée.

Une expédition de cette autorisation et un exemplaire du plan annexé à la demande, seront transmis sans retard :

- au demandeur,
- au fonctionnaire compétent du Ministère de la Région Wallonne, Direction Générale des Ressources Naturelles et de l'Environnement, Direction de Liège,
- au fonctionnaire délégué du Ministère de la Région Wallonne, Direction Générale de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme, Direction de Liège,
- à Monsieur le Commissaire Voyer du 7e ressort, Service Technique de la Province de Liège,
- à Monsieur l'Ingénieur Principal du Ministère de la Région Wallonne, Direction générale de l'Agriculture, Service Agriculture.
- à Monsieur le Commandant du Service Régional d'Incendie et d'Aide Médicale Urgente de la Ville de Huy,
- à Monsieur le Gouverneur de la Province de Liège
- à Monsieur l'Inspecteur du Travail à Liège.

Par le Collège,  
Par ordre :

Le Secrétaire,  
(s) R. Ligot



Le Bourgmestre,  
(s) P. Reginster

Pour expédition conforme,

Le Secrétaire,  
174)



Le Bourgmestre,



Province de Liège -  
C.P. 4000

Arrondissement de Huy -  
C.P. 4500

Commune d'Ouffet -  
C.P. 4590

Art. 301-302 ancien CWATUP

Art. 384-385 nouveau CWATUP

Formulaire A

Annexe 31 - Art. 42 ancien CWATUP

Art. 3 et 108 nouveau CWATUP

## PERMIS D'URBANISME.

Le Collège des Bourgmestre et Echevins,

Vu la demande introduite par la S.P.R.L. " Le Réveil Avicole" représentée par Monsieur Jean-Paul COLLIN, rue de l'Eglise 7 à 4590 Ouffet (Warzée)

relative à un bien sis à 4590 OUFFET, section de Warzée, parc. cad. sect. B n° 211 d et 211 e pie

et tendant à la construction de 2 poulaillers d'engraissement de poulets de chair en extension d'un poulailler existant pour porter la capacité finale à 95.000 animaux.

Attendu que l'avis de réception de cette demande porte la date du 21 septembre 2001

Demande ayant fait l'objet du dossier enregistré par les Services de Monsieur le Fonctionnaire délégué sous les références : F0216/61048/UAP/2001.22/H5398.

Attendu que Monsieur Jean-Paul COLLIN, agissant au nom de la S.P.R.L. " Le Réveil Avicole", a produit 5 jeux du nouveau plan sous la date du 14.01.2002, plans dûment remaniés conformément aux termes de l'avis favorable conditionnel formulé sous la date du 21.12.2001 par Monsieur le Fonctionnaire-délégué du Ministère de la Région Wallonne, Direction générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du patrimoine à Liège, lequel avis limite l'autorisation à la construction d'un seul poulailler de même dimension que celui existant avec placement de deux fois deux citernes de 20 m3 pour la récolte des eaux pluviales et eaux de rinçures de l'ancien et du nouveau bâtiment, ainsi que la création d'un écran visuel.

Vu les articles 301 à 304(ancien CWATUP) et 384 à 387 (nouveau CWATUP), déterminant la forme des décisions en matière de permis d'urbanisme;

Vu l'article 123, 1° de la nouvelle loi communale;

Vu les articles 232 à 239(ancien CWATUP) 315 à 322(nouveau CWATUP) et 247 à 253(ancien CWATUP) 330 à 336 (nouveau CWATUP) du Code précité, organisant l'instruction et la publicité des demandes de permis d'urbanisme;

Attendu qu'il n'existe pas, pour le territoire où se trouve situé le bien, de plan communal d'aménagement approuvé par l'exécutif;

Attendu que le bien ne se trouve pas dans le périmètre d'un lotissement dûment autorisé;

Attendu que le bien se trouve en :  
- zone d'épuration individuelle

Vu les règlements généraux sur les bâtisses;

Vu le plan communal général d'égouttage approuvé par le Gouvernement Wallon en date du 22 mars 1999;

Considérant qu'il est important de maintenir les nouvelles constructions dans un volume architectural compatible avec l'environnement urbanistique existant dans cette zone agricole;

Considérant qu'il convient de maintenir le caractère familial des exploitations agricoles de notre région;

Vu l'avis de Monsieur le Commissaire Voyer en date du 09.10.2001, réf. n° 1610/PU, dont une copie littérale est annexée au présent permis d'urbanisme.

Attendu que le dispositif de l'avis conforme émis par le fonctionnaire délégué est libellé comme suit :

Avis du 21.12.2001 Références : H5398 PW/JP

EMET L'AVIS SUIVANT : FAVORABLE CONDITIONNEL.

Au plan de secteur de HUY-WAREMME approuvé par A.R. du 20.11.1981, le bien en cause est repris en zone agricole.

Vu l'article 35 du C.W.A.T.U.P.;

Vu l'avis du Service technique provincial émis le 9.10.2001,

Vu l'avis du Service Régional d'Incendie émis le 30.10.2001 et qui est de stricte application,

Vu les indications et précisions reprises dans la notice d'évaluation des incidences sur l'environnement;

Considérant que la demande de permis déposée à l'Administration communale le 21.9.2001 a fait l'objet d'un accusé de réception en date du 24.9.2001,

Vu le rapport du Collège des Bourgmestre et Echevins émis en date du 14.11.2001 et transmis par envoi postal du 19.11.2001 (art. 116 § 5);

Vu les circonstances urbanistiques et architecturales locales,

Considérant que le projet est repris à l'annexe II de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 31 octobre 1991 et est donc soumis de plein droit à la réalisation d'une étude d'incidences conformément aux dispositions de l'article 9 de l'arrêté précité.

Vu l'étude d'incidences réalisée par le Service pédologique de Belgique.

Considérant que le projet a été soumis à l'enquête publique prescrite par les articles 41 à 44 de l'arrêté de l'Exécutif Régional Wallon du 31 septembre 1991.

Considérant que l'enquête a donné lieu à des lettres ou pétitions d'observations, remarques ou opposition émanant de 200 personnes.

Considérant que ces réclamations portent essentiellement sur :

- la santé
- le confort des animaux
- le type d'agriculture à développer
- les problèmes économiques
- les risques pour l'environnement
- les nuisances pour le paysage
- la dévalorisation immobilière des rues de l'Eglise et de Lizin.

Vu la réunion de concertation qui s'est tenue le 21 septembre 2000.

Vu le rapport d'incidences dressé conformément aux dispositions de l'article 54 de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 31 octobre 1991 portant exécution du décret du 11 septembre 1985 organisant l'évaluation des incidences sur l'environnement en Région Wallonne.

Attendu que le rapport susvisé a été soumis à consultation conformément à l'article 55 dudit arrêté.

Considérant que la procédure d'évaluation des incidences sur l'environnement telle que prescrite par le décret du 11 septembre 1985 organisant l'évaluation des incidences sur l'environnement dans la Région Wallonne et son arrêté d'exécution du 31 octobre 1991 a été formellement respectée.

Vu l'avis du CWEDD émis le 26 juin 2000.

Vu l'avis de la CRAT émis le 23 juin 2000.

Considérant que l'article 35 du CWATUP stipule que la zone agricole est destinée à l'agriculture au sens général du terme. Elle contribue au maintien ou à la formation du paysage. Elle ne peut comporter que les constructions indispensables à l'exploitation et au logement des exploitants dont l'agriculture constitue la profession. Elle peut également comporter des installations d'accueil du tourisme à la ferme, pour autant que celles-ci fassent partie intégrante d'une exploitation agricole.

Vu l'avis favorable du 1.10.2001 du Service Agriculture.

Considérant que les conditions d'exploitation seront fixées par le permis d'exploiter.

Vu l'avis de la Division de l'Eau émis le 6.7.2000.

Considérant qu'il existe déjà sur le site un poulailler dûment autorisé.

Considérant que les premières habitations se situent à +/- 350 mètres du site.

Considérant que le bâtiment existant a un impact paysager relatif (bâtiment peu visible en vue lointaine).

Considérant néanmoins, que l'implantation des deux nouveaux bâtiments (développement plus important que l'existant) va augmenter considérablement la masse visuelle du bâti.

Considérant que l'impact paysager de l'ensemble serait important et dommageable pour le site et le paysage local.

Considérant qu'une ceinture végétale ne constitue pas une mesure suffisante pour minimiser l'impact des constructions.

Considérant que la zone agricole contribue au maintien ou à la formation du paysage.

Considérant les problèmes liés au charroi : traversée du village et visibilité réduite au carrefour avec la grand'route.

Considérant que l'importance du charroi est proportionnelle à l'envergure de l'exploitation.

Vu l'avis défavorable de la CILE du 28 juin 2000.

Considérant que l'approvisionnement en électricité se fera par le réseau existant mais que la marge de sécurité est faible.

Considérant qu'actuellement, l'exploitation du demandeur est en surproduction d'effluents par rapport à sa capacité d'épandage.

Considérant que la commune a atteint son taux de saturation au niveau des effluents d'élevage.

Considérant que des contrats d'épandage ont dû être conclus à de grandes distances.

Considérant que la possibilité pour une commune d'accueillir des projets d'élevage intensif est aussi liée à ce taux de saturation.

Considérant que les considérations du CBE sont pertinentes :

" Considérant qu'il est important de maintenir les nouvelles constructions dans un volume architectural compatible avec l'environnement urbanistique existant dans cette zone agricole ... ".

Les actes et travaux ne compromettent pas la destination générale de la zone et son caractère architectural sous réserve de se conformer aux impositions formulées par le CBE :

- autorisation limitée à la construction d'un seul poulailler de même dimension que celui existant avec placement de deux fois deux citernes de 20 m<sup>3</sup> pour la récolte des eaux pluviales et eaux de rinçures de l'ancien et du nouveau bâtiment,
- création d'un écran visuel.

Les conditions suivantes seront également respectées :

1. les remarques de la Division de l'Eau - service des Eaux souterraines seront prises en compte.
2. les dispositions de l'article 86 du CWATUP seront rencontrées,

3. les matériaux de couverture seront de tonalité gris anthracite teintés dans la masse,
4. le nouveau poulailler sera construit à un niveau légèrement plus bas que celui du bâtiment existant comme le suggère l'auteur de l'étude d'incidences.
5. la hauteur des silos ne devra pas dépasser celle de la toiture (les existants attirent le regard et perturbent la ligne d'horizon).

Ils présenteront une teinte neutre et foncée sans marque publicitaire.

Les silos de l'actuel poulailler pourraient utilement être déplacés vers un niveau plus bas, servir au nouveau poulailler et être remplacés par des éléments plus bas.

6. Les recommandations de l'étude concernant les plantations seront suivies :

Plantation d'une haie libre sur plusieurs mètres de large comprenant plusieurs rangées d'arbres et arbustes d'espèces locales variées plutôt qu'une étroite haie en ligne.

Cette haie ne constituera pas un encadrement de plantations continus cherchant à cacher le bâtiment mais accompagnera l'ensemble de l'exploitation.

Elle s'implantera tout le long de l'élévation Nord de manière à adosser visuellement les bâtiments à la végétation.

Un bouquet d'arbres ( 3 plants d'essence régionale haut jet dès le départ) compléteront l'ensemble en s'établissant à droite de la nouvelle annexe et de manière à cacher les nouveaux silos.

En vertu de l'article 119 § 2.2., le permis n'est exécutoire qu'après expiration du délai de 30 jours de la réception de la décision du Collège des Bourgmestre et échevins et pour autant que le demandeur soit informé simultanément de l'envoi de cette décision au Fonctionnaire-délégué, conformément à l'article 117.

Tant que le demandeur n'est pas informé de cet envoi, les effets du permis sont suspendus.

Le cas échéant, si, dans les deux ans de l'envoi du permis d'urbanisme, le bénéficiaire n'a pas commencé les travaux de manière significative, le permis est périmé (art. 87 § 1er).

## ARRETE

### Article 1er

Le permis d'urbanisme est délivré à la S.P.R.L. LE REVEIL AVICOLE, représentée par Monsieur Jean Paul COLLIN, rue de l'Eglise 7 à 4590 Ouffet (Warzée, qui devra :

1° respecter les conditions prescrites par l'avis conforme reproduit ci-dessus du fonctionnaire délégué;

2° respecter les conditions prescrites par le Ministère de la Région Wallonne, Service Agriculture de Huy, en date du 01.10.2001, réf. Agr. D2-08/012041/BL/AML, dont une copie littérale est annexée au présent permis d'urbanisme

3° : respecter les conditions formulées par Monsieur le Commandant du Service Régional d'Incendie de Huy, en date du 30.10.2001, réf. SRI/J.L.C./G.C./2324, dont une copie littérale est annexée au présent permis d'urbanisme

### Article 2

Les travaux ou actes permis ne peuvent être maintenus au delà : du sans objet.

### Article 3

Expédition du présent arrêté est transmise au demandeur et au fonctionnaire délégué aux fins de l'exercice éventuel par celui-ci de son droit de suspension.

### Article 4

Le titulaire du permis averti, par lettre recommandée, le Collège des Bourgmestre et Echevins et le fonctionnaire délégué du commencement des travaux ou des actes permis, au moins huit jours avant d'entamer ces travaux ou ces actes.

### Article 5

Le présent permis d'urbanisme ne dispense pas de l'obligation de solliciter les autorisations ou permis imposés par d'autres lois ou règlements .

Ouffet, le 16 janvier 2002.

Par le Collège,

Le Secrétaire ff,

Le Bourgmestre,



# DEPUTATION PERMANENTE DU CONSEIL PROVINCIAL DE LIEGE

service traitant:

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

Direction Générale des Pouvoirs Locaux

Division des Communes

Direction de Liège

Séance de la Députation permanente du Conseil provincial de Liège, en date du 7 novembre 2002, à laquelle assistaient :

Président : M. P. BOLLAND, Gouverneur de la Province,

Membres avec voix délibérative : MM. A. GILLES, G. PIRE, G. GERARD, J. MOXHET, O. HAMAL et P.E. MOTTARD,

Députés permanents,

M. PIRE, étant rapporteur

Greffier provincial : M. R. JEUNEHOMME.

Réf à rappeler :

R.1.2/40/2002/14

N° 16.540/MJ/MC

**OBJET** : permis d'exploiter et permis d'environnement

## La Députation Permanente du Conseil Provincial

Vu, avec les plans y annexés et la notice d'évaluation préalable des incidences, la requête en date du 10 juillet 1998, parvenue au Gouvernement provincial le 15 juillet 1998 introduite suivant les formes et conditions déterminées aux articles 3 et 4 du Règlement général pour la Protection du Travail, par laquelle M. JP. COLLIN agissant pour la **S.P.R.L. "LE REVEIL AVICOLE"** dont le siège social est installé à OUFFET (Warzée), rue de l'Eglise, 7, ci-après dénommée l'exploitant, sollicite l'autorisation d'exploiter sur le territoire de la commune de **OUFFET**, rue de Lizin, parcelles cadastrées : 2<sup>ème</sup> division, section B, n° 211b et 211c, un établissement classé comme dangereux, insalubre ou incommode;

Attendu qu'il résulte des éléments du dossier déposé par le requérant et de l'instruction administrative qu'il s'agit d'étendre l'exploitation d'un poulailler existant et d'y adjoindre deux poulaillers d'engraissement de poulets de chair, portant la capacité totale à 95.000 poulets;

Il faut préciser que cette capacité totale de 95.000 animaux résulte d'une capacité actuelle d'environ 23.000 animaux dans le poulailler existant à laquelle s'ajoute une capacité de 72.000 animaux pour les 2 poulaillers en projet. Il s'agit donc d'une demande de régularisation pour le bâtiment existant (autorisé pour 19.000 poulets) complétée par une demande d'autorisation pour l'exploitation de 2 nouveaux poulaillers portant ainsi la capacité totale à 95.000 animaux.

### A. Les bâtiments

- Le poulailler existant est un hangar de 65 m sur 18,18 m dont la hauteur au faite est de 5 m 70. Les 2 nouveaux bâtiments auront des dimensions extérieures de 90,6 m sur 20,6. La hauteur au faite est de 6,70 m.

Pour les bâtiments actuels et projetés, les matériaux et teintes employés ou à employer sont similaires.

- Tout le long des murs latéraux, se trouveront des clapets (pivotants à ouverture réglable) d'une hauteur de  $\pm 50$  cm.

Outre les portes et fenêtres situées dans les pignons avant et arrière, d'autres ouvertures sont prévues pour la mise en place de ventilateurs (11 pour le bâtiment actuel et 18 pour chacun des 2 nouveaux). Ces ventilateurs seront disposés de part et d'autre des faîtières et aux pignons arrières.

- Le poulailler actuel est pourvu de 3 silos tours. Chacun des futurs poulaillers sera également équipé de 3 silos (de 35 tonnes).
- Le chauffage du bâtiment existant est assuré par des brûleurs à pétrole. Le pétrole est stocké dans une citerne de 4.000 litres. Chacun des nouveaux bâtiments sera également pourvu d'une citerne à pétrole de 4.500 litres.
- L'actuel poulailler est raccordé au réseau électrique via une extension souterraine de la ligne qui se trouve rue Lizin.

La puissance théorique totale nécessaire sera de l'ordre de 50 kW pour les 3 bâtiments.

Le poulailler actuel dispose d'un groupe électrogène prévu en tant que groupe de secours.

Un groupe électrogène supplémentaire est prévu pour les nouveaux bâtiments.

- Une aire bétonnée (reliée à la voirie d'accès par un chemin empierré), sera construite à l'avant des nouveaux poulaillers. Des haies seront également plantées aux abords de l'ensemble de l'exploitation.
- L'exploitation sera alimentée en eau par le captage existant. La consommation annuelle totale est estimée à 4.240 m<sup>3</sup>.
- En ce qui concerne les eaux pluviales, on remarque que le bâtiment existant ne dispose pas de gouttières ; les eaux tombent au sol au droit des points bas de la toiture. Le pourtour du bâtiment est empierré et contient un drain qui oriente les eaux vers 2 citernes de 20.000 l chacune. Cette réserve est à disposition du service incendie.
- Les nouveaux bâtiments seront équipés de gouttières et descentes d'eaux pluviales. Récoltées, elles seront orientées vers 2 citernes de 20.000 litres.
- Les eaux de lavage sont et seront collectées dans des citernes enterrées, étanches et non munies de trop plein (capacité de 10 m<sup>3</sup> pour le bâtiment existant et 2 citernes de 20 m<sup>3</sup> chacune pour les nouveaux poulaillers).

Ces eaux sont ensuite repompées et épandues sur les terres en temps opportun.



## B. Gestion des sous-produits et des déchets

- A la fin de chaque ronde, le fumier est, selon la saison, soit directement épandu soit stocké en bord de parcelles qui seront amendées plus tard.
- Les productions annuelles d'azote pour l'ensemble des 3 poulaillers sont estimées à 25.560 kg correspondant à  $\pm 855$  tonnes de fumier. A cela, il convient d'ajouter 10.651 kg N provenant du cheptel bovin.
- Sur base du Code de Bonnes Pratiques Agricoles, la ferme du demandeur ne peut utiliser qu'une faible partie des effluents qu'elle produira. Elle peut valoriser la production des bovins et moins d'une tonne des effluents des poulets.

Monsieur COLLIN a donc conclu des conventions d'épandages (pour une durée de 10 ans) avec 5 exploitants. Les terres de ces preneurs sont situées dans un rayon de 50 km autour de l'établissement.

- Les cadavres des poulets (mortalité de 3 à 5 %) sont stockés dans des fûts étanches munis de couvercle et placés à proximité des bâtiments. Le demandeur envisage la construction d'une chambre froide pour le stockage des fûts mais aucune information précise n'a été donnée.

Le clos d'équarrissage passe 1 ou 2 fois par semaine afin de vider les fûts.

- La majorité des transports est effectuée par camions de 10 à 30 tonnes. Le charroi après l'extension est estimé à 232 passage par an.

Attendu que ces activités sont classifiées comme suit par le Règlement général pour la Protection du Travail :

### L I S T E   A

- 244.3 a) --- Dépôts de 3.000 à 50.000 l de liquides inflammables dont le point d'éclair est supérieur à 50°C mais ne dépasse pas 100°C.

C l a s s e   2

### L I S T E   B

- 16.c).2-----Installations destinées à l'élevage et/ou à l'engraissement de volailles et/ou à la production d'œufs (à l'exception des pigeoniers hébergeant des pigeons bagués en vue de la participation aux concours) situées dans toutes les autres zones du plan de secteur, comptant plus de 20 000 animaux-équivalents.

C l a s s e   1

Vu sa décision du 20 août 1998 de prescrire en qualité d'autorité compétente pour délivrer le permis d'exploiter, la réalisation d'une étude d'incidences, ce projet relevant de l'annexe II de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 31 octobre 1991 portant exécution du décret du 11 septembre 1985 organisant l'évaluation des incidences sur l'environnement dans la Région wallonne;

Considérant qu'il est fait application du système unique d'évaluation des incidences sur l'environnement, le projet requérant également un permis d'urbanisme de la compétence du Collège échevinal qui a défini un contenu d'étude, par délibération du 2 septembre 1998;

Vu l'étude d'incidences réalisée par le Service Pédologique de Belgique, A.S.B.L., bureau d'étude dûment agréé;

Vu les pièces établissant que l'étude a reçu la publicité prescrite par la réglementation en la matière; qu'une enquête publique s'est déroulée du 1<sup>er</sup> au 30 juin 2000;

Considérant que l'enquête publique a provoqué des remarques, observations et oppositions émanant de 200 personnes, qui soulèvent les points suivants :

- "l'erreur" commise dans la gestion administrative du premier dossier (poulailler autorisé pour 19.000 poulets alors que l'hébergement déclaré actuellement est de 23.000 poulets);
- le taux de saturation en azote de la commune d'Ouffet est déjà au-dessus des moyennes provinciales ou wallonnes ;
- les épandages intensifs sur des sols saturés;
- les bouleversements écologiques;
- la menace pour les nappes phréatiques;
- la protection indispensable du captage d'Ellemelle;
- l'eau du puits situé au poulailler présente un taux de 47,6 mg NO<sub>3</sub>/litre soit pratiquement le taux maximum autorisé;
- l'aval des déchets;
- les communes réceptrices de lisier sont-elles informées, ont-elles donné leur accord ?;
- la piètre qualité des produits;
- les risques pour la santé publique (cancers, allergies, ...);
- le taux de mortalité élevé (250 kg cadavres de poulets par semaine) – crise de la dioxine;
- les nuisances olfactives;
- l'augmentation importante du charroi (bruits, poussières, dangers, dégradations des routes, ...);

- l'aspect inesthétique du complexe, la perte au niveau patrimoine;
- la réduction d'emploi;
- l'absence de retombées économiques pour la collectivité;
- le bien-être des animaux;
- ce type d'exploitation est difficilement contrôlable;

Considérant qu'une réunion de concertation s'est tenue le 21 septembre 2000 sur le territoire de la commune d'OUFFET;

Vu le procès-verbal de la réunion de concertation dont les termes ont été adoptés en date du 25 octobre 2000, adressé aux administrations compétentes pour établir le rapport d'incidences;

Vu l'avis favorable du Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable du 26 juin 2000, parvenu au Gouvernement provincial le 28 dito;

Vu l'avis favorable de la Commission régionale d'Aménagement du Territoire du 23 juin 2000, parvenu au Gouvernement provincial le 20 juillet 2000;

Vu le rapport d'incidences établi par les Administrations de la Prévention et des Autorisations et de l'Aménagement du Territoire de la Région wallonne, en date du 18 mai 2001, parvenu au Gouvernement provincial le 21 dito;

Considérant que le rapport d'incidences susvisé a fait l'objet à l'Administration communale concernée, des mesures de publicité prévues par l'article 55 de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 31 octobre 1991, du 30 mai 2001 au 15 juin 2001;

Vu l'avis favorable conditionnel du Collège échevinal de OUFFET en date du 20 juin 2001, parvenu au Gouvernement provincial le 22 dito, avis favorable pour la régularisation d'exploitation du poulailler existant avec capacité d'accueil portée à 23.000 poulets, avec proposition de limiter l'extension éventuelle à un seul des deux poulaillers supplémentaires car ne pouvant remettre un avis favorable au projet d'extension pour deux poulaillers supplémentaires;

Vu l'avis favorable conditionnel de M. le Fonctionnaire délégué de la Direction de LIEGE 2 de l'Administration de l'Urbanisme de la Région wallonne, en son rapport du 5 février 2002, n° F0216/61048/EXP/2001/7/1/JBE, parvenu au Gouvernement provincial le lendemain;

Vu l'avis favorable conditionnel de M. le Directeur du Centre de LIEGE de la Division de la Prévention et des Autorisations de la Région wallonne compétent pour les établissements des listes A et B, classés comme dangereux, insalubres ou incommodes, par le Règlement général pour la Protection du Travail en son rapport du 28 février 2002, n° D3200/E0200/EC1/2001.173/MK/B, parvenu au Gouvernement provincial le 1<sup>er</sup> mars 2002, lequel justifie avoir pris s'il y a lieu, l'avis des services dont la consultation est requise aux termes dudit Règlement;

Vu le courrier du 14 octobre 2002, référencé D3200/E0200/2002.237/MK, par lequel le fonctionnaire technique susvisé confirme sa position;

Vu l'avis favorable de M. l'Inspecteur général à la Division de l'Eau, Service des Eaux souterraines, en date du 6 juillet 2000, parvenu au Gouvernement provincial le 10 dito;

Vu l'avis favorable du Service Agriculture – Circonscription de HUY-WAREMME, en date du 7 juillet 2000, parvenu au Gouvernement provincial le 10 dito;

Vu les courriers de M. Benoît JADIN en date du 9 septembre 2001 et de novembre 2001 qui ont été portés au dossier;

Considérant que le bien en cause est repris en zone agricole au plan de secteur de HUY-WAREMME approuvé;

Considérant que l'exploitation existante est régie par un arrêté du Collège échevinal d'OUFFET du 5 mai 1997 relatif à un poulailler d'engraissement de 19.000 poulets de chair et installations annexes; que la demande tend à régulariser la situation du poulailler existant pour une capacité d'accueil de 23.000 poulets; que le fait que ce poulailler avait déjà admis 23.000 poulets avant même que l'autorisation n'eût été accordée n'est pas de nature à vicier la présente procédure; qu'il s'agit d'une question d'exécution du permis délivrée en 1997; que tous les éléments du dossier constitué plaident pour la régularisation du poulailler en place;

Considérant que le Collège échevinal et le fonctionnaire délégué de l'Urbanisme sont favorables à l'exploitation d'un seul des deux poulaillers supplémentaires demandés; que chacun de ces poulaillers comportera 36.000 poulets; qu'en admettant un seul des deux poulaillers supplémentaires, la capacité totale du cheptel sera de 59.000 poulets;

Considérant que le fonctionnaire technique de la Division de la Prévention et des Autorisations retient cette limite à l'extension demandée comme sensée et prudente au vu des capacités d'épandage de l'exploitant; qu'en effet :

- cette réduction de cheptel aura pour effet de réduire les nuisances directes pour les riverains (odeurs, bruits, charroi, ...) ainsi que les nuisances plus "indirectes" telles que les besoins moindres en superficies d'épandages et en eau par exemple;
- l'azote actuellement produit s'élève à 16.861 kg (10.651 kg N bovins + 6.210 kg N poulets);
- à l'avenir, avec la réduction de cheptel proposée, la production s'élèvera à 26.581 kg N (10.651 kg N bovins + 15.930 kg N poulets);
- afin de simplifier l'ensemble de l'épandage, Monsieur COLLIN a pris le parti de céder la totalité des fumiers des poulets à des agriculteurs tiers disposant de superficies libres d'épandages;
- cinq exploitants ont signé une convention (durée de 10 ans);

- vu la réduction du cheptel, il conviendra que le demandeur modifie en conséquence les accords qu'il a conclus avec les agriculteurs tiers puisqu'il sera, avec 59.000 poulets par rapport aux 95.000 qu'il escomptait, en excédant de terres d'épandages;
- l'exploitant disposera, dès la mise en exploitation du nouveau poulailler, de contrats adaptés à la nouvelle situation;
- la tenue rigoureuse d'un "livre d'épandage" permettra aux autorités compétentes de vérifier la situation d'équilibre entre la production des effluents et leurs épandages respectueux du Code de Bonnes Pratiques Agricoles;

Considérant qu'il y a lieu de rendre les conditions d'exploitation applicables à l'ensemble de l'établissement et de fixer le terme de l'autorisation des extensions à vingt ans;

Considérant que le strict respect des conditions d'exploitation imposées et des prescriptions réglementaires en vigueur est de nature à réduire dans une mesure suffisante les inconvénients pouvant résulter de telles installations et notamment ceux signalés par les réclamants;

Considérant qu'en ce qui concerne les inconvénients non visés par le Règlement général pour la Protection du Travail, il y a lieu d'observer que la permission administrative accordée dans le cadre dudit Règlement est indépendante des autorisations spéciales éventuellement requises en vertu d'autres dispositions légales et réglementaires et du respect des règlements généraux et communaux en vigueur;

Considérant que ladite permission administrative ne préjudicie pas aux droits des tiers, lesquels peuvent recourir aux juridictions civiles ordinaires;

Considérant que les prescriptions et les conditions auxquelles sera subordonnée l'autorisation d'exploitation des installations susvisées sont suffisantes pour garantir la sécurité, la salubrité et la commodité publiques;

Vu le Règlement général pour la Protection du Travail, coordonné par l'arrêté du Régent du 11 février 1946, tel qu'il a été modifié et complété par les arrêtés royaux et les arrêtés d'application subséquents;

Vu le décret du 11 septembre 1985 organisant l'évaluation des incidences sur l'environnement dans la Région wallonne et l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 31 octobre 1991 portant exécution dudit décret;

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, ses modifications ultérieures et ses arrêtés d'exécution subséquents;

Vu l'article 180 du décret du 11 mars 1999 susvisé;



## ARRETE :

### Article 1er :

L'exploitant est autorisé à porter la capacité d'accueil du poulailler existant à 23.000 poulets et à y adjoindre un poulailler de 36.000 poulets, la capacité totale d'accueil étant de 59.000 poulets de chair.

Les installations seront établies conformément aux documents de la demande et de l'étude d'incidences dans les limites définies au 1<sup>er</sup> alinéa.

L'exploitation des installations classées est autorisée moyennant le respect des prescriptions légales et réglementaires en vigueur et des conditions d'exploitation énumérées ci-après :

### DEFINITIONS

Au sens des présentes conditions d'exploitation, il faut entendre par :

**Fonctionnaire technique** : le fonctionnaire ou l'agent du Ministère de la Région wallonne compétent pour donner l'avis dont question à l'article 8 du Règlement général pour la protection du travail dans le cadre de la procédure de demande d'autorisation d'exploiter.

**Fonctionnaire chargé de la surveillance** : le fonctionnaire ou l'agent du Ministère de la Région wallonne compétent pour rechercher et constater les infractions en matière de protection de l'environnement suivant l'arrêté du 23 décembre 1992.

## I. DISPOSITIONS GENERALES

### REJETS ATMOSPHERIQUES

**Article 1.** prescrites Les précautions indispensables sont prises pour ne pas incommoder le voisinage par les poussières, les fumées, les gaz, les vapeurs, les odeurs et d'autres émanations.

### BRUIT

## CHAPITRE I – DÉFINITIONS

**Article 1.** Pour l'application des présentes conditions d'exploitation, on entend par :

**1.1. Niveau de pression acoustique continu équivalent pondéré A** " $L_{Aeq}$ " : le niveau de pression acoustique pondéré A du bruit continu stable qui, au cours d'une période spécifiée T, aurait la même pression quadratique moyenne que le bruit fluctuant. Il s'exprime en dB(A).



**1.2. Bruit ambiant** : le bruit résultant de l'action de toutes les sources de bruit dans un endroit donné à un moment donné.

**1.3. Bruit particulier** : l'une des composantes du bruit ambiant qui peut être attribuée à une source particulière.

Le niveau de pression acoustique continu équivalent pondéré A d'un bruit particulier, relatif à une période T, est indiqué par le symbole :  $L_{Aeq,part,T}$ .

Le niveau de pression acoustique continu équivalent pondéré A du bruit particulier lié à un établissement n'est généralement pas directement mesurable mais peut être estimé par l'utilisation de techniques et indicateurs appropriés, notamment en corrigeant la mesure des perturbations sonores non imputables à l'établissement, en utilisant la mesure de  $L_{Aeq,T}$  de courte durée ( $L_{eq}$  courts) ou en recourant à l'analyse statistique des niveaux de bruits (niveaux acoustiques fractiles  $L_N$  et histogrammes).

**1.4. Niveau d'évaluation du bruit particulier " $L_{ar,T}$ "** : le niveau de pression acoustique continu équivalent pondéré A du bruit particulier de l'établissement, corrigé de deux termes correctifs ( $C_{tonal}$  et  $C_{impulsif}$ ) représentatifs d'éventuels bruits à caractère tonal ou bruits impulsifs.

$$L_{ar,T} = L_{Aeq,part,T} + C_{tonal} + C_{impulsif}$$

**1.5. Période de référence** : la période représentative des activités humaines typiques intervenant dans la détermination des valeurs limites.

**1.6. Intervalle d'observation** : l'intervalle de temps auquel le niveau d'évaluation se rapporte, c'est-à-dire durant lequel il est intégré et moyenné.

Pour l'application des présentes conditions, la durée de l'intervalle d'observation est fixée à une heure.

**1.7. Intervalle de mesurage** : l'intervalle de temps pendant lequel les niveaux sonores sont effectivement mesurés.

Les intervalles de mesurage sont fixés en fonction des différents paramètres pertinents, notamment la nature et la durée des conditions de fonctionnement de l'établissement concerné, les conditions atmosphériques et la présence d'autres sources sonores perturbantes.

Le fonctionnaire chargé du contrôle ou le laboratoire agréé est compétent quant au choix des intervalles de mesurage représentatifs de la situation particulière.

**1.8. Mitoyenneté** : la présence d'un mur commun à un établissement et un bâtiment habité par des personnes étrangères à l'établissement.

En l'absence de mur commun, on considère qu'il y a également mitoyenneté lorsqu'il y a risque de transmission du son par voie solidienne.

**1.9. Charroi interne** : la circulation des engins de manutention et le transport de marchandises d'un endroit à un autre de l'établissement.

**1.10. Bruit à caractère tonal** : un bruit qui comporte une émergence tonale importante.

**1.11. Bruit impulsif** : un bruit qui comporte une ou plusieurs impulsions d'énergie acoustique.

## CHAPITRE II. — PRINCIPES GENERAUX

### Section 1. — Généralités

**Article 2.** En vue de respecter les présentes conditions, l'exploitant prend les mesures nécessaires pour limiter la production de bruit à la source et la transmission du bruit vers les environs. Suivant les circonstances et les possibilités technologiques justifiées selon l'état d'avancement de la technique, il est fait usage d'un réaménagement des sources sonores, d'installations et de dispositifs insonores, d'isolation, d'absorption et de protection acoustique.

**Article 3.** Les présentes conditions s'appliquent aux niveaux de bruit à l'immission, c'est-à-dire aux niveaux auxquels est soumis le voisinage d'un établissement, du fait de l'exploitation de celui-ci.

**Article 4.** § 1<sup>er</sup>. Les limites sont applicables au niveau d'évaluation du bruit particulier de l'établissement et doivent être respectées pour tout intervalle d'observation d'une heure dans la période de référence considérée.

§ 2. Cet intervalle d'observation s'étend sur une heure glissante, c'est-à-dire qu'il peut commencer à tout instant, sans toutefois se répartir sur 2 périodes de référence différentes.

**Article 5.** Les présentes conditions s'appliquent au charroi interne et ne s'appliquent pas aux bruits liés à la circulation des véhicules qui entrent ou qui sortent de l'établissement.

### Section 2. — Endroit de mesurage

**Article 6.** Le choix du ou des endroits de mesurage est adapté à la situation rencontrée.

**Article 7.** Les valeurs limites sont fixées en fonction de la zone d'immission dans laquelle les mesures sont effectuées. Ces zones correspondent aux zones définies dans le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine. Le type de zone est celui qui correspond, en fonction du plan de secteur, à la situation du voisinage susceptible d'être gêné, par le bruit généré par l'établissement. La valeur limite est déterminée, dans chaque cas, en fonction de la situation au plan de secteur de l'endroit où les mesures sont effectuées.

**Article 8.** Les prescriptions qui résultent de l'article 6 du décret du 27 novembre 1997, modifiant le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, s'appliquent aux zones des plans de secteur en vigueur au 1<sup>er</sup> mars 1998.

**Article 9.** Dans les zones d'habitat et d'habitat à caractère rural, le respect des conditions est imposé en tout point des zones d'immission.

**Article 10.** Les mesures sont effectuées aux points les plus sensibles des zones influencées.

**Article 11.** Dans les zones agricoles, forestières, d'espaces verts, naturelles, de parc, de loisirs, de services publics et d'équipement communautaire, les mesures s'effectuent uniquement à proximité des habitations.

**Article 12.** Les valeurs limites ne s'appliquent pas à l'intérieur des zones d'activité économique ni d'extraction, sauf mention contraire explicite.

**Article 13.** Les zones d'aménagement différé sont considérées conformément à leur affectation, telle que mise en œuvre par la commune.

### Section 3. — Emplacement du microphone

**Article 14.** Les mesures sont effectuées à l'extérieur, si possible à au moins 3,50 m de toute structure réfléchissante autre que le sol.

**Article 15.** Les mesures peuvent également être effectuées aux étages des immeubles d'habitation, dans le plan des fenêtres ouvertes.

**Article 16.** La hauteur de mesurage préférentielle se situe entre 1,2 m et 1,5 m au-dessus du sol ou du niveau d'étage considéré.

### Section 4. — période de référence

**Article 17.** Les valeurs limites, exprimées en dB(A), sont déterminées en fonction des périodes de référence.

**Article 18.** Les jours ouvrables, samedis compris, sont découpés en trois types de périodes de référence :

- ⇒ la période de jour s'étend de 7h00 à 19h00;
- ⇒ la période de transition s'étend de 6h00 à 7h00 et de 19h00 à 22h00;
- ⇒ la période de nuit s'étend de 22h00 à 6h00.

**Article 19.** Les dimanches et jours fériés sont découpés en deux types de périodes de référence, la période de jour étant assimilée à la période de transition. Par conséquent :

- ⇒ la période de transition s'étend de 6h00 à 22h00;
- ⇒ la période de nuit s'étend de 22h00 à 6h00.

## CHAPITRE III. — VALEURS LIMITES

**Article 20.** Valeurs limites applicables :

Etablissement existant situé en dehors d'une zone d'activité économique ou d'extraction			
Zone d'immission dans laquelle les mesures sont effectuées	VALEURS LIMITES EN dB(A)		
	jour	transition	nuit
Zones d'habitat et d'habitat à caractère rural	55	50	45
Zones agricoles, forestières, d'espaces verts, naturelles, de parc	55	50	45
Zones de services publics et d'équipements communautaires	60	55	50
Zones de loisirs	60	55	50

Etablissement existant situé en zone d'activité économique ou d'extraction				
Zone d'immission dans laquelle les mesures sont effectuées		VALEURS LIMITES EN dB(A)		
		jour	transition	nuite
I	Toutes zones, lorsque le point de mesure est situé à moins de 500 m de la zone d'extraction, d'activité économique industrielle ou d'activité économique spécifique, ou à moins de 200 m de la zone d'activité économique mixte dans laquelle est situé l'établissement	60	55	50
II	Zones d'habitat et d'habitat à caractère rural, sauf I	55	50	45
III	Zones agricoles, forestières, d'espaces verts, naturelles, de parcs, sauf I	55	50	45
IV	Zones de services publics et d'équipements communautaires	60	55	50
V	Zones de loisirs	60	55	50

## CHAPITRE IV. — MITOYENNETE

**Article 21.** En cas de mitoyenneté, des mesures complémentaires sont effectuées à l'intérieur des bâtiments étrangers à l'établissement, dans les locaux habituellement occupés par des personnes, portes et fenêtres fermées, à une hauteur au-dessus des planchers comprise entre 1,2 m et 1,5 m et, si possible, au moins à 1 m des murs sans fenêtres et à 1,5 m des murs comportant des fenêtres.

**Article 22.** Les valeurs limites à l'intérieur sont les suivantes :

- ⇒ 35 dB(A) en période de jour,
- ⇒ 30 dB(A) en période de transition,
- ⇒ 25 dB(A) en période de nuit.

**Article 23.** Les limites imposées à l'intérieur des habitations sont complémentaires aux limites fixées à l'extérieur, qui sont toujours d'application.

## CHAPITRE V. — BRUIT A CARACTERE TONAL

### Section 1. — Détection

**Article 24.** La détection d'un bruit à caractère tonal justifiant un terme correctif s'effectue par une analyse en bandes de tiers d'octave.

**Article 25.** Si la présence d'un bruit à caractère tonal est suspectée, mais qu'elle ne peut être mise en évidence par l'analyse en 1/3 d'octave, le responsable de la mesure peut recourir à l'analyse en bandes de 1/24 d'octave.

## Section 2. — Correction

**Article 26.** Le terme correctif  $C_{\text{tonal}}$  intervenant dans le calcul du niveau d'évaluation du bruit particulier est fonction de l'émergence tonale, c'est-à-dire de la différence entre le niveau de la bande émergente et la moyenne arithmétique des niveaux des bandes voisines.

**Article 27.** Si l'émergence tonale est à la limite de deux bandes voisines, on prendra comme niveau pour la bande la somme énergétique des niveaux des deux bandes concernées.

## Section 3. — Analyse en 1/3 d'octave

**Article 28.** En fonction de l'émergence tonale  $E$  en dB, présente dans le bruit particulier de l'établissement, on applique la correction indiquée dans le tableau suivant :

Émergence en dB	Terme correctif en dB(A)
$6 < E \leq 9$	3
$9 < E \leq 12$	4
$12 < E \leq 15$	5
$15 < E$	6

## Section 4. — Analyse en 1/24 d'octave

**Article 29.** En fonction de l'émergence tonale  $E$  en dB, présente dans le bruit particulier de l'établissement, on applique la correction indiquée dans le tableau suivant :

Émergence en dB	Terme correctif en dB(A)
$12 < E \leq 15$	2
$15 < E \leq 18$	3
$18 < E \leq 21$	4
$21 < E \leq 24$	5
$24 < E$	6

**Article 30.** Ne sont pas prises en compte les émergences pour lesquelles le niveau pondéré A de la bande émergente est inférieur de 15 dB ou plus, à la valeur globale du spectre exprimée en dB(A).





## CHAPITRE VI. — BRUITS IMPULSIFS

### Section 1. — Détection

**Article 31.** Un bruit peut être qualifié d'impulsif si la mesure selon la caractéristique dynamique " impulse " fournit un niveau maximal supérieur de 5 dB(A) au niveau maximal selon la caractéristique dynamique " slow ".

**Article 32.** Le caractère impulsif d'un bruit peut également être mis en évidence par la mesure des  $L_{Aeq,10msec,max}$ . Dans ce cas, un bruit peut être qualifié d'impulsif si l'on constate une augmentation de 10 dB(A) ou plus entre deux  $L_{Aeq,10msec}$  successifs et si la durée du phénomène n'excède pas 1 seconde.

### Section 2. — Correction

**Article 33.** Dans le cas où le bruit particulier de l'établissement comporte des bruits impulsifs et/ou impétifs, un terme correctif  $C_{impulsif}$  de 5 dB(A) est appliqué aux intervalles de mesures caractérisés par des bruits impulsifs.

**Article 34.** Si le ou les bruits impulsifs sont considérés comme " isolés ", ils doivent être limités de telle sorte que l'on ait, selon la méthode de mesure utilisée :

$$\Rightarrow L_{Aimp,max} \leq 75 \text{ dB(A)}, \text{ ou}$$

$$\Rightarrow L_{Aeq,10msec,max} \leq 80 \text{ dB(A)}.$$

$L_{Aimp,max}$  est la valeur maximale atteinte par le niveau de pression acoustique pondéré A, mesuré selon la caractéristique dynamique " impulse ", durant l'intervalle de mesurage.

$L_{Aeq,10msec,max}$  est la valeur maximale atteinte par le  $L_{Aeq,10msec}$ , durant l'intervalle de mesurage.

## CHAPITRE VII. — APPAREILS DE MESURE

**Article 35.** Les instruments de mesures sonométriques répondent aux exigences fixées par les normes CEI 651 et CEI 804 pour les appareils de classe I.

## CHAPITRE VIII — CONDITIONS METEOROLOGIQUES

**Article 36.** Les mesures ne peuvent être réalisées en cas de précipitations ou lorsque la vitesse du vent dépasse 5 m/s.

## CHAPITRE IX — RAPPORT DE MESURAGE

**Article 37.** Le rapport de mesurage doit comprendre les renseignements suivants, au besoin avec un justificatif de la part du responsable de la mesure :

- ⇒ Nom du responsable de la mesure.
- ⇒ Nom de l'auteur du rapport.
- ⇒ Date, heure et durée de la mesure (périodes de mesurage).
- ⇒ Localisation de la mesure (zone).



- ⇒ Identification de l'établissement.
- ⇒ Description des bruits perçus : variabilité, intermittence, caractère tonal ou impulsif.
- ⇒ Conditions météorologiques.
- ⇒ Type et caractéristiques de l'appareil de mesure.
- ⇒ Méthode de mesure.
- ⇒ Grandeurs mesurées (niveaux équivalents, niveaux statistiques,...) et résultats obtenus.

## **VIBRATIONS**

**Article unique.** Les précautions nécessaires sont prises pour éviter que les vibrations qui pourraient être engendrées par le fonctionnement des moteurs, machines, transmissions, ..., ou par les procédés de travail mis en œuvre ne puissent incommoder les voisins ou nuire à la stabilité des constructions.

## **PREVENTION ET LUTTE CONTRE L'INCENDIE**

**Article 1.** § 1er. Sans préjudice de l'application des dispositions légales et réglementaires, les précautions indispensables sont prises pour prévenir l'incendie et l'explosion et pour pouvoir combattre rapidement et efficacement chaque début d'incendie.

§ 2. Dans l'établissement, l'exploitant dispose toujours d'un nombre suffisant de lances à eau et/ou d'extincteurs adaptés à l'usage, prêts à l'emploi, judicieusement disposés et faciles à atteindre.

**Article 2.** Il est interdit de déposer des matières inflammables ou aisément combustibles, des récipients contenant ou ayant contenus des matières inflammables, ou des récipients contenant des gaz comprimés, liquéfiés ou dissous à proximité de foyers ou de sources de chaleur quelconques, à moins d'y être contraint et à condition de prendre les précautions dictées par les circonstances.

**Article 3.** Les déchets combustibles et les chiffons de nettoyage sont entreposés de façon sûre et régulièrement évacués hors de l'établissement.

**Article 4.** Les appareils de combustion et de chauffage ainsi que les conduits de fumées sont conçus et établis de façon à offrir les garanties de sécurité suffisantes eu égard aux circonstances locales. Ils sont installés à une distance suffisante des matières combustibles ou en sont isolés de manière à prévenir le risque d'incendie.

**Article 5.** Les conduits de fumées sont construits en matériaux incombustibles et sont convenablement entretenus.

**Article 6.** Les générateurs de chaleur à allumage automatique utilisant un combustible liquide ou gazeux sont conçus et équipés de telle façon que :

- a) les gaz ne peuvent s'accumuler dans les foyers et les conduits de fumée ;
- b) l'alimentation en combustible est automatiquement arrêtée si :
  - ⇒ la flamme ne s'allume pas ou s'éteint accidentellement ;
  - ⇒ la température ou la pression du fluide chauffé dépasse la valeur maximum autorisée ;
  - ⇒ le(s) ventilateur(s) de soufflage et/ou de tirage ne démarre(nt) pas ou s'arrête(nt) accidentellement ;
  - ⇒ en cas de coupure de l'énergie électrique ;
- c) la ventilation du foyer est assurée, soit en permanence, soit pendant un temps suffisant avant l'allumage afin d'y prévenir toute explosion.

**Article 7.** Les installations de chauffage à air chaud répondent aux conditions suivantes :

- a) les gaines d'amenée d'air chaud sont construites en matériaux incombustibles et munies d'un clapet coupe-feu ;
- b) si l'air est chauffé par échange direct avec les gaz de combustion, le circuit des gaz de combustion est en dépression par rapport à celui de l'air chaud ;
- c) lorsque le générateur d'air chaud se trouve dans une chaufferie, l'aspiration de l'air à chauffer ne peut se faire dans cette chaufferie ou ses dépendances.

## **PROTECTION DE LA NAPPE AQUIFERE ET DES EAUX DE SURFACE**

**Article 1.** Les opérations d'entretien, de réparation et de ravitaillement en carburant des engins munis d'un moteur à explosion sont effectuées sur une aire bétonnée étanche formant cuvette de rétention, ou reliée à une fosse elle-même étanche permettant la récupération des produits accidentellement répandus.

**Article 2.** Les produits liquides non contenus dans des réservoirs enfouis et présentant, en cas d'épandage accidentel, des risques de pollution de la nappe, sont soit stockés dans des réservoirs placés dans des cuvettes de rétention étanches de capacité au moins égale à la capacité du plus grand des réservoirs contenus dans chaque cuvette, soit contenus dans des fûts ou récipients entreposés sur une aire étanche comportant une fosse de récupération.

**Article 3.** Les fosses de récupération et cuvettes de rétention sont périodiquement vidangées et les produits récupérés évacués vers des installations d'élimination ou de recyclage spécialisées.

## DECHETS

**Article 1.** Les déchets sont évacués conformément à la législation en vigueur.

L'exploitant se conforme à toutes les dispositions réglementaires et décrétales en matière de déchets, notamment les dispositions requises par le chapitre V — *Des informations relatives à la détention et à la livraison des déchets toxiques ou dangereux* — de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 9 avril 1992 relatif aux déchets toxiques ou dangereux.

**Article 2.** La destruction par combustion de déchets tels que emballages, chiffons, bois imprégnés, vernis ou peints, huiles usagées, matières plastiques, ..., est interdite.

## DIVERS

**Article unique.** L'établissement est maintenu propre et en bon état d'entretien.

## II. DISPOSITIONS PARTICULIERES

### HEBERGEMENT DE VOLAILLES

#### CHAPITRE I — INSTALLATIONS

**Article 1.** La capacité d'hébergement du bâtiment existant est limitée à 23.000 poulets et celle du nouveau à 36.000 poulets soit un total de 59.000 poulets pour l'ensemble de l'exploitation.

**Article 2.** L'établissement comporte au minimum :

1. un local d'hébergement;
2. un endroit couvert pour le stockage de la paille et/ou de la nourriture;
3. un endroit couvert pour le stockage des déchets;
4. un endroit pour le stockage du fumier ou des fientes.

**Article 3.** Les locaux d'hébergement sont construits en matériaux durs, imputrescibles, faciles à nettoyer et à désinfecter.

**Article 4.** Les murs et le sol des locaux d'hébergement sont pourvus d'un revêtement lisse, imperméable, imputrescible et facilement lavable.

**Article 5.** L'établissement dispose d'eau en suffisance.

**Article 6.** Une zone de prise d'eau de 10 mètres est définie autour du ou des puits.

**Article 7.** Les locaux d'hébergement sont pourvus de dispositifs assurant une aération suffisante et conçus de manière à ne pas incommoder les voisins.

**Article 8.** Les cages éventuelles sont en matériaux lavables, faciles à nettoyer et à désinfecter.

## CHAPITRE II. — FONCTIONNEMENT

**Article 9.** L'établissement, ses aménagements et ses abords sont maintenus en parfait état de propreté et désinfectés aussi souvent que nécessaire.

**Article 10.** La nourriture, les litières, le fumier ou les fientes et les déchets sont stockés dans les endroits spécifiques qui sont réservés.

La nourriture et les déchets sont entreposés dans des récipients étanches et hermétiques.

**Article 11.** Les fientes sont recueillies régulièrement après l'engraissement d'une bande dans un récipient à double étanchéité sans qu'il en résulte d'inconvénient pour le voisinage.

La capacité de stockage dans l'établissement doit être au moins égale à la quantité de fientes produite par l'engraissement d'une bande.

**Article 12.** La vidange de la citerne, l'enlèvement du fumier ou des fientes et des déchets sont effectués aussi souvent que nécessaire de façon telle que les voisins n'en soient pas incommodés.

**Article 13.** Les mesures nécessaires et efficaces sont prises pour lutter contre le bruit, les vibrations et les mauvaises odeurs (particulièrement en période estivale et en fin de cycle d'élevage).

**Article 14.** Les mesures nécessaires et efficaces sont prises pour éviter la pullulation d'insectes ou la prolifération de rongeurs.

**Article 15.** Les mesures nécessaires et efficaces sont prises pour éviter les émissions de poussière lors du remplissage des silos et du transport de la nourriture.

**Article 16.** Les toiles d'araignées sont enlevées régulièrement

**Article 17.** Tous les orifices d'aération sont munis de moustiquaires.

**Article 18.** Les mesures nécessaires et efficaces sont prises pour empêcher les volailles de s'échapper.

**Article 19.** Les cadavres de volailles sont évacués le plus rapidement possible vers une usine de destruction. En attendant, ils sont placés dans des récipients étanches et hermétiques (et déposés dans l'endroit réservé aux déchets).

**Article 20.** Un vétérinaire assure le contrôle sanitaire des volailles hébergées.



### CHAPITRE III. – STOCKAGE DE FIENTES

**Article 21.** A défaut d'épandage immédiat, le stockage des fientes après l'engraissement d'une bande de poulets de chair se fait soit dans les équipements conçus à cet effet dans l'établissement soit directement en bord de champs ou de prairies pour lesquels existe une autorisation de dépôt temporaire délivrée en application de l'article 16 du Règlement général pour la Protection du Travail.

**Article 22.** Le stockage ne peut se faire deux fois de suite au même endroit. Le labour préalable est exclu à l'emplacement du tas.

**Article 23.** Du ray-grass est semé sur la superficie qui accueillera les fientes, de façon à piéger les nitrates. Le ray-grass est implanté 6 mois au moins avant le dépôt des fientes.

**Article 24.** L'exploitant tient un cahier où sont indiqués la localisation des dépôts, leurs dimensions, les cultures installées et les dates de semis de ray-grass.

**Article 25.** Des analyses de sol sont effectuées sur les lieux de stockages des fientes après leur enlèvement de façon à juger de l'impact de ces dépôts à même le sol.

Au cas où les résultats de ces analyses se révéleraient négatifs, l'exploitant envisagera la construction d'aires bétonnées avec citernes de récolte des jus éventuels.

Ces analyses se feront à la demande du fonctionnaire chargé de la surveillance ou de la Direction générale de l'Agriculture.

### CHAPITRE IV. – PLANS D'EPANDAGES

**Article 26.** Les épandages se font conformément à l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 4 juillet 1991 réglemant les modalités d'épandage des effluents d'élevage et sont réalisés de manière à ne pas incommoder le voisinage. Ils sont en tout cas interdits, les samedis, dimanches et jours fériés.

Les épandages des fumiers se font conformément aux plans d'épandages déposés par l'exploitant lors de l'instruction du présent dossier.

**Article 27.** L'exploitant procède à la tenue d'un livre d'épandage où figurent les informations suivantes :

- ⇒ identification du repreneur des fientes
- ⇒ volume et qualité du fumier
- ⇒ date de l'épandage
- ⇒ localisation, surface et références cadastrales à la parcelle fertilisée
- ⇒ affectation des terres
- ⇒ conditions météorologiques

**Article 28.** En tout état de cause, l'exploitant veille à ne pas fournir au sol un apport azoté supérieur à 80 kg par ha par an sur terres de cultures en Pays de Herve et zone vulnérable et 120 kg par ha partout ailleurs.

**Article 29.** En ce qui concerne les épandages sur terres de cultures, l'enfouissement se fait dans la journée même de l'épandage.

**Article 30.** L'exploitant veille à pouvoir disposer de contrats d'épandages d'une validité d'au moins 10 ans.

## CHAPITRE V. – INTEGRATION PAYSAGERE

**Article 29.** Des plantations sont réalisées tout autour du site d'exploitation afin de l'isoler au mieux de la vue du voisinage.

## CHAPITRE I – SILOS METALLIQUES

**Article 32.** Le fond du silo est construit en matériaux durs et imputrescibles.

**Article 30.** Le fond est aménagé de telle sorte que les eaux résiduelles puissent s'écouler vers un puisard étanche et couvert.

**Article 34.** Les eaux résiduelles sont évacuées aussi souvent que nécessaires. Elles ne peuvent être déversées à proximité d'habitations et rejetées dans les fossés bordant les chemins.

**Article 31.** Les déchets sont enlevés chaque jour et évacués à distance des habitations.

**Article 32.** Les mesures nécessaires sont prises pour ne pas incommoder les voisins par les odeurs.

**Article 33.** Le rejet éventuel des eaux usées est réalisé en conformité avec :

- ⇒ les dispositions du décret du 7 octobre 1985 sur la protection des eaux de surface contre la pollution et de ses arrêtés d'exécution;
- ⇒ les dispositions du décret du 30 avril 1990 sur la protection et l'exploitation des eaux potabilisables et de ses arrêtés d'exécution;
- ⇒ les dispositions de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 20 novembre 1991 relatif à la protection des eaux souterraines contre la pollution causée par certaines substances dangereuses, tel que modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 décembre 1993;
- ⇒ les dispositions de l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 décembre 1994 portant réglementation sur la collecte des eaux urbaines résiduelles;
- ⇒ les prescriptions de l'arrêté ministériel autorisant les rejets, pris en exécution des dispositions réglementaires énumérées ci-dessus.

L'exploitant doit être en possession d'une autorisation de rejet des eaux usées délivrée par l'autorité compétente.

## ANNEXE

Dossier n° 16.540

CAPACITE MAXIMALE D'ABSORPTION PAR L'EXPLOITATION DE L'AZOTE  
CONTENU DANS LES EFFLUENTS D'ELEVAGE

CHEPTEL ET CHARGE POLLUANTE			
catégorie	kg N/an	nombre	kg N/an
Poulet de chair	0,27	59.000	15.930
Poule pondeuse ou reproductrice	0,62		
Totaux			15.930

SURFACES D'EPANDAGE (ha)		
situation juridique	prairies	Cultures
Propriété de l'exploitant		
En location par l'exploitant		
Contrats d'épandage	5 ha	468 ha 40
Totaux	5 ha	468 ha 40

## CALCUL

La condition à remplir est traduite dans la formule suivante :

$$\frac{Q}{(NP + NC) \times KN} \leq 1 \Rightarrow \frac{15.930}{38.522} = 0,41$$

Q est la production totale annuelle d'azote (kg N/an)

NP est la surface des prairies (ha)

NC est la surface des terres de culture (ha)

KN est la charge polluante annuelle maximale admissible par hectare, fonction des directives relatives à la protection des eaux souterraines :

⇒ KN = 80 kg N/an.ha sur terres de cultures en zone vulnérable et dans le Pays de Herve et 120 kg N/an/ha partout ailleurs

⇒ KN = 210 kg N/an.ha sur prairies

## DEPOTS D'HYDROCARBURES EN RESERVOIRS FIXES

### CHAPITRE I – CHAMP D'APPLICATION

**Article 1.** Sans préjudice des dispositions du Règlement général pour la protection du travail qui pourraient être applicables, les prescriptions suivantes s'appliquent à tout dépôt d'hydrocarbures stockés dans des réservoirs fixes de capacité nominale supérieure à :

- ⇒ 50 litres pour les liquides inflammables dont le point d'éclair est inférieur ou égal à 21°C;
- ⇒ 500 litres pour les liquides inflammables dont le point d'éclair est supérieur à 21°C mais ne dépasse pas 50°C;
- ⇒ 3000 litres pour les liquides combustibles dont le point d'éclair est supérieur à 50°C et inférieur à 100°C.

Elles ne s'appliquent pas aux tanks tels que définis à l'article 2, § 9.

### CHAPITRE II. – DEFINITIONS

**Article 2.** Pour l'application des présentes prescriptions, on entend par :

2.1. **Hydrocarbures** : les carburants et combustibles issus de la distillation du pétrole, liquides à la pression atmosphérique.

2.2. **Dépôt** : un stockage d'hydrocarbures constitué par un ou plusieurs réservoirs, y compris leurs tuyauteries.

2.3. **Réservoir fixe** : toute enceinte fermée destinée à contenir l'hydrocarbure et qui est alimenté sans être déplacé.

2.4. **Réservoir aérien** : réservoir situé au-dessus du sol environnant.

2.5. **Réservoir enfoui** : réservoir qui se trouve totalement ou partiellement en dessous du sol et dont les parois sont directement en contact avec la terre environnante.

2.6. **Encuvement étanche** : aire disposée en forme de cuvette dont la structure est construite en matériaux incombustibles. Chaque paroi constituant la cuvette est imperméabilisée sur ses deux faces et présente une résistance mécanique et chimique suffisantes aux hydrocarbures stockés. Le fond de la cuvette peut n'être imperméabilisé que sur sa face supérieure.

2.7. **Fosse étanche** : ouvrage enfoui dont la structure est construite en matériaux incombustibles. Les parois sont imperméabilisées sur leurs deux faces et présentent une résistance mécanique et chimique suffisante.

La fosse est dite remblayée si elle est remplie d'un matériau pulvérulent.

2.8. **Point d'éclair** : température en vase fermé déterminée selon les normes belges NBN T 52-075 ou NBN T 52-110.

2.9. **Tank** : un corps cylindrique à fond plat à axe vertical placé au-dessus du sol environnant.

2.10. **Immeuble** : un bâtiment, situé à l'intérieur ou à l'extérieur de l'exploitation, destiné à être occupé de manière temporaire ou permanente par des personnes.

2.11. **Fonctionnaire technique** : le fonctionnaire ou l'agent du Ministère de la Région wallonne compétent pour donner l'avis dont question à l'article 8 du Règlement général pour la protection du travail dans le cadre de la procédure de demande d'autorisation d'exploiter.

2.12. **Fonctionnaire chargé de la surveillance** : le fonctionnaire ou l'agent du Ministère de la Région wallonne compétent pour rechercher et constater les infractions en matière de protection de l'environnement suivant l'arrêté du 23 décembre 1992.

2.13. **Administration** : la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement.

2.14. **Technicien compétent** : un organisme agréé par le Ministère de l'Emploi et du Travail pour le contrôle des réservoirs ou, à défaut, une personne ayant un registre de commerce ou une société attachée ou non à l'établissement et disposant du matériel adéquat pour effectuer les contrôles exigés, dont la compétence, en ce qui concerne l'installation des réservoirs et leurs raccordements, est reconnue.

2.15. **Conditions particulières** : ensemble de prescriptions, complémentaires aux présentes prescriptions, établies par le fonctionnaire technique en fonction de certaines particularités de l'exploitation concernée.

2.16. **Zone de prévention des prises d'eau potabilisables** : celles définies sur base du décret du 30 avril 1990 sur la protection et l'exploitation des eaux potabilisables.

### CHAPITRE III. — CONSTRUCTION DES RESERVOIRS

#### Section 1. — Dispositions générales

**Article 3.** Les hydrocarbures sont contenus dans des réservoirs appropriés, conçus et réalisés en fonction des caractéristiques des liquides qu'ils contiennent.

**Article 4.** Les matières synthétiques utilisées pour les réservoirs sont résistantes au vieillissement dû aux agents atmosphériques ainsi qu'aux bactéries.

Des mesures sont prises pour protéger les réservoirs en matière synthétique du rayonnement solaire.

**Article 5.** Les matières synthétiques utilisées pour les réservoirs enfouis doivent être en plastique thermodurcissable renforcé.

**Article 6.** Les réservoirs à double paroi sont équipés d'un système de détection automatique de fuite conçu pour pouvoir détecter tout défaut d'étanchéité des parois interne et externe et actionnant une alarme optique et acoustique à l'intention de l'exploitant ou de son préposé.



**Article 7.** Chaque réservoir est pourvu, entre autres :

a) d'une plaque d'identification indélébile, bien visible et clairement lisible, où sont indiqués :

- ⇒ le nom et/ou la marque du constructeur;
- ⇒ le numéro et l'année de construction;
- ⇒ la capacité du réservoir en m<sup>3</sup> ou en litres;
- ⇒ la date de l'épreuve éventuelle d'étanchéité.

b) d'un tuyau d'évent qui empêche toute surpression ou dépression dangereuse à l'intérieur du réservoir;

c) d'un dispositif destiné à prévenir le débordement du réservoir donnant l'alerte au préposé dès que le réservoir est rempli à 95 % — au plus — de sa capacité nominale.

Les réservoirs sont munis de toute indication utile, bien lisible, comprenant au moins la nature du produit contenu et les symboles de danger définis par le Règlement général pour la protection du travail.

La plaque et ces indications sont disposées, le cas échéant, conformément aux normes ou codes de bonne pratique de construction, et dans tous les cas en un endroit facilement accessible.

### Section 2. — Réservoirs cylindriques horizontaux

**Article 8.** La construction des réservoirs cylindriques à fonds bombés, à axe horizontal, destinés aux hydrocarbures répond aux normes belges suivantes (ou à leur dernière révision), ou à des normes étrangères de niveau de sécurité équivalent :

- ⇒ NBN I 03-001 pour les réservoirs métalliques à simple paroi;
- ⇒ NBN I 03-004 pour les réservoirs métalliques à double paroi;
- ⇒ NBN T 41-013 pour les réservoirs enfouis en plastiques thermodurcissables renforcés.

### Section 3. — Réservoirs de forme quelconque

**Article 9.** La construction de ces réservoirs répond aux règles de bonne pratique.

Tout ce qui ne concerne pas spécifiquement la forme géométrique des réservoirs, et qui est traité dans les normes étrangères ou belges citées à l'article 8, est d'application.

## CHAPITRE IV. — IMPLANTATION DES RESERVOIRS

### Section 1. — Dispositions générales

**Article 10.** Tout réservoir à simple paroi est placé dans un encuvement étanche ou dans une fosse étanche.

Les fosses remblayées sont munies d'un système automatique de détection des fuites du réservoir actionnant une alarme optique et acoustique à l'intention du préposé.



**Article 11.** Les réservoirs enfouis sont interdits en dessous d'un immeuble ou sous la projection verticale d'un immeuble.

**Article 12.** Dans un immeuble, le stockage d'hydrocarbures de point d'éclair inférieur à 50°C est interdit.

#### Section 2. — Réservoirs enfouis ou en fosse

**Article 13.** Les parois des réservoirs enfouis ou les parois de la fosse sont situées à une distance horizontale minimale de :

- ⇒ 2 mètres par rapport à des caves;
- ⇒ 0,75 mètre par rapport à un mur de bâtiment;
- ⇒ 3 mètres par rapport à la limite de propriété pour les réservoirs de liquides de point d'éclair inférieur ou égal à 50°C;
- ⇒ 1 mètre par rapport à la limite de propriété pour les réservoirs de liquides de point d'éclair supérieur à 50°C.

La distance minimale entre deux réservoirs enterrés est égale à un tiers du plus grand des diamètres. Elle ne peut être inférieure à 0,5 mètre.

### CHAPITRE V. — INSTALLATION DES RESERVOIRS ET RACCORDEMENT

#### Section 1. — Dispositions générales

**Article 14.** Préalablement à tout remplacement de réservoir enfoui en fosse remblayée, l'exploitant s'assure qu'aucune pollution antérieure ne subsiste.

A cet effet, une analyse du sol est effectuée par un laboratoire agréé, par une société ou un organisme agréé, et les résultats en sont communiqués au fonctionnaire technique et au fonctionnaire chargé de la surveillance.

Si une pollution est constatée, des mesures d'assainissement du site sont prises en concertation avec le fonctionnaire chargé de la surveillance.

**Article 15.** Le transport, la mise en place et le raccordement des réservoirs cylindriques à axe horizontal répondent aux normes belges suivantes (ou à leur dernière révision) ou à des normes étrangères de niveau de sécurité équivalent, reconnues par l'administration :

- ⇒ NBN I 03-002 ou NBN T 41-014 pour les liquides dont le point d'éclair est supérieur à 50°C, respectivement pour les réservoirs métalliques et pour les réservoirs en plastiques thermodurcissables renforcés;
- ⇒ NBN I 03-003 ou NBN T 41-015 pour les liquides dont le point d'éclair est inférieur ou égal à 50°C, respectivement pour les réservoirs métalliques et pour les réservoirs en plastiques thermodurcissables renforcés.

**Article 16.** Tout ce qui ne concerne pas spécifiquement la forme géométrique des réservoirs, et qui est traité dans les normes étrangères ou belges citées à l'article 15, est d'application.

En particulier, pour l'application de la norme, les réservoirs jumelés en matière synthétique placés en cave, à l'air libre ou dans un local sont considérés comme étant un seul réservoir.

En outre, peuvent ne pas être d'application :

- ⇒ l'obligation d'une distance entre les réservoirs et les parois de l'encuvement sur les quatre cotés : deux cotés seulement du réservoir doivent être distants de 50 cm au moins des parois de l'encuvement;
- ⇒ le placement d'un tube de vidange;
- ⇒ le placement de supports.

### Section 2. — Réservoirs enfouis ou en fosse

**Article 17.** La chambre de visite surplombant le trou d'homme ou, pour les réservoirs qui n'en sont pas équipés, l'ensemble des raccords du réservoir à une autre installation, doit être étanche, tant vis-à-vis des hydrocarbures qui pourraient s'y accumuler que vis-à-vis des eaux de pluie ou de ruissellement qui pourraient s'y introduire par le couvercle.

Des dispositions sont également prises pour empêcher de tels écoulements dans la fosse.

**Article 18.** Toute affectation de la fosse étanche, autre que celle de dépôt du réservoir, est interdite. La fosse ne peut être traversée par des conduites de gaz. Les canalisations électriques sont autorisées seulement pour les nécessités de l'exploitation.

**Article 19.** Si une protection cathodique est installée, elle l'est pour tous les réservoirs.

**Article 20.** Les matériaux de remblai et de remplissage de la fosse sont de nature telle et de granulométrie telle qu'ils ne puissent endommager le revêtement du réservoir ou corroder les tôles.

Entre autres, sont interdits les gravats, cendrées, etc.

**Article 21.** Si des véhicules peuvent passer au-dessus des réservoirs, ceux-ci sont protégés par un plancher présentant une résistance mécanique suffisante pour éviter leur détérioration.

### Section 3. — Réservoirs à l'air libre ou placés dans un local

**Article 22.** La stabilité des réservoirs aériens doit être assurée en toutes circonstances météorologiques. Ils reposent sur une assise telle que des tensions excessives ou des tassements inégaux ne puissent en provoquer le renversement ou la rupture.

**Article 23.** Des mesures sont prises pour éviter tout choc accidentel d'un réservoir aérien avec un véhicule.

**Article 24.** Les réservoirs aériens ne peuvent se trouver sous des lignes électriques aériennes sauf si des dispositions sont prises pour éviter tout contact accidentel du câble avec les réservoirs.

**Article 25.** Tout réservoir à l'air libre, situé dans un endroit où du public est susceptible de s'en approcher, est entouré d'une clôture d'une hauteur minimale de 2 mètres.

Des dispositions sont prises pour permettre une approche aisée des véhicules du service régional d'incendie à partir de la voie publique.

**Article 26.** Sur la clôture sont affichés les symboles définis par le Règlement général pour la protection du travail, mentionnant la présence d'hydrocarbures, la défense de fumer et/ou de faire du feu ainsi que la défense de pénétrer à l'intérieur de l'enceinte sans raison de service.

**Article 27.** Tout local destiné au stockage des hydrocarbures répond aux prescriptions techniques de construction de l'article 52 du Règlement général pour la protection du travail.

**Article 28.** Les locaux où sont entreposés les liquides inflammables sont ventilés de manière efficace. A cet effet, des prises d'air sont établies à leurs parties inférieure et supérieure; elles peuvent être réalisées en briques creuses et n'être pas protégées lorsqu'elles se trouvent dans des parois ne donnant pas sur la voie publique. Dans le cas contraire, les ouvertures sont protégées par un double treillis métallique, solide, à mailles étroites, disposé de manière à empêcher toute introduction dans le dépôt d'objets provenant de l'extérieur.

#### Section 4. — Tuyauteries

**Article 29.** Si des réservoirs sont raccordés l'un à l'autre, la tuyauterie de raccordement doit être équipée d'une vanne.

**Article 30.** Toute tuyauterie non accessible doit être placée :

- ⇒ soit dans une rigole remplie d'un matériau inerte de fine granulation. Cette rigole est en pente continue vers un dispositif étanche de recueil des hydrocarbures. Le fond et les parois latérales de cette rigole doivent être imperméables;
- ⇒ soit dans une enceinte de confinement imperméable; lorsque la tuyauterie est sous pression, cette enceinte est munie d'un système de détection des fuites d'hydrocarbures couplé avec une alarme audible et visible par l'exploitant.

Toute tuyauterie métallique enterrée est correctement protégée contre la corrosion par au minimum une couche de peinture antirouille et un enrobage de bande isolante spéciale étanche et autocollante ou par tout autre système présentant un niveau de protection équivalent contre la corrosion.

Toute autre technique est acceptée pour autant qu'elle présente un niveau de sécurité équivalent reconnu par l'administration.

**Article 31.** Des dispositions sont prises pour que les tuyauteries soient protégées contre les déformations dues au passage des véhicules.

**Article 32.** L'orifice de remplissage de réservoirs contenant des hydrocarbures de point d'éclair inférieur à 50°C est situé à l'extérieur de tout immeuble et à 3 mètres au moins de toute cave et de la limite de propriété.

Si les orifices de remplissage sont éloignés des réservoirs; ils sont munis d'un marquage comprenant la nature du produit contenu dans le réservoir ainsi que les symboles de danger réglementaires.

**Article 33.** Chaque réservoir est raccordé à une tuyauterie d'évent qui débouche à l'air libre en un endroit visible par le préposé au remplissage. Elle est placée à 3 mètres au moins de toute ouverture d'un immeuble ne faisant pas partie de l'exploitation.

L'orifice du tuyau d'évent ne peut être placé en dessous d'éléments de construction comme par exemple une saillie de toiture.

L'orifice du tuyau d'évent est muni d'un treillis coupe-flamme.

La tuyauterie d'évent ne peut déboucher dans des cours intérieures fermées.

L'orifice du tuyau de réservoirs contenant des liquides de point d'éclair inférieur ou égal à 50°C débouche à 3 mètres au moins au-dessus du sol.

**Article 34.** Les bouches de remplissage ne peuvent se situer au-dessus ou en amont de bouches d'égout, sauf si des dispositions sont prises pour éviter toute introduction accidentelle de liquide à partir de cet endroit.

#### Section 5. — Protection contre la corrosion

**Article 35.** La protection cathodique des parties métalliques des réservoirs et des tuyauteries en contact avec le sol environnant fait éventuellement l'objet de conditions particulières établies par le fonctionnaire technique en fonction de la corrosivité du sol et de la situation du dépôt vis-à-vis des zones de prévention des prises d'eau potabilisables.

### CHAPITRE VI. — EXPLOITATION

**Article 36.** Chaque opération de remplissage doit se faire sous la surveillance de l'exploitant ou de son préposé.

**Article 37.** Lorsqu'une fuite est constatée à un réservoir :

§ 1. Le réservoir concerné est immédiatement mis hors service et vidé.

§ 2. L'exploitant prend les mesures nécessaires afin d'éviter tout danger d'explosion et de limiter la pollution du sol et de la nappe aquifère.

§ 3. Si le réservoir est réparé, il ne peut être remis en service qu'après avoir subi un test d'étanchéité effectué suivant un code de bonne pratique par un organisme agréé.

§ 4. S'il n'est pas réparé, le réservoir est vidé et enlevé. S'il n'est pas possible d'enlever le réservoir, il est rempli de sable, de mousse ou d'un autre matériau inerte, en accord avec le fonctionnaire chargé de la surveillance.

**Article 38.** En cas de cessation des activités de l'établissement, l'exploitant doit faire vider et nettoyer les réservoirs.

En cas de changement de propriétaire, l'exploitant en informe l'autorité qui a délivré le permis d'exploiter.

Au terme de l'exploitation, l'exploitant doit procéder à l'assainissement du site conformément aux normes en vigueur ou, à défaut de celles-ci, suivant les prescriptions établies par l'administration. L'exploitant procède à la vidange et à l'enlèvement de tous les réservoirs et de toutes les tuyauteries.

S'il n'est pas possible d'enlever le réservoir, il est rempli de sable, de mousse ou d'un autre matériau inerte, en accord avec le fonctionnaire chargé de la surveillance.

L'exploitant reste néanmoins responsable des dommages causés à l'environnement par les installations qui n'ont pas été retirées du lieu d'exploitation.

## CHAPITRE VII. – PREVENTION ET LUTTE CONTRE L'INCENDIE

**Article 39.** L'interdiction du feu nu et l'interdiction de fumer doivent être signalées dans tous les lieux de l'établissement où existe un danger d'incendie.

**Article 40.** Les réservoirs non enfouis contenant des liquides de point d'éclair inférieur ou égal à 50°C sont pourvus d'un dispositif d'arrosage automatique permettant de refroidir le réservoir en cas d'élévation anormale de la température.

**Article 41.** Un équipement suffisant et adapté aux circonstances est mis en place pour combattre une source d'incendie. Cet équipement doit être déterminé en accord avec le service régional d'incendie.

**Article 42.** Le matériel de lutte contre l'incendie doit être en bon état d'entretien, protégé efficacement contre le gel, bien signalé, aisément accessible et judicieusement réparti.

**Article 43.** L'exploitant veille à la bonne qualité des produits d'extinction d'incendie en les renouvelant avant leur date de péremption.

**Article 44.** L'exploitant forme son personnel au système d'alerte d'incendie ainsi qu'au maniement des appareils extincteurs recommandés par le service régional d'incendie.

## CHAPITRE VIII – PREVENTION DE LA POLLUTION DES EAUX ET DU SOL

**Article 45.** Les mesures nécessaires sont prises pour éviter la pénétration dans le sol des liquides s'échappant accidentellement des réservoirs à simple paroi, lesquels, conformément à l'article 10, sont placés dans un encuvement ou une fosse étanche.

En particulier, toute liaison directe de l'encuvement ou de la fosse avec un égout public, une source d'eau ou un dispositif quelconque de récolte des eaux de surface est interdite.

**Article 46.** L'encuvement a une capacité totale, égale ou supérieure à la plus grande des valeurs correspondant à :

- ⇒ la moitié de la capacité totale des réservoirs qu'il contient;
- ⇒ la capacité du plus grand des réservoirs augmentée de 25 % de la capacité totale des autres réservoirs contenue dans l'encuvement.

En cas d'installation mixte de réservoirs à simple et double paroi, la capacité de ces derniers ne doit pas être prise en considération pour la détermination de la capacité de la cuvette de rétention, sauf en ce qui concerne le volume qu'ils occupent dans ladite cuvette.



**Article 47.** L'obligation de relier l'encuvement à un bassin extérieur étanche capable de retenir la totalité des eaux d'extinction fait éventuellement l'objet de conditions particulières.

Dans ce cas, l'exploitant tient la note de calcul ou une attestation du service régional d'incendie justifiant le volume du bassin à la disposition du fonctionnaire chargé de la surveillance et du fonctionnaire technique.

**Article 48.** Le bord de l'encuvement est à une distance de la paroi du réservoir égale à la moitié de la hauteur du réservoir. Cette distance ne peut être inférieure à 1 mètre.

Seuls les réservoirs jumelés en matière synthétique peuvent être distants de 50 cm du bord de l'encuvement.

**Article 49.** L'exploitant maintient l'encuvement en bon état. Il en contrôle régulièrement l'étanchéité. Le volume de l'encuvement ne peut être réduit par le dépôt d'autres matières.

En particulier, l'exploitant veille à enlever systématiquement toute végétation susceptible de compromettre l'étanchéité de l'encuvement.

**Article 50.** Les mesures nécessaires sont prises pour empêcher le remplissage de l'encuvement par les eaux de pluie ou pour évacuer ces dernières régulièrement.

**Article 51.** § 1<sup>er</sup>. En cas d'écoulement accidentel, les liquides répandus ne peuvent en aucun cas être déversés dans un égout public, un cours d'eau ou un dispositif quelconque de récolte des eaux de surface.

§ 2. En cas d'écoulement accidentel dans le sous-sol, l'exploitant doit immédiatement en avvertir le Bourgmestre et le fonctionnaire chargé de la surveillance. Les modalités d'enlèvement et d'évacuation des terres ainsi polluées se font en concertation avec eux.

§ 3. Lorsque ces terres ne peuvent pas être évacuées immédiatement, l'exploitant doit procéder à leur entreposage dans des conditions à éviter tout entraînement des substances polluantes par les eaux de ruissellement.

§ 4. Les déchets toxiques ou dangereux, ainsi que toutes les matières contaminées par ceux-ci, doivent être évacués conformément à la réglementation en vigueur relative à ces déchets.

§ 5. L'exploitant doit s'assurer que le collecteur de déchets dispose des agréments nécessaires pour l'évacuation de ce type de déchets.

**Article 52.** L'eau servant soit au nettoyage interne des réservoirs, soit à l'épreuve hydraulique périodique, ne peut être déversée dans un égout public, un cours d'eau ou un dispositif quelconque de récolte des eaux qu'après séparation des hydrocarbures.

## CHAPITRE IX – PREVENTION DE LA POLLUTION DE L'AIR

**Article 53.** D'une façon générale, les mouvements de produits doivent se faire de manière à ne pas incommoder le voisinage par des mauvaises odeurs.

**Article 54.** L'exploitant met son installation en conformité avec la législation belge relative à la récupération des vapeurs d'hydrocarbures.



## CHAPITRE X. — CONTROLE ET REGISTRE

### Section 1. — Epreuve d'étanchéité et de résistance

**Article 55.** Avant sa mise en service, chaque réservoir cylindrique doit subir avec succès une épreuve hydraulique d'étanchéité et de résistance dont le but est de vérifier l'absence de fissure, de défaut d'étanchéité ou de déformation permanente. La pression d'épreuve est de 300 kPa pour les réservoirs cylindriques métalliques à simple paroi et de 100 kPa pour les réservoirs cylindriques en plastiques thermodurcissables renforcés.

L'épreuve d'étanchéité est effectuée par un technicien compétent. Il est procédé à une nouvelle épreuve après toute réparation effectuée sur un réservoir n'ayant pas subi avec succès une première épreuve.

Avant leur mise en place, les réservoirs à simple paroi subissent un contrôle diélectrique qui a pour but de mettre en évidence toute porosité du revêtement, conformément à l'annexe B de la norme belge NBN I 03-001. L'organisme qui effectue le contrôle dresse un procès verbal d'épreuve, lequel est tenu à la disposition du fonctionnaire chargé de la surveillance.

### Section 2. — Contrôle de la fosse

**Article 56.** Le réservoir ne peut être placé dans une fosse étanche qu'après constatation par le fonctionnaire chargé de la surveillance, ou par un technicien compétent, que la fosse est établie conformément à la norme d'installation du réservoir ou au code de bonne pratique.

### Section 3. — Contrôle de l'installation avant la mise en service

**Article 57.** § 1<sup>er</sup>. Avant la mise en service, les tuyauteries fixes sont soumises à un essai d'étanchéité avec un fluide sous pression. Cette pression est d'au moins 1,5 fois la pression maximum de service qui peut exister dans les tuyauteries sous pression. Cet essai se fait suivant un code de bonne pratique.

§ 2. Cet essai est effectué par un technicien compétent qui atteste le résultat de l'épreuve dans un procès-verbal.

### Section 4. — Certificat de réception

**Article 58.** § 1<sup>er</sup>. Le technicien compétent établit un certificat mentionnant les divers documents fournis par les constructeurs et le détail des contrôles, vérifications, essais et épreuves auxquels il a procédé lui-même sur l'installation. Il conclut sans ambiguïté que les équipements contrôlés ne présentent pas de défaut apparent de nature à compromettre la sécurité du public, du voisinage et de l'environnement.

Il atteste que le dépôt est conforme aux présentes prescriptions.

§ 2. L'exploitant tient le certificat de réception à la disposition du Bourgmestre et du fonctionnaire chargé de la surveillance.

**Article 59.** Le certificat de réception comprend entre autres :

- ⇒ la table de jaugeage;
- ⇒ la date et le numéro de fabrication;
- ⇒ la date et le résultat des contrôles de construction et de l'épreuve hydraulique;
- ⇒ la qualité des aciers ou des matières synthétiques utilisés;
- ⇒ la référence au mode de construction et à la procédure de l'épreuve hydraulique.

#### Section 5. — Contrôles périodiques

**Article 60.** Tous les cinq ans, le dépôt (réservoir, équipement et tuyauterie) est soumis à un contrôle limité par un technicien compétent.

**Article 61.** Le dépôt (réservoir, équipement, tuyauteries) est soumis à un contrôle approfondi par un technicien compétent tous les 10 ans s'il est situé dans une zone de prévention des prises d'eau potabilisables, tous les 15 ans pour les dépôts situés en dehors de ces zones.

**Article 62.** Tout réservoir ou tuyauterie n'ayant pas subi un test d'étanchéité avec succès est mis hors d'usage sans délai.

Après remise en état, l'installation subit un nouveau test d'étanchéité.

#### Section 6. — Registre

**Article 63.** Les dates et résultats des contrôles périodiques ainsi que les noms et adresses des techniciens compétents les ayant effectués, les réparations au réservoir ainsi que les réparations ou modifications importantes à l'installation doivent figurer sur un registre tenu en permanence à la disposition du fonctionnaire chargé de la surveillance.

Il y est annexé les procès-verbaux des contrôles périodiques et les certificats de conformité aux normes du réservoir et de l'installation, ainsi que les procès-verbaux des visites effectués par le service d'incendie territorialement compétent.

## II. GENERALITES

**Article 1.** Conformément à l'article 18 du Chapitre I du Règlement général pour la protection du travail, l'exploitant est tenu de porter à la connaissance du fonctionnaire technique et du fonctionnaire chargé de la surveillance, quinze jours au moins à l'avance, la date fixée pour la mise en exploitation, soit de l'établissement, soit des nouvelles installations pour lesquelles l'autorisation d'exploiter a été demandée.

**Article 2.** L'exploitant se conforme au surplus à toutes les instructions qui pourraient lui être données par les Administrations intéressées, tant en ce qui concerne la sécurité publique que la conservation des propriétés et des eaux utiles.

**Article 3.** Tous rapports, certificats et procès-verbaux émanant d'organismes de contrôle, de visiteurs ou d'experts et ayant trait à la sécurité ou à la salubrité publique sont tenus à la disposition du Bourgmestre, du fonctionnaire technique, et du fonctionnaire chargé de la surveillance.

**Article 4.** Les accidents ou incidents qui ont compromis ou qui sont de nature à compromettre la sécurité ou la salubrité publiques ainsi que la sûreté des propriétés voisines sont portés à la connaissance du Bourgmestre, du fonctionnaire technique et du fonctionnaire chargé de la surveillance.

**Article 5.** L'exploitant peut solliciter le renouvellement de son autorisation. Cette requête donne lieu à une procédure complète d'instruction et doit, dès lors, être déposée avant l'expiration de la présente autorisation.

## Article 2

S'il s'agit d'un nouvel établissement ou de nouvelles installations, la mise en activité devra avoir lieu dans un délai de deux ans à partir de la date de la présente autorisation

## Article 3

La présente autorisation est accordée pour un terme de vingt ans.

## Article 4

L'exploitant reste responsable envers les tiers, des pertes, des dommages et/ou dégâts occasionnés par l'exploitation de ses installations, la présente autorisation ne préjudiciant en rien au droit, pour toute personne intéressée, d'intenter notamment, s'il y a lieu, une action en dommages-intérêts en vertu des articles 1.382 et suivants du Code Civil.

L'autorisation en cause est au surplus, indépendante des permissions spéciales requises et l'exploitant est tenu de respecter les prescriptions légales ou réglementaires non reprises au Règlement général pour la Protection du Travail.

Elle ne dispense pas notamment :

- de solliciter et d'obtenir dans les cas prévus par cette législation, l'autorisation requise en vertu de l'article 84 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine arrêté par le Gouvernement wallon, en ce qui concerne le permis d'urbanisme ;
- de se munir, le cas échéant, de l'autorisation spéciale en matière d'évacuation des eaux usées requise par le décret du 7 octobre 1985 et les dispositions non abrogées de la loi du 26 mars 1971 sur la protection des eaux de surface contre la pollution et les arrêtés d'exécution ;
- de se conformer à toutes les prescriptions légales et réglementaires en matière de prévention et de lutte contre l'incendie.

## Article 5

Une nouvelle autorisation sera nécessaire pour l'établissement ou la partie de l'établissement qui n'aurait pas été mis en activité dans le délai fixé par l'arrêté d'autorisation ou qui aurait chômé pendant au moins deux années consécutives.

## **Article 6**

Après avoir satisfait aux conditions du présent arrêté, l'exploitant est tenu de porter à la connaissance de l'autorité compétente, du Collège des bourgmestre et échevins et du fonctionnaire technique compétent, quinze jours au moins à l'avance, la date fixée pour la mise en exploitation, soit de l'établissement, soit des nouvelles installations autorisées.

## **Article 7**

L'exploitation ne pourra être commencée ni continuée que moyennant la stricte observation des prescriptions en vigueur et conditions énumérées dans le présent arrêté.

## **Article 8**

L'exploitant est tenu de prendre toutes les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité et la santé du personnel occupé et des voisins, pour prévenir et garantir ses préposés contre les accidents du travail et d'obtempérer immédiatement aux instructions que le fonctionnaire compétent estimerait devoir prescrire.

Il est tenu de laisser visiter ses installations par les fonctionnaires et agents chargés de leur surveillance et par toute autre personne dûment désignée à cette fin.

## **Article 9**

Sans préjudice des poursuites pouvant être exercées en vertu du Code pénal, les contraventions au présent arrêté seront constatées et punies conformément au Décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement.

L'autorisation pourra, au surplus, être retirée ou suspendue si l'exploitant n'observe pas les prescriptions et conditions du présent arrêté, ou s'il se refuse à se soumettre aux obligations nouvelles que l'autorité administrative compétente a toujours le droit de lui imposer.

## **Article 10** : Le présent arrêté sera notifié :

I. en expédition conforme par envoi recommandé :

1. au demandeur : M. JP. COLLIN pour la S.P.R.L. LE REVEIL AVICOLE  
Rue de l'Eglise, 7  
4590 OUFFET (Warzée)

informé de la possibilité d'appel ouverte auprès du Ministère de la Région wallonne c/o Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement, avenue Prince de Liège, 15, à 5100 JAMBES-NAMUR, par lettre recommandée à la poste, expédiée DANS LES DIX JOURS A DATER DE LA NOTIFICATION;

## 2. à Monsieur le Bourgmestre de 4590 OUFFET

à charge de ce dernier

- a) de procéder, dans les 15 jours de la réception de la présente décision, à l'affichage pendant 30 jours aux endroits habituels d'affichage (maison communale et siège d'exploitation) et à trois endroits proches du lieu où est envisagé le projet, le long d'une voirie carrossable d'un avis conforme au modèle repris à l'annexe V de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 31 octobre 1991 (M.B. du 22 novembre 1991) et dans les formes prévues à l'article 57 dudit arrêté;
- b) d'informer les intéressés qu'il leur est permis
  - 1. de prendre connaissance de l'arrêté in extenso, conditions d'exploitation imposées y compris, dans les bureaux de l'Administration communale;
  - 2. d'interjeter appel auprès du Ministère de la Région wallonne c/o Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement, avenue Prince de Liège, 15, à 5100 JAMBES-NAMUR par lettre recommandée à la poste, expédiée **DANS LES DIX JOURS APRES LE PREMIER JOUR DE L'AFFICHAGE** de l'avis dont il est question ci-dessus;
- c) de porter cette décision à la connaissance des administrations publiques qui auraient été consultées lors de l'enquête de commodo et incommodo d'usage;
- d) de justifier auprès du Gouvernement provincial de l'accomplissement de ces formalités, après l'expiration des délais d'affichage;

## II. en expédition conforme et par envoi ordinaire :

au Ministère de la Région wallonne - Centre de LIEGE

Division de la Police de l'Environnement, Montagne Sainte-Walburge, 2, 4000 LIEGE

et

Division de la Prévention et des Autorisations, Montagne Sainte-Walburge, 2, 4000 LIEGE

## III. en copie libre, par envoi ordinaire :

- à Monsieur le Fonctionnaire délégué de la Direction de LIEGE 2 de l'Administration de l'Urbanisme de la Région wallonne, Montagne Sainte-Walburge, 2, 4000 LIEGE
- à Monsieur le Commandant du Service régional d'Incendie, à 4180 HAMOIR
- à Monsieur R. BINET, Inspecteur général - Ministère de la Région wallonne  
Division de l'Eau, avenue Prince de Liège, 15, 5100 NAMUR
- à Monsieur le Secrétaire du Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable, rue du Vertbois, 13C, 4000 LIEGE

- à la Commission consultative régionale d'Aménagement du Territoire, à l'attention de  
Mme GADENNE – Secrétariat, rue du Vertbois, 13C, 4000 LIEGE
- à la Direction générale de l'Agriculture – Circonscription de HUY – WAREMME  
Chaussée de Liège, 39, à 4500 HUY

Le Greffier provincial,  
Roger JEUNEHOMME.

Le Gouverneur-Président,  
Paul BOLLAND.



Pour expédition :  
Liège, le 12 novembre 2002  
Le Greffier provincial,

R. JEUNEHOMME.

A handwritten signature in blue ink, appearing to be 'R. Jeunehomme', written over the printed name.



## Permis d'environnement

Décret du 11 mars 1999 (Article 65)

### COMMUNE D'OUFFET

Séance du Collège Communal du : 28 JUILLET 2011

Président : M. GIELEN, Bourgmestre

R. LAMBAY, R. LARDOT, Echevins

P. WAUTELET, Président du C.P.A.S.

Le Secrétaire : H. LABORY, empêché.

Poulaillers, rue Lizin s/n à 4590 OUFFET

\*\*\*

*Mise en conformité du permis autorisant l'exploitation de cet établissement avec les prescriptions de la directive européenne 2008/1/CE du Conseil du 15 janvier 2008 relative à la prévention et à la réduction intégrées de la pollution, dite directive IPPC*

Le Collège Communal,

Vu la proposition du Fonctionnaire technique visant à actualiser, modifier et compléter les conditions particulières d'exploitation de l'arrêté n° 16.540 du 7 novembre 2002 de la Députation permanente du Conseil provincial de Liège, autorisant, sous conditions et pour un terme de 20 ans, l'exploitation de poulaillers d'élevage de poulets de chair pour une capacité totale de 59.000 volailles, par l'adjonction au poulailler existant d'un poulailler de 36 000 sujets, en vue de mettre cet établissement en conformité avec les prescriptions de la directive européenne 2008/1/CE du Conseil du 15 janvier 2008, relative à la prévention et à la réduction intégrées de la pollution;

*Fondements européens*

Vu la directive 2008/1/CE du Parlement européen et du Conseil du 15 janvier 2008 (version codifiée de la directive IPPC 96/61/CE) relative à la prévention et à la réduction intégrées de la pollution;

Vu le Règlement n° 1774/2002 du Parlement européen et du Conseil du 03 octobre 2002 établissant les règles sanitaires applicables aux sous-produits animaux non destinés à la consommation humaine;

*Fondements légaux*

Vu la loi du 28 novembre 1964 relative à la lutte contre la pollution atmosphérique ;

Vu la loi du 18 juillet 1973 relative à la lutte contre le bruit ;

Vu le décret du 30 avril 1990 sur la protection et l'exploitation des eaux souterraines et des eaux potabilisables ;

Vu le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets ;

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et notamment les articles 65, 67, 68 et 70 ;

Vu le décret du 6 décembre 2001 relatif à la conservation des sites Natura 2000 ainsi que de la flore et la faune sauvage ;

Vu le décret du 27 mai 2004 relatif au Livre Ier du Code de l'Environnement ;

Vu le décret du 27 mai 2004 relatif au Livre II du Code de l'environnement, constituant le Code de l'Eau ;

Vu le décret du 5 décembre 2008 relatif à la gestion des sols ;

*Fondements réglementaires*

Vu l'arrêté royal du 10 mars 1981 rendant obligatoire le règlement général sur les installations électriques ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, et particulièrement les dispositions de l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 février 2007 le complétant ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 fixant les conditions générales d'exploitation des établissements visés par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 janvier 2003, portant condition sectorielle eau relative aux dépôts d'hydrocarbures liquides ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 03 avril 2003, déterminant les conditions sectorielles et intégrales relatives aux cuves d'air comprimé ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2003 déterminant les conditions intégrales des dépôts de liquides combustibles en réservoirs fixes, à l'exclusion des dépôts en vrac de produits pétroliers et substances dangereuses ainsi que les dépôts présents dans les stations-service ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 mars 2004 - portant programme de réduction progressive des émissions de SO<sub>2</sub>, NO<sub>x</sub>, COV<sub>phot</sub> et NH<sub>3</sub> ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 mars 2005 relatif au Livre II du Code de l'environnement, contenant le Code de l'eau ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 mars 2005 relatif au Livre Ier du Code de l'environnement ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 octobre 2007 déterminant les conditions intégrales relatives aux installations de stockage temporaire de déchets non dangereux ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 décembre 2007 déterminant les conditions intégrales relatives aux transformateurs statiques d'électricité d'une puissance nominale égale et supérieure à 100kva et inférieure à 1500kva ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 février 2008 relatif au suivi, par des mesures de l'azote potentiellement lessivable (APL), de la conformité des exploitations agricoles situées en zone vulnérable aux bonnes pratiques agricoles nécessaires à la protection des eaux contre la pollution par les nitrates à partir de sources agricoles ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2009 déterminant les conditions intégrales relatives aux installations pour la ou les prise(s) d'eau et/ou le traitement des eaux souterraines potabilisables ou destinées à la consommation humaine et aux installations pour la ou les prise(s) d'eau et/ou le traitement des eaux souterraines non potabilisables et non destinées à la consommation humaine ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2009 déterminant les conditions sectorielles relatives aux installations pour la ou les prise(s) d'eau et/ou le traitement des eaux souterraines potabilisables ou destinées à la consommation humaine et aux installations pour la ou les prise(s) d'eau et/ou le traitement des eaux souterraines non potabilisables et non destinées à la consommation humaine et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 1<sup>er</sup> avril 2004 relatif à la mise en conformité des infrastructures de stockage des effluents d'élevage ;

Vu l'arrêté ministériel du 18 février 2008 définissant les prescriptions techniques obligatoires pour les infrastructures de stockage des effluents d'élevage ;

Vu l'arrêté ministériel du 18 février 2008 portant certaines dispositions d'exécution relatives aux techniques de mesure de l'azote potentiellement lessivable et au « survey surfaces agricoles » en application du chapitre IV de la partie réglementaire du Code de l'Eau ;

Vu l'ensemble des Meilleures Techniques Disponibles (MTD) répertoriées dans le document de la Commission européenne Best available techniques REference Document (BREF), adopté en juillet 2003, pour les élevages de porcins et de volailles;

Vu le rapport final de l'Environmental Protection Agency ( EPA, Ireland) intitulé "Odour Impacts and Odour Emission Control Measures for Intensive Agriculture ", réalisé à la demande de la Commission européenne et publié en 2001;

*Permis*

Vu l'arrêté n° 16.540 du 7 novembre 2002 autorisant, sous conditions et pour un terme de 20 ans, l'exploitation de poulaillers d'élevage de poulets de chair pour une capacité totale de 59.000 volailles, par l'adjonction au poulailler existant d'un poulailler de 36 000 sujets, rue Lizin s/n à 4590 OUFFET;

Considérant que l'autorité de recours n'a pas statué dans un délai raisonnable sur le recours introduit par Monsieur Benoît Jadin en date du 7 décembre 2002 contre l'octroi du permis de la s.p.r.l. Le Réveil avicole, que tenant compte des délais écoulés, l'instance d'appel a perdu son pouvoir décisionnel en l'espèce, qu'il convient de considérer la décision de la première instance comme définitive de ce point de vue; que la présente procédure tend à actualiser et renforcer la protection de l'environnement;

*Visa des formalités requises*

Vu la proposition du Fonctionnaire technique D3200/61048/RGPEM/2011/1/MK-PE du 14 juin 2011 visant à actualiser, modifier et compléter les conditions particulières d'exploitation de l'arrêté d'autorisation régissant l'exploitation de l'établissement (Annexe XXII) et son courrier de transmission statuant à la même date sur la question de la mise à enquête;

Vu l'avis favorable conditionnel DEE/DPP/IPPC/IC/SP013406 du 31 mai 2011 de la Cellule IPPC de la Direction de la Prévention des Pollutions du Département de l'Environnement et de l'Eau, relayé dans la proposition du Fonctionnaire technique susvisée ;

- Considérant que les modifications de conditions d'exploitation particulières proposées
- ont pour but de mettre les permis existants en conformité avec les dispositions de la directive européenne 2005/18/CE, du Conseil, du 15 janvier 2008, relative à la prévention et à la réduction intégrées de la pollution,
  - ne résultent pas du constat d'une pollution particulière qui nécessiterait de réviser les valeurs limites d'émission existantes et,
  - ne sont pas de nature à aggraver l'impact de l'établissement sur l'environnement;

Considérant que cette proposition ne doit dès lors pas obligatoirement être soumise à enquête publique, sur base du 5ème alinéa, de l'article 65 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et que le Fonctionnaire technique a décidé de ne pas soumettre la proposition de modification des conditions particulières d'exploitation à enquête publique, tenant compte de la portée des modifications de nature à actualiser et renforcer la protection de l'environnement;

Considérant que l'exploitant actuel de l'établissement est la s.p.r.l. LE REVEIL AVICOLE, rue Lizin s/n à 4590 OUFFET;

Considérant que cet établissement constitue un établissement de classe 1 sur base des rubriques de classement de l'arrêté-liste du 4 juillet 2002 ;

Considérant que les activités exercées dans l'établissement relèvent essentiellement du code 01.24 de la nomenclature européenne (Nace 2003) des activités économiques ;

Considérant que l'établissement est visé par la catégorie **6.6.a.** "Installations destinées à l'élevage intensif de volailles ou de porcs, disposant de plus de 40.000 emplacements pour la volaille", de l'annexe 1 de la Directive européenne 2008/1/CE susvisée ;

Considérant la Directive 2008/1/CE susvisée impose que tous les établissements existants qu'elle vise soient exploités conformément aux exigences qu'elle prescrit, afin d'atteindre un niveau élevé de protection de l'environnement considéré dans son ensemble ;

Considérant que de ce fait les autorisations doivent contenir des conditions d'exploiter assurant les mesures suivantes:

1. toutes les mesures de prévention appropriées doivent être prises contre les pollutions, notamment en ayant recours aux meilleures techniques disponibles (MTD), et ce à tous les stades du processus ;
2. aucune pollution importante ne doit être causée ;
3. la production de déchets doit être évitée et, à défaut, les déchets produits doivent être valorisés; si cela s'avère impossible, les déchets produits doivent être éliminés en évitant ou réduisant leur impact sur l'environnement ;
4. l'énergie doit être utilisée de manière efficace ;
5. les mesures nécessaires doivent être prises pour prévenir les accidents et limiter leurs conséquences ;
6. les mesures nécessaires doivent être prises lors de la cessation définitive des activités afin d'éviter tout risque de pollution et afin de remettre le site de l'exploitation dans un état satisfaisant;





Considérant que par "techniques", on entend aussi bien les techniques employées que la manière dont l'installation est conçue, construite, entretenue, exploitée et mise à l'arrêt;

Considérant que l'établissement se trouve en zone agricole du plan secteur à plus de 300 m d'une zone d'habitat à caractère rural située à l'Ouest de l'établissement, dans la direction des vents dominants;

Considérant que le site NATURA 2000 le plus proche: BE 33015, Bois d'Anthisnes et d'Esneux, est éloigné à plus de 2 320 m au Nord-Est de l'établissement ;

Considérant que l'établissement est situé en dehors des zones de prévention et de surveillance des captages et des zones vulnérables ;

Considérant que les cours d'eaux de surface sont éloignés de l'établissement à plus de 800 m ;

Considérant que l'établissement est constitué de deux poulaillers :

B1 : 64,6 X 17,78 m, le toit est à double versant, la hauteur au faîte est de 5,70 m, la surface utile au sol est de 1 139 m<sup>2</sup>, la ventilation est dynamique: les entrées d'air se font par les clapets pivotants à ouverture réglable placés le long des murs latéraux et 11 extracteurs se trouvent de part et d'autre de la faîtière et au pignon arrière,

B2 : 90,20 X 20,20 m, le toit est à double versant, la hauteur au faîte est de 6,70 m, la surface utile au sol est de 1 797 m<sup>2</sup>; la ventilation est dynamique: les entrées d'air se font par les clapets pivotants à ouverture réglable placés le long des murs latéraux et 18 extracteurs se trouvent de part et d'autre de la faîtière et au pignon arrière ;

Considérant qu'il y a 6 rondes d'engraissement par an suivies d'une période du vide sanitaire de 2 semaines ;

Considérant que les principaux impacts environnementaux des élevages intensifs sont liés aux émissions d'ammoniac dans l'air ainsi qu'aux émissions d'azote et de phosphore dans le sol, dans les eaux de surface et dans les eaux souterraines et sont dus aux déjections d'animaux;

Considérant que la conception et l'exploitation de logement d'animaux permettant de réduire d'une manière significative des émissions sont des techniques MTD ;

Considérant que les mesures alimentaires, l'équilibre entre la quantité d'effluents à épandre et la surface disponible, la gestion de l'épandage, l'utilisation de certaines techniques d'épandage et l'incorporation des effluents dans le sol sont des MTD permettant de réduire des émissions en provenance des déjections d'animaux ;

Considérant que pour les élevages, les niveaux de performances environnementales obtenus par l'application des Meilleures Techniques Disponibles sont exprimés en pourcentage de réduction des émissions obtenue par rapport à l'utilisation d'une technique de référence répertoriée dans le BREF;

Considérant que les poulaillers sont conçus et exploités selon le principe MTD : les murs et les toits sont isolés, avec un sol en béton recouvert entièrement de litière, aérés automatiquement par ventilateurs, chauffés par les générateurs d'air chaud, éclairés par des lampes à basse consommation d'énergie et équipés d'un système d'abreuvement qui ne fuit pas ;

Considérant que la gestion automatique de la ventilation garantit un bon contrôle de la température et des débits d'air rejeté vers l'environnement;

Considérant que les émissions annuelles de l'ammoniac en provenance de l'établissement, calculées selon les valeurs forfaitaires reprises dans le BREF, sont estimées à 4 720 kg ;

Considérant que, suivant l'étude de VROM (Ministerie van Volkhuysvesting, Ruimtelijk Ordening en Milieubeheer, Leidschendam, Pays Bas), près de la moitié de l'ammoniac émis par l'élevage se dépose dans un rayon d'environ 350 mètres de l'établissement ainsi, les précipitations d'ammoniac auront principalement lieu dans une zone agricole où l'effet acidifiant de l'ammoniac peut être corrigé par le chaulage ;

Considérant que les zones protégées par les lois sur la protection et conservation de la nature sont éloignées à plus de 2 000 m, d'où l'impact de l'établissement sur ces zones n'est pas à craindre;

Considérant que les mesures alimentaires, l'équilibre entre la quantité d'effluents à épandre et la surface disponible, la gestion de l'épandage, l'utilisation de certaines techniques d'épandage et l'incorporation des effluents dans le sol sont des MTD permettant de réduire des émissions en provenance des déjections d'animaux ;

Considérant que les effluents d'élevages sont soit directement épandus soit stockés temporairement en tas dans les champs ;

Considérant que l'exploitation n'est pas entièrement lié au sol et une partie d'effluents d'élevage doit être exportée par les contrats d'épandage ;

Considérant que le Code de l'Eau, la partie relative à la gestion durable de l'azote en agriculture, réglemente le stockage et l'épandage des effluents et des matières organiques, l'enregistrement de quantités des engrais organiques et minéraux et la planification des épandages ;

Considérant que les mesures réglementaires imposées par le Code de l'Eau pour la protection des eaux souterraines et des eaux de surface contre la pollution, ainsi que pour la réduction des rejets et des émissions sont conformes au principe des MTD;

Considérant que les taux de liaison au sol et les contrats d'épandage sont gérés et contrôlés par la Direction générale de l'Agriculture, des Ressources naturelles et de l'Environnement (D.G.A.R.N.E.) selon une procédure définie par les dispositions du Code de l'Eau ;

Considérant que le Code de l'eau est une police administrative indépendante de celle des établissements classés pour l'environnement ( *arrêt n°139.888 du 27 janvier 2005 et arrêt n°166.322 du 28 décembre 2006 du Conseil d'État* );

Considérant que des eaux pluviales sont soit récupérées dans trois citernes souterraines de 20 m<sup>3</sup> , leurs trop-pleins se déversent dans une voie d'écoulement d'eau pluviales ;

Considérant que l'eau est utilisée d'une manière raisonnable, le nettoyage est effectué à l'aide de nettoyeurs à haute pression ;

Considérant que les eaux de nettoyage des poulaillers sont stockées dans deux citernes enterrées, étanches, sans trop plein, de 10 et de 20 m<sup>3</sup> et sont ensuite épandues sur les terres agricoles ;

Considérant que les aliments sont stockés dans les silos hermétiques ;

Considérant qu'en cas de panne du réseau électrique les groupes électrogènes de sécurité assurent une continuité de fonctionnement des installations, des équipements et des appareils de contrôle et de surveillance;

Considérant que les cadavres d'animaux sont stockés dans les fûts hermétiques ;

Considérant qu'en matière de bruit l'exploitant est tenu de respecter les limites imposées par les conditions générales et doit prendre toutes les mesures nécessaires pour réduire les émissions sonores ;

Considérant que pour se conformer à la loi sur le bien-être d'animaux l'exploitant doit appliquer, notamment en ce qui concerne la densité d'élevage, les prescriptions réglementaires de l'arrêté royal du 13 juin 2010 fixant des règles minimales relatives à la protection des poulets destinés à la production de viande ;

Considérant que le bien-être animal et les mesures sanitaires sont des compétences dévolues au Service public fédéral ;

Considérant, pour rappel, qu'en ce qui concerne les inconvénients non visés par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, l'exploitant doit se conformer aux autorisations spéciales éventuellement requises en vertu d'autres obligations légales ou réglementaires et aux règlements généraux et communaux en vigueur et en particulier :

- 1) aux dispositions réglementaires du Code de l'Eau relatives à la gestion durable de l'azote en agriculture;
- 2) aux dispositions de l'arrêté royal du 13 juin 2010 fixant les règles minimales relatives à la protection des poulets destinés à la production de viande;
- 3) au Règlement général sur les Installations électriques rendu obligatoire dans les établissements classés dangereux, insalubres ou incommodes par un arrêté royal du 2 septembre 1982;
- 4) au Règlement Général de la Protection du Travail, l'art. 52 du RGPT Titre II - Dispositions générales concernant l'hygiène du travail ainsi que la sécurité et la santé des travailleurs, Chapitre I: Dispositions relatives à la sécurité des travailleurs, Section V: Précautions contre les incendies, les explosions et les dégagements accidentels de gaz nocifs ou inflammables ;

Considérant que les autorisations qui valent permis d'environnement doivent contenir les mesures relatives aux conditions d'exploitation autres que les conditions d'exploitation normales, c'est-à-dire les mesures relatives au démarrage, aux fuites, aux dysfonctionnements, aux arrêts momentanés, à l'arrêt définitif de l'exploitation ;

Considérant que les autorisations doivent également contenir des valeurs limites pour les substances polluantes susceptibles d'être émises par l'installation concernée, le cas échéant, les valeurs limites peuvent être complétées ou remplacées par des paramètres ou mesures techniques équivalents ;

Considérant que, selon l'avis du Fonctionnaire technique, il y a lieu d'actualiser, de modifier et de compléter les conditions particulières d'exploitation afin de rencontrer toutes les exigences appropriées en matière de surveillance des obligations environnementales et de libeller ces conditions en vue d'éviter et/ou réduire tous les dangers, nuisances ou inconvénients ;

Considérant que l'exploitant a été informé de la teneur des modifications proposées;

Considérant qu'au regard des motifs exposés, sur proposition du Fonctionnaire technique, il y a lieu de modifier les conditions particulières d'exploitation du permis concerné;

## ARRETE :

### Article 1er

Les conditions d'exploitation, au titre de DISPOSITIONS GENERALES de l'arrêté de la Députation permanente du Conseil provincial de Liège n° 16.540 du 7 novembre 2002 sont REMPLACEES par les dispositions suivantes :

---

### **IMPLANTATION ET CONSTRUCTION**

---

*Article 1<sup>er</sup>. Les articles 2 et 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 fixant les conditions générales d'exploitation des établissements visés par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, sont d'application pour l'ensemble de l'établissement*

*Art. 2. Le panneau présent à l'entrée de l'établissement en application de l'article 2 des conditions générales fixées par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 fixant les conditions générales d'exploitation des établissements visés par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement porte la mention :*

*Nature de l'établissement:*

**«Poulaillers pour 59.000 volailles»**

---

### **EXPLOITATION**

---

*Article 1<sup>er</sup>. Les articles 4 et 5 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 fixant les conditions générales d'exploitation des établissements visés par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, sont d'application pour l'ensemble de l'établissement.*

*Art. 2. L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, de l'exploitant ou d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et de ses dangers et inconvénients.*

*Art. 3. L'exploitant prend les précautions nécessaires en vue de s'assurer que les matières ou substances acceptées dans l'établissement sont, par leur nature et leur origine, conformes aux conditions d'exploitation.*



*Art. 4. Les produits pouvant présenter un danger pour l'homme et l'environnement sont stockés dans des endroits réservés à cet usage et dans des conditions propres à éviter tout déversement accidentel dans le milieu naturel ou dans le réseau d'égouttage.*

*Toutes les précautions sont prises pour éviter les émissions de produits polluants dans l'air, l'eau ou le sol. Les opérations susceptibles de libérer des produits dangereux ou polluants sont planifiées pour garantir l'absence d'émission dans l'environnement. Cette exigence peut être satisfaite par des opérations de purge préalable ou par la mise en place de moyens de rétention efficaces.*

*Les organes et les commandes de transfert de produits dangereux ou polluants sont clairement identifiables quant à la nature des fluides et leur destination. L'accès aux organes et aux commandes est interdit aux personnes non autorisées.*

*Art. 5. L'ensemble de l'établissement, en ce compris l'entrée et la sortie, les aires de stationnement et les abords de l'établissement sont nettoyés régulièrement.*

---

### **PREVENTION DES ACCIDENTS ET INCENDIES**

---

*Article 1er. L'article 6 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 fixant les conditions générales d'exploitation des établissements visés par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, est d'application pour l'ensemble de l'établissement.*

*Art. 2. § 1<sup>er</sup>. Les moyens de prévention et de lutte contre l'incendie doivent être déterminés selon les prescriptions réglementaires en vigueur.*

*§ 2. Le matériel de lutte contre l'incendie doit être entretenu en bon état, protégé efficacement contre le gel, bien signalé, judicieusement réparti et aisément accessible. Le matériel de détection et de lutte contre l'incendie est contrôlé une fois par an.*

*§ 3. L'exploitant veille au renouvellement des produits d'extinction d'incendie avant leur date de péremption.*

*§ 4. Les accès aux extincteurs et aux dévidoirs sont en permanence dégagés.*

*§ 5. L'usage du réseau d'eau incendie est strictement réservé aux sinistres et aux exercices de secours, et aux opérations d'entretien ou de maintien hors gel de ce réseau.*

*Art. 3. § 1<sup>er</sup>. Le personnel d'exploitation doit avoir connaissance du système d'alerte d'incendie ainsi que du maintien des appareils extincteurs.*

*§ 2. Le personnel d'exploitation est régulièrement informé des risques de pollution accidentelle, d'incendie et d'explosion ainsi que des moyens de prévention et de lutte. Des instructions écrites relatives aux règles de prévention et d'intervention sont apposées de façon visible et lisible aux endroits où les risques ont été décelés ainsi qu'aux points de départ des équipes d'intervention.*

*Art. 4. Il est interdit de déposer des matières inflammables ou combustibles, des récipients contenant ou ayant contenus des matières inflammables ou des récipients contenant des gaz*



comprimés, liquéfiés ou dissous, à proximité de foyers ou de sources de chaleur quelconques, à moins d'y être contraint et à condition de prendre les précautions dictées par les circonstances.

**Art. 5.** §1. Toutes les précautions sont prises pour éviter les atmosphères explosives aux endroits où des produits facilement ou extrêmement inflammables sont utilisés, manutentionnés ou stockés. Les précautions visent prioritairement à réduire les émissions de gaz, de vapeurs ou de poussières inflammables ; dans tous les cas où l'absence d'émission de gaz, de vapeurs ou de poussières inflammables ne peut être garantie, des mesures particulières sont prises pour augmenter la dilution dans l'air et empêcher l'inflammation.

§2. Des moyens de détection des atmosphères explosives, des incendies ou des émissions de substances dangereuses ou polluantes sont installés en tous lieux où de telles situations sont prévisibles et constitueraient un danger immédiat pour les personnes ou l'environnement. Ces détecteurs enclenchent un système d'alerte des préposés aux interventions et, le cas échéant, un système automatique de lutte et de mise en sécurité, si une intervention humaine rapide ne peut être garantie.

§ 3. Dans les lieux où il existe un risque d'incendie ou d'explosion, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un "permis de feu", dans ce cas la réalisation de travaux, qui nécessitent une flamme nue ou provoquent des étincelles, se fait suivant des règles et des consignes relatives à la sécurité de l'installation qui sont établis et visés par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée.

**Art. 6.** En cas de réalisation de travaux dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion, les règles et les consignes relatives à la sécurité de l'installation sont établies et visées par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée.

§2. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, les règles et les consignes relatives à la sécurité de l'installation, sont cosignées par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées. L'interdiction de feu est affichée en caractères apparents.

**Art. 7.** Avant la mise en œuvre du projet et avant chaque modification des lieux et/ou des circonstances d'exploitation susceptibles de modifier les risques d'incendie ou de sa propagation, l'exploitant informe le service d'incendie territorialement compétent sur les mesures prises et les équipements mis en œuvre en matière de prévention et de lutte contre les incendies et explosions, dans le respect de la protection du public et de l'environnement.

---

## **PROTECTION DE L'AQUIFERE ET DES EAUX DE SURFACE**

---

**Article 1er.** Les articles 7 à 11 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 fixant les conditions générales d'exploitation des établissements visés par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, sont d'application pour l'ensemble de l'établissement.

**Art. 2.** Toutes les eaux polluées par des hydrocarbures ou susceptibles de l'être, ne peuvent être déversées dans les eaux souterraines.

Toutes les opérations occasionnelles susceptibles de générer des volumes d'eaux résiduaires, de boues ou de déchets dangereux dépassant les capacités d'élimination prévues dans l'établissement font l'objet d'une planification particulière garantissant le bon déroulement des travaux dans le respect des réglementations environnementales.

Tous les postes de chargement de citernes mobiles ou de réservoirs de carburant sont implantés sur des sols imperméables et drainés vers des installations d'épuration appropriées aux pollutions prévisibles et correctement dimensionnées. Les opérations de transfert sont réalisées à l'aide de pompes asservies à la détection de la vigilance d'un opérateur. Les transferts par gravité vers des réservoirs mobiles sont interdits.

*Art. 3.* Toutes les dispositions sont prises pour limiter la consommation d'eau, notamment par l'utilisation de nettoyeurs à haute pression, le calibrage régulier des installations, la détection et la réparation des fuites.

*Art. 4. § 1<sup>er</sup>.* La toiture de l'établissement est aménagée de manière à ce que les eaux pluviales soient recueillies via des gouttières ou par un système de drains disposés le long et de part et d'autre de l'établissement.

*§ 2.* Ces eaux pluviales recueillies sont dirigées vers une citerne d'eau réservée à cet usage, une voie artificielle d'écoulement, une eau de surface ordinaire ou des drains dispersants.

---

## QUALITE DE L'AIR – REJETS ATMOSPHERIQUES

---

*Article 1er.* Les articles 12 à 17 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 fixant les conditions générales d'exploitation des établissements visés par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, sont d'application pour l'ensemble de l'établissement.

*Art. 2.* Pour rappel: Pour les procédés discontinus, caractérisés par un cycle de fonctionnement comportant des opérations successives, les valeurs limites d'émission correspondent à des moyennes sur l'ensemble des opérations donnant lieu à une émission atmosphérique au cours d'un cycle.

*Art. 3.* Pour rappel:

*§ 1<sup>er</sup>.* Les émissions atmosphériques sont captées, au besoin épurées, conduites au point de rejet et évacuées en assurant une dispersion satisfaisante dans l'atmosphère. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère.

*§ 2.* A défaut de pouvoir capter les émissions, l'exploitant prend les mesures nécessaires pour limiter la production d'émissions atmosphériques à la source et leur transmission vers les environs. Suivant les circonstances, les possibilités techniques et économiques, il prend les mesures visant à diminuer :

- l'occurrence et l'importance des émissions atmosphériques en procédant notamment au confinement des sources;

- la transmission des émissions vers les environs, en procédant notamment au réaménagement du site d'exploitation de façon à éloigner les sources importantes d'émissions atmosphériques des zones habitées.

§ 3. La concentration en poussières dans les effluents gazeux rejetés à l'atmosphère (rejet canalisé) ne dépasse pas les 50 mg/Nm<sup>3</sup>.

#### Art. 4. Limitation des nuisances odorantes:

Dans toute la zone d'habitat à caractère rural proche de l'établissement, l'émission de substances odorantes liée à l'installation est limitée à la condition suivante : Lors de l'exploitation des installations, la concentration en odeur à l'immission, en limite de propriété des habitations les plus proches, ne dépasse pas 3 ou/m<sup>3</sup> pour le percentile 98.

Pour l'application des présentes prescriptions, on entend par unité odeur (ou/m<sup>3</sup>) : concentration odeur qui exprime le facteur de dilution qu'il a fallu appliquer au mélange odorant pour atteindre le seuil de perception (50% de probabilité de détection) d'un jury calibré.

#### Art. 5. Contrôle des nuisances olfactives :

Le fonctionnaire chargé de la surveillance fait appel à un laboratoire ou un organisme agréé dans le cadre de la lutte contre la pollution atmosphérique lorsqu'il constate, au cours d'une période de 10 jours consécutifs, à deux moments différents espacés de 6 heures au moins, l'odeur caractéristique de l'installation en limite de propriété des habitations les plus proches. Le laboratoire ou l'organisme agréé contrôle le respect de la norme odeur visée à l'article 4 "Limitation des nuisances odorantes":

§ 1er. En cas de non-respect de la norme odeur, l'exploitant respecte les injonctions du fonctionnaire chargé de la surveillance. Celles-ci peuvent être :

1° avertir l'exploitant et l'inviter à réduire les nuisances olfactives issues de son exploitation ;

2° exiger de l'exploitant la réalisation d'un plan d'intervention. Ce plan d'action est envoyé dans les 30 jours au fonctionnaire chargé de la surveillance qui fixera les délais d'exécution ;

3° exiger de l'exploitant la réalisation d'un plan d'assainissement comportant notamment une étude technico-économique dont l'objet est d'assurer le respect de la norme odeur.

§ 2. Le plan d'assainissement précise et détaille les modifications à apporter aux installations d'évacuation et/ou d'épuration existantes des effluents gazeux ainsi que les procédés techniques qui devront être mis en œuvre pour atteindre l'objectif susvisé.

§ 3. Le plan d'assainissement est déposé auprès de l'autorité compétente et du fonctionnaire chargé de la surveillance dans un délai maximum de 6 mois.

§ 4. L'exploitant s'assure que le plan d'assainissement est réalisé par un organisme agréé dans le cadre de la lutte contre la pollution atmosphérique, un auteur agréé d'étude d'incidences sur l'environnement, une firme ou un organisme spécialisé au frais de l'exploitant.

§ 5. Sur la base du plan d'assainissement, le fonctionnaire chargé de la surveillance établit un rapport présentant les délais d'exécution des travaux d'assainissement et propose à l'autorité compétente d'imposer les travaux d'assainissement à réaliser tels que notamment des modifications des installations existantes et mises en place d'installations d'épuration supplémentaires et de fixer leur délai d'exécution.

## ENVIRONNEMENT SONORE

**Article 1er.** Les articles 18 à 25 et 28 à 37 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 fixant les conditions générales d'exploitation des établissements visés par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, sont d'application pour l'ensemble de l'établissement

**Art. 2.** Les valeurs limites du niveau d'évaluation du bruit particulier applicables à l'établissement sont celles reprises dans le tableau suivant:

Valeurs limites de niveaux de bruit en fonction de la zone d'immission et de la période considérée :

Zone d'immission dans laquelle les mesures sont effectuées		Valeurs limites (dBA)		
		Jour 7h-19h	Transition 6h-7h 19h-22h	Nuit 22h-6h
I	Toutes zones, lorsque le point de mesure est situé à moins de 500 m de la zone d'extraction, d'activité économique industrielle ou d'activité économique spécifique, ou, à moins de 200 m de la zone d'activité économique mixte, dans laquelle est situé l'établissement	60	55	50
II	Zones d'habitat et d'habitat à caractère rural, sauf I	55	50	45
III	Zones agricoles, forestières, d'espaces verts, naturelles, de parcs, sauf I	55	50	45
IV	Zones de loisirs, de services publics et d'équipements communautaires	60	55	50

**Art. 3.** Si l'établissement ne satisfait pas aux valeurs limites du tableau, l'exploitant fait réaliser une étude technico-économique évaluant la faisabilité d'investissements visant la réduction des émissions sonores et les niveaux de bruit prévisionnels qui en découlent.

L'étude établie avec la collaboration d'un organisme agréé (arrêté royal du 2 avril 1974) et approuvée par celui-ci, est déposée auprès du Fonctionnaire technique dans les six mois qui suivent la notification du présent arrêté.

Sur base de cette étude, le Fonctionnaire technique propose à l'autorité compétente d'adopter des conditions particulières complémentaires, fixant la nature des travaux d'assainissement, leur délai d'exécution et les valeurs limites définitives des niveaux de bruit. Ces limites peuvent être supérieures aux valeurs du tableau.

Si une étude est nécessaire et dans l'attente de la réalisation des travaux d'assainissement et la mise en application des valeurs limites définitives, une tolérance de 10dB(A) est appliquée aux valeurs limites du tableau.



---

## **GESTION DES DECHETS**

---

*Article 1<sup>er</sup>. L'exploitant se conforme aux dispositions en vigueur et notamment celles du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets et ses arrêtés d'application.*

*Art. 2. Les déchets dangereux doivent être gérés conformément à l'Arrêté du Gouvernement wallon du 9 avril 1992 relatif aux déchets dangereux.*

*Art. 3. Il est interdit d'abandonner les déchets ou de les manipuler au mépris des dispositions légales et réglementaires. La destruction par combustion de déchets est interdite.*

*Art. 4. L'exploitant est tenu d'assurer ou de faire assurer la gestion des déchets dans des conditions propres à limiter les effets négatifs sur les eaux, l'air, le sol, la flore, la faune, à éviter les incommodités par le bruit et les odeurs et d'une façon générale, sans porter atteinte ni à l'environnement ni à la santé de l'homme.*

*Art. 5. Les aires de stockage des déchets, autres qu'inertes, sont pourvues d'un revêtement solide et étanche construit en matériaux incombustibles. A défaut, les déchets sont stockés dans des récipients ou autres dispositifs étanches. Ces aires sont conçues et exploitées de manière à éviter le rejet de toute substance polluante dans les eaux tant de surface que souterraine.*

---

## **RAPPORTS SUR LES INCIDENTS ET/OU ACCIDENTS AFFECTANT DE MANIERE SIGNIFICATIVE L'ENVIRONNEMENT**

---

*Article 1<sup>er</sup>. Lors de tout incident ou accident affectant de manière significative l'environnement ou la sécurité du voisinage, l'exploitant transmet dans les meilleurs délais un rapport :*

- *au directeur de la direction de Liège du département des Permis et Autorisations, Rue Montagne Sainte Walburge 2 (bât. 2) à 4000 Liège ;*
- *au directeur de la direction de Liège du département de la Police et des contrôles, Rue Montagne Sainte Walburge 2 (bât. 2) à 4000 Liège .*

*Art 2. Ce rapport décrit :*

- *la date et l'heure de l'incident ou de l'accident ;*
- *les installations dans lesquelles est survenu l'incident ou l'accident ;*
- *les activités habituellement exercées à cet endroit ;*
- *les circonstances de l'accident ;*
- *l'analyse des causes de l'accident ;*
- *les mesures prises pour réparer les atteintes éventuelles à l'environnement ;*
- *les mesures préventives préconisées en vue de prévenir le renouvellement d'un incident ou d'un accident similaire.*

---

## **PLAN INTERNE DE SURVEILLANCE DES OBLIGATIONS ENVIRONNEMENTALES**

---

*Article 1<sup>er</sup>. L'exploitant adopte un plan interne de surveillance des obligations environnementales (PISOE) ayant pour objectif le contrôle de la conformité des émissions aux valeurs prescrites par les conditions d'exploitation.*

### **CHAPITRE I : CONTENU MINIMUM DU PLAN**

*Art. 2. Le plan précise :*

- *les protocoles de contrôle de la conformité des émissions aux valeurs prescrites par les conditions d'exploitation. A défaut de protocole défini, l'exploitant veille à la conformité des valeurs d'émissions ;*
- *les dispositifs à installer pour effectuer les mesures des valeurs d'émissions.*

### **CHAPITRE II : MODALITES D'ADOPTION DU PLAN**

*Art. 3. L'exploitant envoie un projet de PISOE au fonctionnaire chargé de la surveillance, dans un délai de 6 mois à dater de la mise en œuvre du permis.*

*Art. 4. Le projet de PISOE est approuvé par le fonctionnaire chargé de la surveillance dans un délai de 3 mois à dater de son envoi. Si le projet de PISOE fait l'objet de remarques de la part du fonctionnaire chargé de la surveillance, celui-ci envoie à l'exploitant la liste des remarques et précise que le délai est prolongé de 3 mois à dater de l'envoi de la liste. L'exploitant envoie les compléments demandés dans ce délai de 3 mois. Dans un délai de 20 jours à dater de l'envoi des compléments par l'exploitant, le fonctionnaire chargé de la surveillance envoie sa décision.*

*Art. 5. Lorsque les conditions d'exploitation ne précisent pas la méthode de mesure et /ou l'appareil de mesure, l'exploitant interroge le laboratoire agréé de la surveillance sur la méthode et /ou l'appareil de mesure recommandé (e) par le laboratoire de référence de la Région wallonne.*

### **CHAPITRE III : MODALITES D'INSPECTION**

*Art. 6. L'exploitant informe le fonctionnaire chargé de la surveillance de la date ou de la période d'exécution des mesures au moins 8 jours avant la date de celles-ci. A défaut de cette information, les mesures peuvent être annulées par le fonctionnaire chargé de la surveillance.*

*Art. 7. L'exploitant reçoit l'accord du fonctionnaire chargé de la surveillance sur la date et la période des mesures dans un délai de 4 jours à dater de l'information. A défaut de l'accord du fonctionnaire chargé de la surveillance, l'exploitant peut procéder à l'exécution des mesures.*

*Art. 8. L'exploitant veille à ce que la méthode ou l'appareil de mesure ait une limite de détection inférieure à 10% de la valeur limite d'émission. L'exploitant peut obtenir du fonctionnaire chargé de la surveillance, une dérogation à la limite inférieure de détection sur la base d'une demande motivée par des raisons technico-économiques. Après vérification de l'opportunité du maintien de la mesure, une méthode de mesure appropriée est établie de commun accord entre l'exploitant et le fonctionnaire chargé de la surveillance.*

*Art. 9. L'exploitant s'assure que toutes les valeurs mesurées ou calculées sont affectées de la marge d'erreur sur la mesure fixée par le laboratoire de référence de la Région wallonne sur la base des données scientifiques à sa disposition.*



*Art. 10. L'exploitant veille à ce que les valeurs limites mesurées qui s'appuient sur des valeurs d'entrée sont accompagnées d'un descriptif sur la méthode de détermination de ces dernières.*

*Art. 11. L'exploitant tient un registre des plaintes qui lui sont adressées. Il précise le mode d'évaluation et le suivi de ces plaintes. Le registre est tenu à la disposition du fonctionnaire chargé de la surveillance.*

*Art. 12. Si un audit est prescrit, les comptes-rendus d'audits et de déclarations environnementales sont tenus à la disposition du fonctionnaire chargé de la surveillance.*

*Art. 13. L'exploitant désigne un interlocuteur chargé des relations avec le fonctionnaire chargé de la surveillance. L'exploitant envoie la lettre de désignation de l'interlocuteur signée par celui-ci.*

*Art. 14. L'exploitant tient à la disposition du fonctionnaire chargé de la surveillance les informations relatives au processus de production et de fabrication avec des données suffisantes pour établir le flux de matière : quantité entrante, quantité sortante, émission parasite. Lorsqu'il y a modification de ces processus entraînant une modification des émissions soit en quantité (variation de 20%) soit en qualité (apparition ou disparition de substances dangereuses au sens de l'annexe III de la directive 2008/1/CE du 15 janvier 2008 relative à la prévention et à la réduction intégrées de la pollution), l'exploitant envoie au fonctionnaire chargé de la surveillance les informations relatives à son nouveau flux. Si les informations ont déjà été envoyées notamment sur la base de l'article 10 § 2 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement au fonctionnaire technique, l'exploitant en avise le fonctionnaire chargé de la surveillance qui peut lui demander des informations complémentaires. Les données relatives aux processus de production et de fabrication sont soumises aux règles de confidentialité et de non-diffusion.*

*Art. 15. Lorsqu'une auto surveillance est requise, l'exploitant veille à ce que les modalités de rapportage soient soumises à l'approbation du fonctionnaire chargé de la surveillance.*

*Les modalités de rapportage comprennent notamment :*

- *La définition de ce qui est contrôlé et visé dans le rapport (temps de base et/ou nombre d'enregistrements pour le calcul des moyennes);*
- *La motivation qui justifie ces contrôles (contrôle planifié, contrôle ponctuel, incident) ;*
- *La date ou la période des contrôles (date et délai de communication);*
- *Les types et formats de support du rapport (électronique, papier, ...) ;*
- *Le destinataire du rapport.*

---

## **CESSATION D'ACTIVITES**

---

**Article unique.** *Sans préjudice des dispositions du Décret du 5 décembre 2008 relatif à la gestion des sols et de ses arrêtés d'application, l'exploitant prend les dispositions suivantes :*

- *En fin d'exploitation d'une ou de plusieurs installations, tous les produits dangereux pour l'homme et/ou l'environnement, ainsi que tous les déchets qui s'y rapportent doivent être valorisés ou évacués vers des installations dûment autorisées.*

- En cas de mise hors service définitive d'un ou de plusieurs réservoirs ayant contenu des produits susceptibles de polluer les eaux et le sol ou présentant un risque de danger pour l'homme, l'exploitant procède à la vidange, au nettoyage, au dégazage et le cas échéant à la décontamination des réservoirs. Si les réservoirs ne sont pas affectés à un autre usage, ils sont enlevés. Pour les réservoirs enterrés ne pouvant être enlevés, ils doivent être rendus inutilisables par remplissage avec un matériau solide inerte.
- Les tuyauteries ayant contenu des produits susceptibles de polluer les eaux et/ou le sol sont également vidées et démontées. L'eau de nettoyage des citernes et tuyauteries doivent être évacuées vers des installations dûment autorisées
- L'eau de nettoyage des installations de stockage des effluents d'élevage doit être valorisée selon les prescriptions du Code de l'eau concernant la gestion durable de l'azote en agriculture ou évacuée vers des installations dûment autorisées. L'exploitant tient à la disposition du Fonctionnaire chargé de la surveillance tout document attestant de la mise hors service d'un réservoir, à savoir :
  - 1° le certificat de dégazage;
  - 2° le certificat d'évacuation des résidus de nettoyage;
  - 3° le certificat d'évacuation du réservoir ou le certificat d'inertage comportant le type de matériau utilisé et la quantité mise en œuvre.
- Lorsqu'une installation de stockage de substance dangereuse est démantelée, une note de synthèse reprend l'historique des produits stockés et la localisation de l'installation sur le site. Ce document est transmis au fonctionnaire chargé de la surveillance et au fonctionnaire technique à leur demande.
- En cas de cessation définitive de toutes les activités, l'exploitant développe et propose à la commune, au fonctionnaire technique et au fonctionnaire chargé de la surveillance, au moins trois mois avant la cessation effective de l'exploitation, un plan de fermeture de site comprenant notamment les mesures qu'il a prises ou entend prendre afin d'assurer la mise en sécurité de toutes les installations, accompagné d'un plan de remise en état des lieux précisant les modalités relatives à l'accès, à la sécurité et à la surveillance des effets sur l'environnement.

\*\*\*

## Article 2.

Les conditions d'exploitation, au titre de DISPOSITIONS PARTICULIERES "HEBERGEMENT DE VOLAILLES" de l'arrêté de la Députation permanente du Conseil provincial de Liège n° 16.540 du 7 novembre 2002 sont REMPLACEES par les dispositions suivantes :

---

## **ACTIVITES D'ELEVAGE OU D'ENGRAISSEMENT DE VOLAILLES**

---

### **CHAPITRE I. - Implantation et construction**

#### **Section 1<sup>re</sup>. - Implantation**

**Art. 1.** La capacité d'hébergement du bâtiment existant est limitée à 23 000 poulets et celle du nouveau à 36 000 poulets soit un total de 59 000 poulets pour l'ensemble de l'exploitation.

**Art. 2.** L'exploitant tient à jour un plan descriptif de l'établissement sur lequel sont reproduites les limites parcellaires, dressé à l'échelle la mieux adaptée, indiquant l'emplacement:

- des locaux et des ateliers,
- des dépôts de matières premières et auxiliaires, déchets, etc.,
- des appareils,
- des cheminées d'évacuation,
- des circuits d'évacuation et des rejets d'eaux usées (en ce compris les eaux pluviales)
- des dispositifs de contrôle.

La localisation exacte de chaque rejet d'eaux usées dans son récepteur respectif est faite sous forme de flèche pointant, soit l'endroit d'introduction dans le milieu récepteur soit l'emplacement du dispositif de contrôle sur le rejet.

Ce plan est mis à la disposition de l'autorité compétente et du Fonctionnaire chargé de la surveillance.

#### **Section 2. - Construction**

**Art. 3.** Tout bâtiment ou toute infrastructure d'hébergement d'animaux est positionné ou à défaut, aménagé de manière à bénéficier d'une aération naturelle optimale. Au besoin, une ventilation mécanique avec un dispositif de régulation du débit d'air en fonction de la température est installée dans les bâtiments d'hébergement.

**Art. 4.** Le bâtiment ou l'infrastructure d'hébergement d'animaux est conçu ou adapté de manière à répondre aux exigences du type d'élevage.

Les locaux d'hébergement sont construits en matériaux durs, imputrescibles, faciles à nettoyer et à désinfecter.

Les murs et le sol des locaux d'hébergement sont pourvus d'un revêtement lisse, imperméable, imputrescible et facilement lavable.

**Art. 5.** Les locaux d'hébergement sont pourvus de dispositifs assurant une aération suffisante et conçus de manière à ne pas incommoder les voisins.

Tous les orifices d'aération sont munis de moustiquaires.

Les toiles d'araignées sont enlevées régulièrement.

**Art. 6. § 1<sup>er</sup>.** Tous les sols des bâtiments et des infrastructures d'hébergement des animaux, ainsi que toutes les aires de parcours ou d'attente en dur non couvertes fréquentées régulièrement par les animaux, à l'exception des aires de passage, sont étanches et maintenus en parfait état d'étanchéité.

§ 2. La pente des sols étanches permet l'écoulement des jus d'écoulement et des eaux de nettoyage vers des infrastructures de stockage étanches et de capacité suffisante, si nécessaire par des canalisations étanches et en parfait état de fonctionnement.

§ 3. Les sols, les aires et les ouvrages de stockage sont aménagés de manière à empêcher les entrées non maîtrisées d'eau de ruissellement ou de toiture.

Art. 7. Les installations de nourrissage telles que notamment les mangeoires, les auges ou les abreuvoirs sont en matériaux durs, stables dans le temps et facilement lavables.

## CHAPITRE II. - Exploitation

Art. 8. § 1<sup>er</sup>. Le bâtiment ou l'infrastructure d'hébergement d'animaux font l'objet de nettoyages et éventuellement de désinfections régulièrement au moyen de produits adéquats.

§ 2. S'il y a présence d'une litière, celle-ci est suffisante, saine et régulièrement renouvelée.

Art. 9. L'exploitant veille à l'entretien et à la propreté du lieu de stockage des cadavres d'animaux.

Art. 10. Les mesures nécessaires et efficaces sont prises pour éviter l'apparition de vermine, la pullulation d'insectes et la prolifération de rongeurs. Ces mesures sont notamment l'utilisation de produits de lutte agréés, de pièges ou poisons autorisés pour les rongeurs, le maintien des stocks de farines et d'autres aliments dans des conditions saines, leur protection par des dispositifs tels que de fins grillages, des moustiquaires, des dispositifs insecticides électriques ou de tout autre système équivalent.

Art. 11. Les produits pouvant présenter un danger pour l'homme et l'environnement tels que les produits corrosifs, inflammables, toxiques, les pesticides, les produits de lutte contre la vermine, la pullulation d'insectes et la prolifération de rongeurs, de même que les produits de nettoyage, de soin aux animaux et de désinfection sont stockés dans des endroits réservés à cet usage et dans des conditions propres à éviter tout déversement accidentel dans le milieu naturel. Ces produits sont agréés et leur utilisation respecte les normes en vigueur.

Art. 12. § 1<sup>er</sup> Les aliments pour animaux sont entreposés dans des endroits spécifiques ou dans des silos.

§ 2. Sans préjudice des besoins physiologiques d'animaux, l'exploitant limite les rejets en azote et en phosphore dans les effluents d'élevage en alimentant les animaux avec des régimes successifs (alimentation multiphase) ayant des teneurs en protéines brutes et en phosphore décroissantes.

Les mesures nécessaires et efficaces sont prises pour éviter les émissions de poussières lors du remplissage des silos et du transport de la nourriture.

Art. 13. Des mesures nécessaires et efficaces sont prises pour empêcher les animaux de s'échapper.

Art. 14. Toutes les dispositions sont prises pour limiter la consommation d'eau, notamment par l'utilisation de nettoyeurs à haute pression, le calibrage régulier de l'installation d'abreuvement, la détection et la réparation des fuites.



*Art. 15. Toutes les dispositions sont prises pour utiliser de l'énergie de manière optimale notamment par l'éclairage à faible coût énergétique.*

*Art. 16. L'exploitant met en place un programme d'entretien et de réparation systématique de l'établissement.*

*Lors des périodes de vide sanitaire, l'exploitant entretient et vérifie le bon fonctionnement de l'ensemble des équipements de l'établissement tels que notamment les sondes, les ventilateurs, les conduits de ventilation, l'éclairage et le système d'abreuvement.*

*Sur simple demande du fonctionnaire chargé de la surveillance, l'exploitant justifie le respect du programme susvisé.*

*Art. 17. L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, de l'exploitant ou d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'établissement, de ses dangers et inconvénients.*

*Les fientes sont recueillies régulièrement après l'engraissement d'une bande dans un récipient à double étanchéité sans qu'il en résulte d'inconvénient pour le voisinage.*

### **CHAPITRE III. - Prévention des accidents et incendies**

*Art. 18. Les précautions sont prises pour assurer la sécurité du public et des personnes présentes au sein de l'exploitation et si nécessaire pourvoir à son évacuation rapide et sans danger. Dans l'établissement, les accès aux extincteurs et aux dévidoirs sont en permanence dégagés.*

*Art. 19. La hauteur, le type, les dimensions et l'écartement des piquets, l'écartement des fils ou les dimensions des grillages des clôtures des enclos et des prairies sont adaptés au type d'animal. Au besoin, les clôtures sont doublées ou électrifiées.*

*Art. 20. Dans le cas d'une exposition des animaux au public, l'exploitant met en œuvre les mesures nécessaires et efficaces afin d'éviter tout risque d'accident.*

### **CHAPITRE IV. - Eau**

*Art. 21. Tout rejet direct ou indirect de fertilisants et de jus d'écoulement ainsi que d'eaux usées autres que domestiques et pluviales dans le sous-sol, dans un égout public, dans une eau de surface ou dans une voie d'écoulement des eaux pluviales est interdit.*

*Art. 22. § 1<sup>er</sup>. Le stockage et la manutention des fertilisants, des effluents d'élevage, des matières végétales et des jus d'écoulement, de même que l'épandage des fertilisants sont conformes aux dispositions du Livre II du Code de l'environnement, contenant le Code de l'eau, relatives à la gestion durable de l'azote en agriculture.*

*§ 2. Les eaux de nettoyage sont stockées dans les infrastructures étanche et sans trop plein et épandues ensuite sur le sol dans le respect des dispositions susvisées du Livre II du Code de l'environnement, contenant le Code de l'eau.*

*Art. 23. Sans préjudice de l'application d'autres législations, les eaux pluviales collectées sur les toitures sont évacuées par des puits perdants, des drains dispersants, des voies artificielles d'écoulement ou par des eaux de surface.*

#### **CHAPITRE V. - Air**

*Art. 24. §1er. L'exploitant limite les émissions atmosphériques provenant de l'établissement. La réduction des émissions dans l'atmosphère, de toute substance qui pourrait provoquer un danger ou une incommodité, par sa nature et/ou par les quantités rejetées, est réalisée sur l'ensemble du cycle de production: au niveau de l'alimentation, des techniques de logement et de stockage et par l'entretien systématique de l'établissement, des équipements, des annexes et les abords.*

*§2. Les installations sont conçues, implantées et équipées de manière à prévenir et à limiter efficacement les nuisances et les inconvénients qui pourraient résulter de l'exploitation pour le voisinage tels que les émissions de poussières, de gaz, de fumées, d'odeurs et autres émanations.*

*Art. 25. Les rejets quelconques d'effluents gazeux à l'atmosphère se font à une hauteur, une température, une vitesse et dans des conditions (degré de dilution, localisation ou orientation des conduits et des cheminées d'évacuation par rapport aux propriétés voisines, etc ...) qui garantissent une dispersion efficace, en toutes circonstances, des polluants résiduels.*

*Art. 26. L'exploitant veille au fonctionnement correct et au bon entretien des installations éventuelles d'épuration, et d'évacuation ainsi que des appareillages de régulation, de mesure et de contrôle dont elles sont équipées.*

*Art. 27. § 1er. Afin de ne pas être dispersées dans l'atmosphère, les poussières présentes à l'intérieur de l'établissement sont régulièrement récoltées et éliminées.*

*§ 2. Dans le cas d'une évacuation canalisée dans l'atmosphère, l'air rejeté respecte la valeur limite suivante: poussières totales: 50 mg/Nm<sup>3</sup>.*

#### **CHAPITRE VI. - Gestion des déchets autres que les effluents d'élevage**

*Art. 28. § 1<sup>er</sup>. Les dispositions visées dans ce chapitre ne préjugent en rien de l'application de dispositions particulières ou spécifiques qui pourraient être décidées par les pouvoirs publics en cas de force majeure, notamment en vue d'éradiquer l'apparition d'une épizootie au sein du cheptel détenu dans l'exploitation.*

*§ 2. L'exploitant avise un collecteur agréé pour l'enlèvement des cadavres d'animaux sans délai et au plus tard dans les 24 heures de la mort d'un animal.*

*Dans l'attente de leur enlèvement, les cadavres d'animaux sont conservés dans un dispositif fermé et étanche, placé dans un endroit facilement accessible aux seules personnes autorisées.*

*Art. 29. L'exploitant conserve pendant cinq ans au siège de l'exploitation les relevés d'enlèvements de cadavres fournis par le collecteur ou le transporteur agréé.*

\*\*\*



### Art. 3.

Les autres dispositions de l'arrêté de la Députation permanente du Conseil provincial de Liège n° 16.540 du 7 novembre 2002 restent d'application.

### Art. 4.

Sans préjudice des poursuites pouvant être exercées en vertu du Code pénal, les contraventions au présent arrêté seront constatées et punies conformément à la partie VIII – *Recherche, constatation, poursuite, répression et mesures de réparation des infractions en matière d'environnement* – de la partie décrétable du livre Ier du code de l'environnement.

En outre, le présent arrêté ne préjudicie pas aux droits des tiers.

### Art. 5.

L'exploitant veille, dans les meilleurs délais, au respect des conditions d'exploitation particulières énoncées au présent arrêté. Si leur mise en œuvre implique la réalisation d'aménagements, il réalise ceux-ci dans un délai de six mois. A défaut, il produit dans le même délai, au Fonctionnaire technique chargé de la surveillance, un planning de réalisation des travaux utiles, devant être finalisés dans les six mois suivants.

### Art. 6.

Dans les dix jours de la prise de décision, celle-ci est portée à la connaissance du public, par voie d'affichage d'un avis.

Le contenu de cet avis et les modalités de l'affichage sont définis par l'article D.29-22, § 2, du livre Ier du Code de l'Environnement. La durée de cet affichage est de 20 jours, aux endroits habituels d'affichage et, de manière parfaitement visible, à l'entrée du site de l'établissement visé.

La décision est exécutoire selon les dispositions de l'article 46 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement.

### Art. 7.

Un recours auprès du Ministre qui a l'Environnement dans ses attributions, est ouvert contre la présente décision:

1. À toutes les personnes visées par l'article 67 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement,
2. Aux personnes non visées au 1 justifiant d'un intérêt.

Sous peine d'irrecevabilité, le recours est envoyé par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception, ou remise contre récépissé, au fonctionnaire technique compétent sur recours (Service Public de Wallonie, Direction générale « AGRICULTURE, RESSOURCES NATURELLES ET ENVIRONNEMENT », Département des Permis et Autorisations, avenue Prince de Liège, 15 à 5100 JAMBES), dans un délai de 20 jours,

- 1° à dater de la réception de la décision pour l'exploitant et le fonctionnaire technique ;
- 2° à dater du premier jour de l'affichage de la décision pour les personnes non visées au 1° .

Le recours n'est pas suspensif de la décision attaquée.

Le recours est introduit selon les modalités de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et notamment en utilisant exclusivement le formulaire repris à l'annexe XI de cet arrêté.

Un droit de dossier de 25 € est à verser sur le compte 091-2150215-45, Département des Permis et Autorisations, avenue Prince de Liège, 15, à 5100 JAMBES.

**Art. 8.**

En cas de changement d'exploitant (article 60 du décret du 11 mars 1999), l'exploitant (cédant) est tenu de notifier à l'autorité compétente son intention de céder l'exploitation de son établissement, en tout ou en partie, à une tierce personne (cessionnaire), qui est tenue de signer conjointement la notification, en confirmant par écrit avoir pris connaissance des permis relatifs à cet établissement, poursuivre la même activité et accepter les conditions fixées dans ces permis, en ce compris les impositions du présent permis.

**Art. 9.** Le présent arrêté est notifié,

*en expédition conforme et par envoi recommandé,*

- à la s.p.r.l. **LE REVEIL AVICOLE**, rue Lizin s/n à 4590 OUFFET ;
- au **Fonctionnaire technique**, Directeur de la Direction de Liège, du Département des Permis et Autorisations, de la Direction générale « AGRICULTURE, RESSOURCES NATURELLES ET ENVIRONNEMENT », Montagne Sainte Walburge, 2 bât. 2 à 4000 LIEGE ;

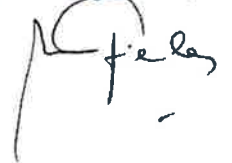
*en copie libre et par pli ordinaire,*

- au **Secrétariat « IPPC »**, de la direction de la Prévention des Pollutions, du Département de l'Environnement et de l'Eau, de la Direction générale « AGRICULTURE, RESSOURCES NATURELLES ET ENVIRONNEMENT », avenue Prince de Liège, 15 à 5100 JAMBES ;
- au **Fonctionnaire délégué**, de la Direction de Direction de Liège 2, de la Direction générale « AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE, LOGEMENT, PATRIMOINE ET ÉNERGIE », du Service Public de Wallonie, Montagne Sainte Walburge, 2 bât. 1 à 4000 LIEGE ;
- à la Direction de Liège du **Département de la Police et des Contrôles**, de la Direction générale « AGRICULTURE, RESSOURCES NATURELLES ET ENVIRONNEMENT », du Service Public de Wallonie, Montagne Sainte Walburge, 2 bât. 2 à 4000 LIEGE.

Pour le Collège,  
Pour Le Secrétaire communal, **empêché**,  
L'Echevine déléguée,



Le Bourgmestre,



ANNEXE 30 - FORMULAIRE A

**DECISION d'OCTROI DU PERMIS D'URBANISME à la SPRL LE REVEIL AVICOLE, représentée par Monsieur Jean-Paul COLLIN.**

**Le collège communal, en séance du 24 mars 2015.**

Vu le Code Wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine;  
Vu l'article 123, 1° de la Nouvelle loi communale;  
Vu le décret du 11 septembre 1985 organisation l'évaluation des incidences sur l'environnement dans la Région wallonne tel que modifié notamment par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et le décret du 15 mai 2003 ainsi que par et les arrêtés du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 respectivement relatifs à l'organisation de l'évaluation des incidences sur l'environnement et à la liste des projets soumis à étude d'incidences;

**Considérant que la SPRL LE REVEIL AVICOLE, représentée par Monsieur Jean-Paul COLLIN, rue de l'Eglise n° 22 à 4590 OUFFET, section de Warzée, a introduit une demande de permis d'urbanisme relative à un bien sis à Ouffet, section de Warzée, rue Bihay, parc. cad. sect. B n° 211 D et ayant pour objet la construction d'un hangar agricole.**

Considérant que la demande de permis a été déposée à l'administration communale contre récépissé daté du 31/07/2014, qu'elle a été complétée en date du 20/08/2014, qu'elle a fait l'objet d'un accusé de réception du dossier complet en date du 20/08/2014;

Considérant que le bien est situé en zone agricole au plan de secteur de Huy-Waremme, approuvé par A.R. du 20/11/1981, et qui n'a pas cessé de produire ses effets pour le bien précité

Considérant que la demande de permis comprend une notice d'évaluation des incidences sur l'environnement ;

Considérant que la demande se rapporte à un bien situé en zone agricole;

Considérant que l'avis du S.P.W. Département de la Ruralité et des Cours d'eau a été sollicité en date du 18/08/2014, que son avis favorable du 26/08/2014 est annexé au présent permis ;

Considérant que l'avis du Service Technique Provincial a été sollicité en date du 18/08/2014, que son avis du 26/08/2014 est annexé au présent permis ;

Considérant que l'avis du Service Régional d'Incendie a été sollicité en date du 18/08/2014, que son avis du 09/10/2014 est annexé au présent permis ;

Considérant à ce sujet que le site d'exploitation présente 2 citernes d'eau de pluie de 20.000 litres chacune ;

Considérant que l'avis de la Fonctionnaire déléguée a été sollicité en date du 10/10/2014, en application de l'article 107, § 2, du Code précité; que son avis du 27/10/2014 est favorable conditionnel et est libellé et motivé comme suit :

**Avis du 27/10/2014 – Références : F0216/61048/UAP3/2014/10/H40491/342083/AP/RV**

*Considérant que le bien est situé en zone agricole au plan de secteur de Huy-Waremme approuvé par A.R. du 20/11/1981 ;*

*Considérant qu'en réponse à la demande de la commune, la Direction générale de l'Agriculture, des Ressources naturelles et de l'Environnement a transmis son avis en date du 29/08/2014 ;*

*Considérant qu'en réponse à la demande de la Commune, le Service Technique Provincial a transmis son avis en date du 28/08/2014 ;*

*Considérant que la demande de permis est accompagnée d'une notice d'évaluation des incidences sur l'environnement ;*

*Considérant que la notice est complète en identifiant, décrivant et évaluant les incidences probables directes et indirectes du projet notamment sur l'homme, la faune et la flore, le sol, l'eau, l'air, le climat et le paysage, les biens matériels et le patrimoine culturel ainsi que sur l'interaction entre ces facteurs ;*

*Considérant que le projet ne se situe pas à proximité d'un périmètre visé par la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, modifiée notamment par le décret du 6 décembre 2001 relatif aux réserves naturelles ou forestières, site Natura 2000,*

*Considérant que le projet n'induit aucun déboisement, ni modification du relief du sol ;*

*Considérant que le projet ne se situe pas à proximité de sites archéologiques ou classés ;*

*Considérant que le projet n'entraîne aucun rejet ni impact sur les captages, eaux de surface et eaux souterraines ;*

*Vu les circonstances urbanistiques locales ;*

*Vu le Décret modifiant le Livre Ier du Code de l'Environnement relatif à l'évaluation des incidences des projets sur l'environnement en date du 10 NOVEMBRE 2006, en particulier les art. 4 à 6,*

*Vu la nature du projet, ses dimensions et sa localisation ;*

*Vu l'examen des critères de sélection déterminés par le décret précité ;*

*Considérant qu'au regard de ces différents éléments, le projet n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et qu'il n'y a dès lors, pas lieu d'imposer une étude d'incidences sur l'environnement ;*

*Considérant que la demande porte sur la construction d'un hangar agricole;*

*Vu le rapport du Collège communal réuni en séance du 8 octobre 2014 ;*

*Vu le rapport urbanistique de Monsieur l'Architecte Vincent Huet ;*

*Vu le cadre bâti et non bâti à cet endroit ;*

*Considérant que le projet consiste à construire un hangar agricole destiné au stockage du matériel agricole et d'atelier de maintenance et à proximité de deux poulaillers existants ;*

*Considérant que l'implantation est justifiée par l'auteur de projet par le fait de préserver les zones de manœuvre ;*

*Considérant qu'au vu du reportage photographique, les deux poulaillers sont construits en silex lave de ton beige ; qu'il conviendrait de garder une homogénéité sur l'ensemble du site ; que l'utilisation d'un bardage métallique de teinte gris n'est pas adapté ;*

*Considérant qu'un bouquet d'arbres d'essence régionale sera planté sur le côté du bâtiment à l'avant de la parcelle ;*

*Considérant que le projet ne compromettra pas la destination générale de la zone au plan de secteur ;*

*Vu l'avis favorable de la Direction du Développement Rural ;*

***J'émet un avis favorable à la demande de permis d'urbanisme moyennant le respect de la condition suivante :***

- Le parement des élévations sera réalisé soit en silex lavé de ton beige, soit en bardage de bois naturel.***

A Liège, le 27 octobre 2014.

**Pour le Ministre, La Fonctionnaire déléguée,**  
**(S) Anne-Valérie BARLET**  
Directeur ff.

Considérant que le demandeur propose de remplacer les dalles béton gris par des dalles silex beige et de remplacer le bardage métallique gris par du bardage métallique brun identique à celui des poulaillers existants ;

Considérant que ces propositions sont adéquates.

### **Le Collège décide :**

Article 1. Le permis d'urbanisme sollicité par le REVEIL AVICOLE, représentée par Monsieur Jean-Paul COLLIN, domicilié à 4590 Ouffet (Warzée) rue de l'Eglise n° 22 est octroyé.

Article 2. Le titulaire du permis devra :

1° exécuter les travaux conformément aux plans annexés au présent permis d'urbanisme.

2° préalablement au début des travaux, produire un état des lieux (reportage photographique de la voirie et de ses abords sur le front de voirie de la parcelle concernée.

3°: Produire un P.V. d'implantation dressé soit par un géomètre-expert indépendant et agréé, soit par l'architecte auteur de projet si le bornage du terrain concerné lui permet d'assumer cette responsabilité ; un procès-verbal attestant que l'implantation du bâtiment est conforme au P.U concerné, devra être transmis à l'Administration communale.

5° : se conformer à l'avis du 09/10/2014 du Service Régional d'Incendie de Huy

Article 3. Expédition de la présente décision est transmise au demandeur et à la Fonctionnaire déléguée aux fins de l'exercice éventuel par celui-ci de son droit de recours.

Article 4. Le titulaire du permis avertit, par lettre recommandée, le collège communal et le Fonctionnaire délégué du commencement des travaux ou des actes permis, au moins huit jours avant d'entamer ces travaux ou actes.

Article 5. Le présent permis ne dispense pas de l'obligation de solliciter les autorisations ou permis imposés par d'autres lois ou règlements.

Article 6. Le destinataire de l'acte peut introduire un recours auprès du Gouvernement, par envoi recommandé à la poste dans les trente jours de la réception de la décision du Collège communal..

**A OUFFET, le 24 mars 2015.**

**PAR LE COLLEGE :**

Le Directeur général,  
Henri LABORY

La Bourgmestre,  
Caroline MAILLEUX-CASSART

COMMUNE DE OUFFET

Séance du Collège communal en date du 06 juillet 2015.

Président : Madame Caroline MAILLEUX, Bourgmestre

Membres avec voix délibératives : M<sup>me</sup> Renée LARROT, M<sup>me</sup> Francis FROIDBISE,  
René LAMBAY, Scheyvins, Monsieur Paul WAUTELET, Président d  
C.P.A.S

Directeur général : Madame Hélène PREVOT ss.

---

*Le Collège communal,*

Vu la demande introduite en date du 24 septembre 2014 par laquelle la S.P.R.L. LE REVEIL AVICOLE - rue de l'Eglise n° 22 à 4550 NANDRIN (WARZEE) sollicite un permis d'environnement pour l'extension de l'élevage de poulets par l'adjonction d'une prise d'eau souterraine rue Bihay s/n à 4590 OUFFET/WARZEE ;

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ;

Vu le Code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme, du patrimoine et de l'énergie ;

Vu la loi du 28 décembre 1964 relative à la lutte contre la pollution atmosphérique ;

Vu la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature ;

Vu la loi du 18 juillet 1973 relative à la lutte contre le bruit ;

Vu le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets ;



Vu le décret du 6 décembre 2001 relatif à la conservation des sites Natura 2000 ainsi que de la flore et la faune sauvages ;

Vu le décret du 27 mai 2004 relatif au Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement ;

Vu le décret du 27 mai 2004 relatif au Livre II du Code de l'Environnement constituant le Code de l'Eau ;

Vu le décret du 5 décembre 2008 relatif à la gestion des sols ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 fixant les conditions générales d'exploitation des établissements visés par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 mars 2005 relatif au Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 mars 2005 relatif au Livre I<sup>er</sup> du Code de l'environnement ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2009 relatif à la gestion des sols ;

Vu l'arrêté du Gouvernement du 12 février 2009 wallon déterminant les conditions sectorielles relatives aux installations pour la ou les prise(s) d'eau et/ou le traitement des eaux souterraines potabilisables ou destinées à la consommation humaine et aux installations pour la ou les prise(s) d'eau et/ou le traitement des eaux souterraines non potabilisables et non destinées à la consommation humaine et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement (*Moniteur belge* du 25 mars 2009)

Vu l'ensemble des pièces du dossier ;

Vu l'arrêté du 7 novembre 2002 délivré par la Députation permanente pour un terme expirant le 7 novembre 2022 pour l'élevage de 59.000 poulets de chair

Vu l'arrêté du 28 juillet 2011 du Collège communal d'Ouffet pour un terme expirant le 7 novembre 2022 pour la mise en conformité avec la directive 2008/1/CE du Conseil du 15 janvier 2008 dite IPPPC de l'arrêté de la DP de Liège du 7 novembre 2002

Vu l'avis de la DGO3 - DNF - DIRECTION EXTÉRIEURE DE LIÈGE, relatif au caractère complet de la partie Natura 2000 du formulaire de demande de permis ;

Vu le procès-verbal de la séance de clôture de l'enquête publique qui s'est déroulée du **13 mai 2015** au **27 mai 2015** sur le territoire de la commune de OUFFET, duquel il résulte que la demande n'a rencontré aucune opposition ni observation écrite ou orale ;

Vu l'avis motivé émis par notre Collège communal en date du **01 juin 2015** ;

2. Vu l'avis favorable sous conditions de DGO4 - DIRECTION DE LIÈGE 2, envoyé le **28 mai 2015**, rédigé comme suit :

*"Considérant que La SPRL Le Réveil avicole  
a introduit une demande de permis d'environnement  
relative à un bien sis à Ouffet-Warzée*

*Rue Bihay*

*cadastré section B 211e*

*ayant pour objet l'exploitation d'une prise d'eau souterraine pour alimenter un poulailler dans  
un forage existant et autorisé ;*

*Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et en particulier l'article 30 ;*

*Vu le décret du 18 juillet 2002 modifiant le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de  
l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie ;*

*Vu votre transmis du 29/04/2015 parvenu le 30/04/2015 relatif à l'objet précité ;*

*Le bien en cause est repris en zone agricole au plan de secteur de Huy-Waremme approuvé par  
A.R. du 20/11/1981*

*Le projet ne porte pas sur un bien visé à l'article 109 du C.W.A.T.U.P. (art. 81 du décret du 11  
mars 1999).*

*Vu l'article 35 du C.W.A.T.U.P. ;*

*Vu les indications et précisions fournies dans le formulaire de demande et ses annexes  
conformément à l'Arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure  
d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et à diverses mesures de  
police administrative.*

*Vu les circonstances urbanistiques et architecturales locales ;*

*Vu qu'il s'agit de la poursuite d'une exploitation ;*

*Vu que le forage du puits a été autorisé le 12/06/1998 ;*

*J'EMETS un avis FAVORABLE sur la présente demande de permis d'environnement."*

Vu l'avis favorable de DGO3 - DEE - EAUX SOUTERRAINES LIÈGE, envoyé le **28 mai 2015**, rédigé comme suit :

#### *"ANALYSE DU DOSSIER*

*Le site d'exploitation possède deux ouvrages de prise d'eau distants d'une dizaine de mètres. Le  
puits dénommé « Rue Bihay P1 - 49/5/1/026 » réalisé en 1996 a été remblayé conformément à notre  
demande. Le second ouvrage « Rue Bihay P2 » fait l'objet du présent permis.*

#### *A.1. SITUATION DU PROJET*

*Emplacement de l'ouvrage*

*Commune : Ouffet.*

*Rue et/ou lieu-dit : Rue Bihay*

*Parcelle cadastrale : sur la parcelle cadastrée ou l'ayant été division 2, section B, n° 211E.*

*Coordonnées Lambert : X = 226 157 mètres et Y = 127 439 mètres (levées)*

*Altitude : Z : 277,90 m (sommet de la chambre de visite).*

*Caractéristiques de l'ouvrage*

*Date de réalisation de l'ouvrage : 12/06/1998 (Eurodrill s.a.).*

*Nature, dimensions et équipement : puits de 60 mètres de profondeur, foré en 178 mm de diamètre  
fond de trou, équipé d'un tubage acier de 125 mm de diamètre jusqu'à 39 mètres, crépiné entre 34  
et 39 mètres de profondeur. Le trou est comblé par des graviers entre 39 et 60 mètres de  
profondeur. L'espace annulaire est comblé par des graviers entre 39 et 36 mètres de profondeur et  
par de la bentonite entre 36 et 33 mètres de profondeur puis par du ciment.*

Lors de notre visite du 11 janvier 2011, l'espace annulaire n'était pas comblé jusqu'en surface. En 2013 l'entreprise Eurodrill a procédé au remplissage de l'espace annulaire par de la bentonite jusqu'à 10 mètres de profondeur puis par du ciment jusqu'en surface.

L'ouvrage est surmonté d'une chambre de visite hors sol composée d'un anneau de béton, d'un mètre de diamètre et d'un mètre de profondeur. La chambre est fermée, étanche, drainée, non verrouillée et le tubage acier est au niveau du sol, malgré les travaux d'aménagement déjà réalisés.

De manière à respecter les articles 4 et 5 des conditions sectorielles pour l'exploitation de cette prise d'eau, les mesures suivantes doivent être prises :

rehaussement du sommet du tubage de manière à sortir de 40 cm minimum du fond de la chambre de visite ;

fermeture de la chambre au moyen d'un couvercle étanche muni d'un système de fermeture à clef.

Dispositif de prise d'eau : une pompe immergée de 3,5 m<sup>3</sup> par heure de débit nominal, placée à 55 mètres de profondeur.

Réservoir captant : 0,2 m<sup>3</sup>.

Dispositif de mesure du volume d'eau prélevé : un compteur volumétrique placé sur la conduite de refoulement à la sortie immédiate du puits.

Type (marque)	MJ-LFC	Numéro	12-627337
Calibre (DN en mm)	32	Débit moyen (m <sup>3</sup> /h)	10
Date de fabrication	2012	Index (m <sup>3</sup> )	

Dispositif de prise d'échantillons d'eau : robinet placé sur la conduite de refoulement à la sortie immédiate du puits en aval du compteur.

Dispositif de mesure du niveau d'eau : tube guide placé dans le puits. Le repère de mesure de niveau d'eau est le sommet de la chambre de visite.

### 3. Cadre hydrogéologique

D'après la carte hydrogéologique « Hamoir-Ferrirères 49/5-6 », le puits est implanté au droit des calcaires du Carbonifère. Par contre la coupe du puits mentionne la présence de schistes et grès à partir de 17 mètres de profondeur. La nappe sollicitée est contenue dans la formation schisto-gréseuse du Dévonien supérieur (code nappe 810).

L'analyse de qualité d'avril 2015 montre une eau de pH proche de la neutralité (pH 7,2) et contenant beaucoup de nitrates (39,73 mg/l).

#### A.2. OPPORTUNITÉ DU PROJET

##### 1. Historique des autorisations

L'ouvrage est exploité sans autorisation depuis sa réalisation.

Usage de l'eau et débits demandés.

Le requérant sollicite l'autorisation d'exploiter l'ouvrage de prise d'eau souterraine décrit au point ci avant pour l'élevage de 54 000 poulets ainsi que pour l'agriculture.

Les débits maximum souhaités indiqués dans l'annexe III sont : 3 500 m<sup>3</sup> par an.

ESTIMATION DE LA CONSOMMATION MAXIMALE D'EAU DU CHEPTTEL					
CHEPTTEL	Litres/jour		Consommation journalière (m³)		Consommation annuelle (m³)
			moyenne	maximum	
					*

<i>VOLAILLES (consommation d'été = consommation normale x 1,5)</i>					
<i>Poulets de chair (40 jours)</i>	0.14		0.00	0	0.00
<i>Poules pondeuses ou reproductrices (343 jours)</i>	0.19		10.26	15.39	3909
<i>Poulettes démarrées (127 jours)</i>	0.14		0.00	0	0.00
<i>Coqs de reproduction</i>	0.14		0.00	0	0.00
<i>Canards (75 jours)</i>	0.19		0.00	0	0.00
<i>Oies (150 jours)</i>	0.7		0.00	0	0.00
<i>Dindes, dindons (85 jours)</i>	0.7		0.00	0	0.00
<i>Pintades (79 jours)</i>	0.19		0.00	0	0.00
<i>Cailles</i>			0.00	0	0.00
<i>Autruches et émeus</i>			0.00	0	0.00
<b>TOTAL VOLAILLES</b>			10.260	15.390	3909

Au vu des débits demandés par rapport, aux débits réellement prélevés ces six dernières années (2007 - 2012)\*, aux estimations faites par notre service et considérant que 4 032 m<sup>3</sup> ont été prélevés en 2009, il est conclu que la prise d'eau peut être autorisée aux débits de 3,5 m<sup>3</sup> par heure, 15 m<sup>3</sup> par jour et 4 200 m<sup>3</sup> par an.

\* Historique des volumes annuels pompés (m<sup>3</sup>) :

<i>Année de prélèvement</i>	<i>volume Puit</i>
2007	3 295
2008	3 357
2009	4 032
2010	3 941
2011	3 988
2012	3 944
<i>Moyenne sur 6 ans</i>	3760

### A.3. INCIDENCES DU PROJET

*Influence éventuelle de la prise d'eau.*

*sur les ouvrages de prise d'eau voisins :*

*D'après l'approche géocentrique opérée sur la banque de données des eaux souterraines, dans un rayon de 1100 mètres, il n'existe pas d'autre prise d'eau recensée.*

*sur les ressources hydrologiques d'une autre province : sans objet.*

*sur les biens situés à proximité : sans objet.*

**2. Implantation en zone de prévention, en zone de surveillance et/ou en zone vulnérable.**

*Le site est inclus dans la zone vulnérable du territoire dit « Sud namurois » établie par l'arrêté ministériel du 22 décembre 2006 et étendue par arrêté ministériel du 22 novembre 2012. Cette situation n'implique toutefois aucune contrainte pour le projet. Les programmes d'actions spécifiques s'adressent aux exploitations agricoles telles que définies à l'article R188 du code de l'eau.*

3. Présence connue d'éventuels établissements polluants situés à proximité : voir point 4 ci-après.

4. Projet de délimitation de la zone de prise d'eau

*L'exploitation de l'ouvrage nécessite la délimitation d'une zone de prise d'eau autour de celui-ci conformément à l'article R154 du Code de l'Eau. Cette zone est délimitée par une ligne située à une distance de 10 mètres des limites extérieures des installations en surface strictement nécessaires à la prise d'eau. Y sont applicables les mesures des articles 3, 9, 10, 11 et 12 des conditions sectorielles pour cette prise d'eau.*

*La visite sur place du 11 janvier 2011 a permis de constater que l'ouvrage se situe dans une prairie à moins de 10 mètres de la limite de parcelle. La parcelle jointive est également une prairie.*

*Cette situation permet le respect des articles susvisés des conditions sectorielles.*

*La zone de prise d'eau proposée est représentée sur le plan annexé aux conditions particulières d'exploitation. Elle doit être clôturée.*

*A.4. CONCLUSIONS : Avis favorable moyennant le respect des conditions sectorielles applicables, ainsi que des conditions particulières reprises dans le point B. ci-après, en particulier les mesures reprises en gras dans les articles 2, 3, 5, 6 et 7. "*

Vu le rapport de synthèse favorable du fonctionnaire technique - Réf. Département des Permis et Autorisations : D3200/61048/RGPED/2014/3/ND/pp - PE - transmis en date du **03/07/2015** à notre Collège communal et reçu en date du **06/07/2015**

Considérant que la demande a été introduite dans les formes prescrites ;

Considérant que la demande de permis d'environnement a été déposée à l'administration communale le **24 septembre 2014**, transmise par celle-ci au fonctionnaire technique par envoi postal du **25 septembre 2014** et enregistrée dans le service de ce fonctionnaire en date du **29 septembre 2014** ;

Considérant que la demande a été jugée incomplète par le fonctionnaire technique par courrier du **17 octobre 2014** ; que les documents manquants ont été envoyés par le demandeur à la commune en date du **17 avril 2015** ; que ces documents ont été transmis au fonctionnaire technique en date du **20 avril 2015** et reçus par ce fonctionnaire en date du **23 avril 2015** ;

Considérant que la demande a été jugée complète et recevable en date du **29 avril 2015** par courrier du fonctionnaire technique et que notification en a été faite à l'exploitant par lettre recommandée à la poste à cette date ;

Considérant qu'il résulte des éléments du dossier déposé par le demandeur et de l'instruction administrative que la demande vise à l'extension de l'élevage de poulets par l'adjonction d'une prise d'eau souterraine rue Bihay s/n à 4590 OUFFET/WARZEE ;

Considérant que l'extension de l'établissement comporte l'installation suivante :

I001 : pompe immergée, 1.5 kW

Considérant que l'établissement projeté se situe sur la parcelle cadastrale suivante : OUFFET division 2 ; section B ; n°211E ;



Considérant que les installations et/ou activités concernées sont classées comme suit par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002, arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées :

N° 41.00.03.02, Classe 2

Installation pour la ou les prise(s) d'eau et/ou le traitement des eaux souterraines non potabilisables et non destinées à la consommation humaine, d'une capacité de prise d'eau et/ou de traitement supérieure à 10 m<sup>3</sup>/jour et à 3.000 m<sup>3</sup>/an et inférieure ou égale à 10.000.000 m<sup>3</sup>/an

#### *Évaluation des incidences sur l'environnement*

Considérant que la demande, dont le formulaire fait office de notice d'évaluation des incidences sur l'environnement, doit permettre d'identifier, décrire et évaluer de manière appropriée les effets directs et indirects, à court et à moyen terme, de l'implantation et de la mise en œuvre du projet sur l'homme, la faune et la flore, le sol, l'eau, l'air, le climat et le paysage, les biens matériels et le patrimoine culturel ainsi que sur l'interaction entre ces facteurs ;

Considérant que l'autorité qui a apprécié la recevabilité et la complétude du dossier a également procédé à l'examen des incidences probables du projet sur l'environnement au sens large, sur base des critères de sélection pertinents visés à l'article D.66 du livre Ier du Code de l'Environnement ;

Considérant que, à l'examen préalable du dossier de demande, les nuisances les plus significatives portent sur des volets qui ont donné lieu au choix des instances consultées, (précisées plus avant) ;

Considérant que, au vu du descriptif des activités, des dépôts, des installations et des mesures prises par l'exploitant ou prévues dans son projet, l'ensemble de ces incidences ne devrait pas être considéré comme ayant un impact notable; que les avis reçus des instances consultées conduisent à confirmer à posteriori cette analyse;

Considérant que, en ce qui concerne les compartiments de l'environnement n'ayant pas donné lieu à la consultation d'instances particulières, le projet engendre des nuisances pouvant être qualifiées de nulles ou mineures ;

Considérant qu'il n'y avait pas lieu de craindre d'effets cumulatifs avec les projets voisins de même nature ;

Considérant que la notice d'évaluation des incidences, les plans et les autres documents constitutifs du dossier synthétisaient suffisamment les principaux paramètres écologiques du projet sur l'environnement ; que la population intéressée a pu dès lors recevoir l'information qu'elle était en droit d'attendre et que l'autorité appelée à statuer a été suffisamment éclairée sur les incidences possibles du projet sur l'environnement ; que le projet ne devait donc pas être soumis à évaluation complète des incidences ; qu'une étude d'incidences sur l'environnement n'était donc pas nécessaire ;

*Eaux souterraines*

Considérant que l'ouvrage de prise d'eau dénommé « Rue Bihay P2 », consiste en un puits d'une profondeur de 60 mètres, équipé d'un tubage acier de 125 mm de diamètre de 39 mètres de profondeur crépiné entre 39 et 36 mètres, que l'ouvrage est comblé par des graviers entre 60 et 39 mètres, l'espace annulaire partiellement vide lors de notre visite du 11/01/2011 a été comblé et cimenté sur les 10 derniers mètres de manière à protéger la nappe des écoulements de surface ;

Considérant que l'ouvrage sollicite la nappe aquifère contenue dans les formations schisto-gréseuses du Dévonien supérieur ;

Considérant que la prise d'eau sollicitée est destinée à abreuver 54 000 poulets et à l'agriculture, que le volume annuel demandé est de 3 500 m<sup>3</sup> par an, que le volume moyen prélevé entre 2007 et 2012 est de 3760 m<sup>3</sup>, que le maximum a été atteint en 2009 avec 4032 m<sup>3</sup> ;

Considérant que les besoins maximum peuvent atteindre 15 m<sup>3</sup> par jour et 4 200 m<sup>3</sup> par an ;

#### *Généralités*

Considérant que le strict respect des conditions générales, sectorielles et intégrales en vigueur et des conditions particulières énumérées ci-après est de nature à réduire dans une mesure suffisante les inconvénients pouvant résulter de l'exploitation de l'établissement ;

Considérant qu'en ce qui concerne les inconvénients non visés par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, il y a lieu d'observer que la permission administrative accordée dans le cadre dudit décret est indépendante des autorisations spéciales éventuellement requises en vertu d'autres obligations légales ou réglementaires et du respect des règlements généraux et communaux en vigueur ;

Considérant que ladite permission administrative ne préjudicie pas au droit des tiers, lesquels peuvent recourir aux juridictions civiles ordinaires ;

Considérant que les prescriptions et conditions auxquelles est subordonné le permis sont suffisantes pour garantir la protection de l'homme et de l'environnement contre les dangers, nuisances ou inconvénients que l'établissement est susceptible de causer à l'environnement, à la population vivant à l'extérieur de l'établissement et aux personnes se trouvant à l'intérieur de celui-ci, sans pouvoir y être protégées en qualité de travailleur ;

## A R R E T E

**Article 1.** Le Permis d'environnement pour l'extension de l'élevage de poulets par l'adjonction d'une prise d'eau souterraine rue Bihay s/n à 4590 OUFFET/WARZEE

est **ACCORDÉ**

conformément au plan joint à la demande et moyennant le respect des prescriptions légales et réglementaires en vigueur et des conditions d'exploitation précisées dans le présent arrêté.

**Article 2.** Les conditions applicables à l'établissement sont les suivantes :

Arrêté du gouvernement wallon du 4 juillet 2002 fixant les conditions générales d'exploitation des établissements visés par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement (*Moniteur belge* du 21 septembre 2002 ; Erratum : *Moniteur belge* du 1<sup>er</sup> octobre 2002 ; *Moniteur belge* du 17 août 2010 ; *Moniteur belge* du 18 février 2014).

arrêté du Gouvernement du 12 février 2009 wallon déterminant les conditions sectorielles relatives aux installations pour la ou les prise(s) d'eau et/ou le traitement des eaux souterraines potabilisables ou destinées à la consommation humaine et aux installations pour la ou les prise(s) d'eau et/ou le traitement des eaux souterraines non potabilisables et non destinées à la consommation humaine et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement (*Moniteur belge* du 25 mars 2009)

Ces conditions peuvent être consultées sur le site <http://environnement.wallonie.be/> ou sur le site <https://wallex.wallonie.be/>.

**Article 3.** Les conditions d'exploitation particulières applicables à l'établissement sont les suivantes :

### CONDITIONS PARTICULIERES EAUX SOUTERRAINES

#### **Chapitre I. SITUATION ET CARACTERISTIQUES DE L'OUVRAGE DE PRISE D'EAU**

##### Art. 1er.

**§ 1er.** L'ouvrage de prise d'eau dénommé « Rue Bihay P2 » et référencé 49/5/1/021 dans la base de données de la Direction des Eaux souterraines consiste en un puits de 60 mètres de profondeur, foré en 178 mm de diamètre fond de trou, équipé d'un tubage acier de 125 mm de diamètre jusqu'à 39 mètres, crépiné entre 34 et 39 mètres de profondeur. Le trou est comblé par des graviers entre 39 et 60 mètres de profondeur. L'espace annulaire est comblé par des graviers entre 39 et 36 mètres de profondeur et par de la bentonite entre 36 et 10 mètres de profondeur puis par du ciment.

L'ouvrage est surmonté d'une chambre de visite composée d'un anneau de béton, d'un mètre de diamètre et d'un mètre de profondeur. La chambre est étanche, drainée et verrouillée.

Le repère de mesure des niveaux d'eau est le sommet de la chambre de visite.

- § 2. L'ouvrage est situé sur le territoire de la commune de Ouffet/Warzée, rue Bihay sur la parcelle cadastrée division 2, section B, n°211E, au point de coordonnées Lambert X = 226 157 mètres et Y = 127 439 mètres.

## **Chapitre II . AMENAGEMENT DE L'OUVRAGE DE PRISE D'EAU**

Art. 2. Les mesures suivantes doivent être prises de manière à éviter toute contamination de la nappe d'eau souterraine et de l'eau prélevée :

- rehaussement du sommet du tubage de manière à sortir de 40 cm minimum du fond de la chambre de visite ;
- fermeture de la chambre au moyen d'un couvercle étanche muni d'un système de fermeture à clef.

Art. 3. L'ouvrage doit être équipé d'une plaque signalétique scellée à la tête de puits et reprenant son code ouvrage (49/5/1/021).

## **Chapitre III . EXPLOITATION DE L'OUVRAGE DE PRISE D'EAU**

Art. 4. L'eau, prélevée dans les formations schisto-gréseuses du Dévonien supérieur, est réservée à l'élevage de 54 000 poulets et à l'agriculture.

Art. 5. Le volume d'eau prélevé ne peut excéder 3,5 m<sup>3</sup> par heure, 15 m<sup>3</sup> par jour et 4 200 m<sup>3</sup> par an.

Le volume peut être réduit si le prélèvement autorisé est susceptible d'affecter la sécurité des personnes et des biens, la qualité de l'eau de la nappe aquifère exploitée, de produire une réduction du volume prélevé dans d'autres ouvrages de prise d'eau ou de provoquer une sollicitation excessive de la nappe aquifère par rapport à son alimentation naturelle.

## **Chapitre IV. ZONE DE PRISE D'EAU**

Art. 6. Une zone de prise d'eau doit être établie conformément au plan ci-dessous. Elle doit être clôturée.

Art. 7. Sont interdites dans la zone de prise d'eau, toute activité et installation autres que celles nécessaires à l'usage de la prise d'eau. L'emploi de pesticides y est interdit.

## Chapitre V. RELEVES ET ANALYSES

Art. 8. La mesure du dispositif de comptage est relevée une fois par mois. Dans toute la mesure du possible, les mesures sont effectuées un jour fixe du mois de manière à conserver un intervalle de temps analogue entre deux mesures successives.

Art. 9. Au besoin, l'Administration est habilitée à procéder ou à faire procéder par un organisme de son choix à des échantillonnages représentatifs de l'eau brute et à des mesures de niveaux d'eau.

## Chapitre VI. MESURES DIVERSES

Art. 10. L'exploitant informe l'Antenne de LIEGE de la Direction des Eaux souterraines, Montagne Sainte Walburge, 2, bâtiment II, à 4000 Liège, de toute modification affectant l'ouvrage de prise d'eau, ou le dispositif de comptage, ainsi que de l'arrêt temporaire ou définitif de la prise d'eau.

En cas de cessation définitive, l'exploitant procède, suivant les recommandations du service précité au comblement de l'ouvrage ou à son aménagement si l'ouvrage est conservé comme piézomètre.

\*\*\*\*\*

**Article 4.** Le présent permis est accordé pour un terme un terme au 7 novembre 2022.

**Article 5.** Le présent permis est exécutoire selon les dispositions de l'article 46 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement.

**Article 6.** Le délai de mise en œuvre du permis est fixé à deux ans à partir du jour où le présent arrêté devient exécutoire.

**Article 7.** Le présent permis est frappé de caducité s'il n'est pas mis en œuvre avant l'expiration du délai fixé à l'article précédent ou lorsque l'établissement autorisé n'est pas exploité durant deux années consécutives.

**Article 8.** L'exploitant est tenu :

- 1° de prendre toutes les précautions nécessaires pour éviter, réduire ou remédier aux dangers, nuisances et inconvénients de l'établissement ;
- 2° de signaler immédiatement à l'autorité compétente tout cas d'accident ou d'incident de nature à porter préjudice aux intérêts visés à l'article 2 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ;
- 3° de fournir toute l'assistance nécessaire pour permettre aux fonctionnaires et agents compétents de mener à bien leurs actions visées à la partie VIII du volet décretaal du livre 1er du code de l'environnement ;
- 4° de conserver, sur les lieux même de l'établissement où à tout endroit convenu avec l'autorité compétente, l'ensemble des permis ou déclarations en vigueur, toutes



décisions prescrivant des conditions complémentaires d'exploitation, ainsi que le registre des modifications intervenues et la liste des incidents et accidents visés au 2° ;

- 5° de conserver également aux mêmes lieux, tous les rapports, certificats et procès verbaux émanant d'organisme de contrôle, de visiteurs ou d'experts, et ayant trait à la sécurité ou la salubrité publique ;
- 6° d'informer l'autorité compétente et le fonctionnaire technique de toute cessation d'activité au moins 10 jours avant cette opération sauf cas de force majeur ;
- 7° de remettre le site, en fin d'exploitation, dans un état satisfaisant au regard de la protection de l'homme et de l'environnement ;
- 8° de porter à la connaissance de l'autorité compétente, du collège communal et du fonctionnaire technique, au moins 15 jours à l'avance, la date fixée pour la mise en œuvre du permis.

**Article 9.** Toute transformation ou extension d'un établissement de classe 1 ou de classe 2 qui ne consiste pas en :

- 1° le déplacement de l'établissement ;
- 2° la transformation ou l'extension de l'établissement entraînant l'application d'une nouvelle rubrique de classement autre que de classe 3 ou étant de nature à aggraver directement ou indirectement les dangers, nuisances ou inconvénients à l'égard de l'homme ou de l'environnement, et affectant le descriptif ou les plans annexés au permis ou encore une source d'émission de gaz à effet de serre spécifiés ;

doit être consignée par l'exploitant dans un registre.

Tous les ans, à la date anniversaire du présent arrêté et pour autant que l'établissement ait subi des transformations ou extensions, l'exploitant envoie une copie de la liste des transformations ou extensions intervenues au cours de l'année écoulée au fonctionnaire technique et au Collège communal de la commune sur le territoire de laquelle est situé l'établissement, et à l'organisme désigné si la transformation ou l'extension affecte notablement une source d'émission de gaz à effet de serre spécifiés.

**Article 10.** L'exploitant est tenu de notifier à l'autorité compétente son intention de céder l'exploitation de son établissement, en tout ou en partie, à une tierce personne. Le cessionnaire est tenu de signer conjointement la notification, en confirmant par écrit avoir pris connaissance du permis, poursuivre la même activité et accepter les conditions fixées dans le présent permis.

**Article 11.** Sans préjudice des poursuites pouvant être exercées en vertu du Code pénal, les contraventions au présent arrêté seront constatées et punies conformément à la Partie VIII - *Recherche, constatation, poursuite, répression et mesures de réparation des infractions en matière d'environnement* - des dispositions décrétales et réglementaires du Livre Ier du Code de l'Environnement.

En outre, le présent permis ne préjudicie pas aux droits des tiers.

**Article 12.** Un recours auprès du Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du territoire, de la Mobilité et des Transports, des Aéroports et du Bien-être animal est ouvert à toute personne physique ou morale justifiant d'un intérêt, ainsi qu'au fonctionnaire technique. Sous peine d'irrecevabilité, le recours doit être adressé par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception ou remis contre récépissé au fonctionnaire technique compétent sur recours - Service public de Wallonie c/o Direction générale opérationnelle de l'Agriculture, des Ressources naturelles et de l'Environnement, avenue Prince de Liège, 15 à 5100 NAMUR (Jambes) - dans un délai de vingt jours :

- 1° à dater de la réception de la décision pour le demandeur et le fonctionnaire technique ;
- 2° à dater du premier jour de l'affichage de la décision pour les personnes non visées au 1°. Si la décision est affichée dans plusieurs communes, le délai est prolongé jusqu'au vingtième jour suivant le premier jour de l'affichage dans la commune qui y a procédé la dernière.

Le recours n'est pas suspensif de la décision attaquée, sauf s'il est introduit par le fonctionnaire technique.

Le recours est introduit selon les dispositions de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, et, notamment, en utilisant exclusivement le formulaire repris à l'annexe XI de l'arrêté précité.

Un droit de dossier de 25,00 euros est à verser sur le compte 091-2150215-45 (IBAN : BE44 0912 1502 1545 \ BIC : GKCCBEBB) du Département des Permis et Autorisations, avenue Prince de Liège, 15 à 5100 NAMUR (Jambes).

**Article 13.** Dans les 10 jours qui suivent l'adoption de la décision cette dernière fait l'objet d'un avis - conforme aux dispositions de l'article D.29-22, § 2, alinéa 4, du livre 1er du code de l'environnement - affiché durant vingt jours aux endroits habituels d'affichage et, de manière parfaitement visible, sur le bien concerné par le projet.

**Article 14.** La décision est notifiée :

1. En expédition conforme et par envoi recommandé :
  - au demandeur, la S.P.R.L. LE REVEIL AVICOLE, rue de l'Eglise n° 22 à 4550 NANDRIN (WARZEE) ;
  - au fonctionnaire technique du Service public de Wallonie - Direction générale opérationnelle de l'Agriculture, des Ressources naturelles et de l'Environnement - Département des Permis et Autorisations - Direction de Liège, Montagne Sainte Walburge n° 2 à 4000 LIEGE
2. En copie libre et par pli ordinaire :
  - à la DGO3 - DEE - EAUX SOUTERRAINES LIÈGE, Montagne Sainte Walburge n° 2 à 4000 LIEGE ;

- à la DGO3 – Cellule IPPC, avenue Prince de Liège 15 b à 5100 Jambes ;
- à la DGO4 - DIRECTION DE LIÈGE 2, Montagne Sainte-Walburge n° 2 à 4000 LIEGE ;
- à la DGO3 - DPC - Direction extérieure de Liège, Montagne Sainte-Walburge n° 2 à 4000 LIEGE ;

**Article 15.** La présente décision est enregistrée sous le numéro 36591 auprès de la Direction de Liège du Département des Permis et Autorisations.

Fait à OUFFET, le 06 juillet 2015.

Signatures

Pour le Collège,

Pour Le Directeur général,  
d'agent d'ligue'  
Hélène PREVOT



Le Bourgmestre  
C. MAILLEUX-CASSART.

Vu par le Collège Communal de la Commune

à l'Orléans en sa séance du 06 juillet 2015  
pour être annexé au permis d'urbanisme  
délivré à la SPRL de Réveil Agricole.  
donnée de l'Orléans et de Warzee

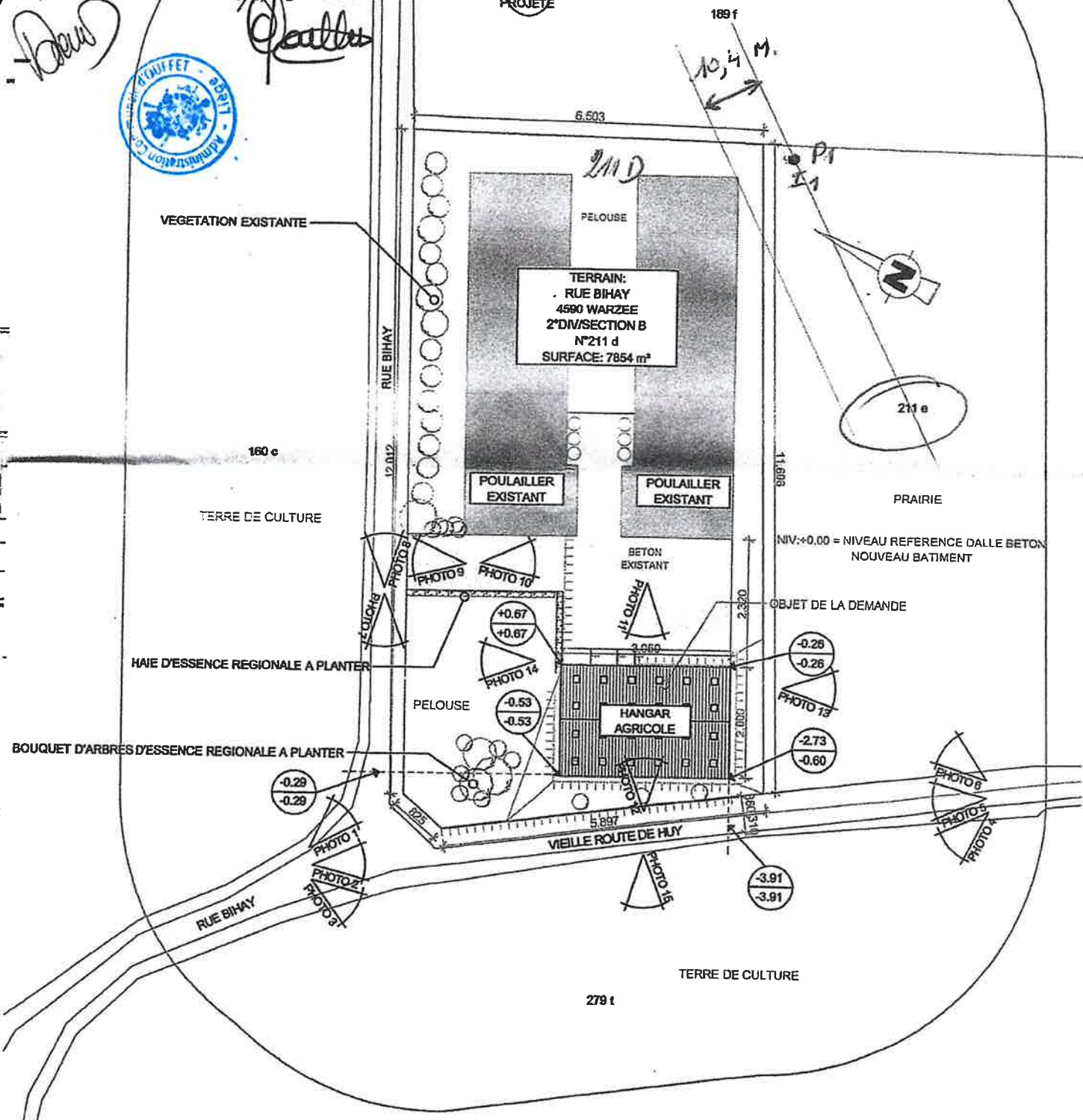
Par le Collège

Le Directeur général,  
H. PREVOT

Le Bourgmestre,  
C. HALLEUX



LEGENDE NIVEAUX  
EXISTANT  
PROJETÉ



- PLAN D'IMPLANTATION

1:1000



**COMMUNE D'OUFFET**

Séance du Collège communal en date du **3 février 2020**

Président : **Madame Caroline MAILLEUX**

Membres avec voix délibératives : **MM. Francis FROIDBISE, Arnaud MASSIN, Michel PREVOT, Echevins ; Mme Renée LARDOT, Présidente du CPAS**

Directeur général : **Monsieur Henri LABORY**

---

***Le Collège communal,***

Vu la demande introduite en date du **09 juillet 2019** par laquelle la S.P.R.L. LE REVEIL AVICOLE - rue de l'Eglise n° 22 à 4550 OUFFET (WARZEE) -, sollicite un permis unique pour installer et exploiter une citerne de 9100 l de propane dans un établissement situé rue de Lizin s/n à 4590 OUFFET/WARZEE ;

Vu le Code du Développement territorial (CoDT), entré en vigueur le 1er juin 2017;

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ;

Vu la loi du 28 décembre 1964 relative à la lutte contre la pollution atmosphérique ;

Vu la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature ;

Vu la loi du 18 juillet 1973 relative à la lutte contre le bruit ;

Vu le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets ;

Vu le décret du 6 décembre 2001 relatif à la conservation des sites Natura 2000 ainsi que de la flore et la faune sauvages ;



Vu le décret du 27 mai 2004 relatif au Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement ;

Vu le décret du 27 mai 2004 relatif au Livre II du Code de l'Environnement constituant le Code de l'Eau ;

Vu la directive 2010/75/UE du parlement européen et du conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution) ;

Vu le décret du 1er mars 2018 relatif à la gestion et à l'assainissement des sols (Moniteur belge du 22 mars 2018) ;

Vu le décret du 24 octobre 2013 modifiant divers décrets notamment en ce qui concerne les émissions industrielles ;

Vu l'arrêté royal du 21 octobre 1968 concernant les dépôts en réservoirs fixes non réfrigérés, de gaz propane et de gaz butane liquéfiés commerciaux ou de leurs mélanges et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 fixant les conditions générales d'exploitation des établissements visés par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 mars 2005 relatif au Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 mars 2005 relatif au Livre I<sup>er</sup> du Code de l'environnement ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 décembre 2018 relatif à la gestion et l'assainissement des sols (Moniteur belge du 29 mars 2019) ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 janvier 2014 déterminant les conditions sectorielles relatives à certaines activités générant des conséquences importantes pour l'environnement et modifiant diverses dispositions en ce qui concerne notamment les émissions industrielles ;

Vu l'ensemble des pièces du dossier ;

Vu les autorisations en cours de validité :

1. Permis d'exploiter du 05 mai 1997 délivré par le Collège des Bourgmestre et Echevins pour un terme expirant le 05 mai 2027 couvrant le premier poulailler
2. Permis d'urbanisme B1-B2 du 16 janvier 2002 délivré par le Collège des Bourgmestre et Echevins

3. Permis d'exploiter du 07 novembre 2002 délivré par la Députation permanente du conseil provincial pour un terme expirant le 07 novembre 2022 : Permis d'exploiter les poulaillers
4. Arrêté du 28 juillet 2011 délivré par le Collège des Bourgmestre et Echevins pour un terme expirant le 07 novembre 2022 : Adaptation permis IPPC
5. Permis d'environnement du 06 juillet 2015 délivré par le Collège des Bourgmestre et Echevins pour un terme expirant le 07 novembre 2022 couvrant le puits

Vu la demande d'avis au SPW ARNE - DNF - DIRECTION EXTÉRIEURE DE LIÈGE, envoyée par le fonctionnaire technique en date du 17 juillet 2019, relativement au caractère complet de la partie Natura2000 du formulaire de demande de permis, restée sans réponse à la date de complétude - avis réputé favorable ;

Vu le procès-verbal de la séance de clôture de l'enquête publique qui s'est déroulée du **05 décembre 2019 au 19 décembre 2019** sur le territoire de la commune d' OUFFET, duquel il résulte que la demande n'a rencontré aucune opposition ni observation écrite ou orale ;

Vu l'avis du SPW ARNE - DRCE - DDR - CELLULE GISER, remis en date du 18 décembre 2019 et rédigé comme suit :

*« Avis favorable*

Motivation

*Plusieurs axes de concentration du relief sont cartographiés à proximité du projet.*

*Cependant, l'analyse fine du relief et du dossier montre que:*

*-ces axes ne toucheront pas le projet ;*

*-le projet ne montre pas de sensibilité particulière à un risque d'inondation ;*

*-le projet n'influencera pas les écoulements locaux.*

*Compte tenu de ces éléments, notre avis est favorable. »*

Vu l'avis du SPW ARNE - DRCE - DIR. DÉVELOPPEMENT RURAL DE HUY, remis en date du 20 décembre 2019 et rédigé comme suit :

#### **« AVIS D'IMPLANTATION**

*Avis favorable*

Justification

*La présente demande porte exclusivement sur l'autorisation d'implanter une citerne à gaz d'une capacité supérieure à 3000 litres en zone agricole au plan de secteur. Cette citerne est destinée à alimenter le chauffage des poulaillers dûment autorisés et existants depuis avril 1997. Nous noterons que l'exploitation se situe au centre d'une large plage en zone agricole ce qui limite le risque des nuisances, les habitations les plus proches étant situées à environ 350 mètres à l'ouest du site.*

#### **AVIS TECHNIQUE**

*Avis favorable*

Justification

*Cette installation permettra d'améliorer significativement le mode de chauffage des deux poulaillers chauffés actuellement à l'aide de canons à chaleur au pétrole plus dommageable pour l'environnement. »*

Vu la demande d'avis à la ZONE DE SECOURS LIÈGE III, en date du 26 novembre 2019, restée sans réponse à la date du rapport de synthèse ;

Vu le rapport de synthèse favorable du fonctionnaire technique et du fonctionnaire délégué -  
Réf. Département des Permis et Autorisations : D3200/61048/RGPED/2019/4/MK/tr - PU et  
Réf. Direction générale opérationnelle de l'Aménagement du Territoire, du Logement, du  
Patrimoine et de l'Énergie : F0216/61048/PU3/2019. 3/H48331 - transmis en date du  
31/01/2020 à notre Collège communal et reçu en date du 3/02/2020 ;

Considérant que la demande a été introduite dans les formes prescrites ;

Considérant que la demande de permis unique a été déposée à l'administration communale le  
**09 juillet 2019**, transmise par celle-ci au fonctionnaire technique et au fonctionnaire délégué  
par envoi postal du **09 juillet 2019** et enregistrée dans les services respectifs de ces  
fonctionnaires en date du **15 juillet 2019** ;

Considérant que la demande a été jugée incomplète par le fonctionnaire technique et le  
fonctionnaire délégué par courrier commun du **26 juillet 2019** ; que les documents manquants  
ont été envoyés par le demandeur à la commune en date du **31 octobre 2019** ; que ces  
documents ont été transmis au fonctionnaire technique et au fonctionnaire délégué à la même  
date et reçus par ces fonctionnaires en date du **08 novembre 2019** ;

Considérant que la demande a été jugée complète et recevable en date du **26 novembre 2019**  
par courrier commun du fonctionnaire technique et du fonctionnaire délégué et que  
notification en a été faite à l'exploitant par lettre recommandée à la poste à cette date ;

Considérant que la transformation et l'extension envisagées entraînent l'application d'une  
nouvelle rubrique de classement autre que de classe 3 ;

Considérant qu'il résulte des éléments du dossier déposé par le demandeur et de l'instruction  
administrative que la demande vise l'extension d'un élevage de poulets existant et dûment  
autorisé via l'installation et l'exploitation d'une citerne de 9100 l de propane destiné au  
chauffage des poulaillers ;

Considérant que l'établissement projeté se situe sur la parcelle cadastrale suivante :  
OUFFET division 2; section B; n° 211D;

Considérant que les installations et/ou activités concernées sont classées comme suit par  
l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002, arrêtant la liste des projets soumis à étude  
d'incidences et des installations et activités classées :

**N° 63.12.07.02, Classe 2**

Dépôts en réservoirs fixes non réfrigérés de gaz butane et/ou propane et leurs mélanges, comprimés,  
liquéfiés ou maintenus dissous sous une pression supérieure à 100 kPa ou 1 bar, lorsque le volume  
total des réservoirs est supérieur à 3.000 litres pour les réservoirs aériens et à 5.000 litres pour les  
réservoirs enterrés

Considérant que l'établissement est visé par la rubrique IPPC/IED n°6.06.a de l'annexe I de la  
Directive européenne 2010/75/UE mise en œuvre le 7 janvier 2013 et entrée en vigueur en  
Région wallonne le 18 février 2014 ;

Considérant que pour les activités industrielles et agricoles à fort potentiel de pollution visées à l'annexe I de cette Directive, celle-ci prescrit les exigences à respecter afin d'éviter ou de réduire les émissions polluantes dans l'atmosphère, les eaux et le sol et pour réduire la production de déchets, dans le but d'atteindre un niveau élevé de protection de l'environnement dans son ensemble ;

Considérant que la demande, dont le formulaire fait office de notice d'évaluation des incidences sur l'environnement, doit permettre d'identifier, décrire et évaluer de manière appropriée les effets directs et indirects, à court et à moyen terme, de l'implantation et de la mise en œuvre du projet sur l'homme, la faune et la flore, le sol, l'eau, l'air, le climat et le paysage, les biens matériels et le patrimoine culturel ainsi que sur l'interaction entre ces facteurs ;

Considérant que l'autorité qui a apprécié la recevabilité et la complétude du dossier a également procédé à l'examen des incidences probables du projet sur l'environnement au sens large, sur base des critères de sélection pertinents visés à l'article D.62 du livre Ier du Code de l'Environnement ;

Considérant que, au vu du descriptif des activités, des dépôts, des installations et des mesures prises par l'exploitant ou prévues dans son projet, l'ensemble de ces incidences ne devait pas être considéré comme ayant un impact notable ;

Considérant que, à l'examen du dossier de demande, les nuisances les plus significatives portaient sur l'adéquation de l'installation avec les milieux humain et naturel ;

Considérant que, en ce qui concerne les autres compartiments de l'environnement, le projet engendre des nuisances pouvant être qualifiées de nulles ou mineures ;

Considérant qu'il n'y avait pas lieu de craindre d'effets cumulatifs avec les projets voisins de même nature ;

Considérant que la notice d'évaluation des incidences, les plans et les autres documents constitutifs du dossier synthétisaient suffisamment les principaux paramètres écologiques du projet sur l'environnement ; que la population intéressée a pu dès lors recevoir l'information qu'elle était en droit d'attendre et que l'autorité appelée à statuer a été suffisamment éclairée sur les incidences possibles du projet sur l'environnement ; que le projet ne devait donc pas être soumis à évaluation complète des incidences ; qu'une étude d'incidences sur l'environnement n'était donc pas nécessaire ;

#### *Aménagement du territoire*

Considérant que le bien en cause est repris au plan de secteur de Huy-Waremme approuvé par A.R. du 20/11/1981, en zone agricole ;

Considérant que le bien se situe en zone d'aléa d'inondation par ruissellement de type faible ;

Considérant que le projet se rapporte à une ou des parcelles pour laquelle (ou lesquelles) des démarches de gestion des sols ne doivent pas être réalisées - couleur lavande ou sans couleur (art.12 §4 du décret du 1er mars 2018) ;



Vu l'article D.II.36 du CoDT ;

Vu les circonstances urbanistiques et architecturales locales ;

Considérant que la demande porte sur l'installation et l'exploitation d'une citerne de 9.100 l de propane implantée au sein d'un établissement existant et autorisé

Considérant le prescrit de l'art. D.II.36 :

*§ 1er. La zone agricole est destinée à accueillir les activités agricoles c'est-à-dire les activités de production, d'élevage ou de culture de produits agricoles et horticoles, en ce compris la détention d'animaux à des fins agricoles ou le maintien d'une surface agricole dans un état qui la rend adaptée au pâturage ou à la culture sans action préparatoire allant au-delà de pratiques agricoles courantes ou du recours à des machines agricoles courantes. Elle contribue au maintien ou à la formation du paysage ainsi qu'à la conservation de l'équilibre écologique.*

*Elle ne peut comporter que les constructions et installations indispensables à l'exploitation et le logement des exploitants dont l'agriculture constitue la profession. Elle peut également comporter des activités de diversification complémentaires à l'activité agricole des exploitants.*

*§ 2. Dans la zone agricole, les modules de production d'électricité ou de chaleur, qui alimentent directement toute construction, installation ou tout bâtiment situé sur le même bien immobilier, sont admis pour autant qu'ils ne mettent pas en cause de manière irréversible la destination de la zone.*

Considérant que cette citerne est destinée à alimenter le chauffage des poulaillers ;

Considérant que le projet est conforme à la destination de la zone ;

Considérant que la citerne est posée sur une dalle en béton et entourée d'une clôture afin de répondre aux normes de sécurité ;

Considérant que les actes et travaux ne compromettent pas la destination générale de la zone ni son caractère architectural ;

#### *Environnement*

Considérant que les avis des instances consultées dans le cadre de l'instruction de cette demande sont favorables ;

Considérant que d'un point de vue strictement environnemental, le chauffage des poulaillers par une alimentation au gaz est préférable au chauffage par canons à chaleur alimentés au pétrole ;

#### *Généralités*

Considérant que le strict respect des conditions générales, sectorielles et intégrales en vigueur et des conditions particulières énumérées ci-après est de nature à réduire dans une mesure suffisante les inconvénients pouvant résulter de l'exploitation de l'établissement ;

Considérant qu'en ce qui concerne les inconvénients non visés par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, il y a lieu d'observer que la permission administrative accordée dans le cadre dudit décret est indépendante des autorisations spéciales



éventuellement requises en vertu d'autres obligations légales ou réglementaires et du respect des règlements généraux et communaux en vigueur ;

Considérant que ladite permission administrative ne préjudicie pas au droit des tiers, lesquels peuvent recourir aux juridictions civiles ordinaires ;

### *Conclusion*

Considérant que les prescriptions et conditions auxquelles est subordonné le permis sont suffisantes pour d'une part, garantir la protection de l'homme et de l'environnement contre les dangers, nuisances ou inconvénients que l'établissement est susceptible de causer à l'environnement, à la population vivant à l'extérieur de l'établissement et aux personnes se trouvant à l'intérieur de celui-ci, sans pouvoir y être protégées en qualité de travailleur et d'autre part, rencontrer les besoins sociaux, économiques, patrimoniaux et environnementaux de la collectivité ;

## **A R R E T E**

**Article 1. Le Permis unique** relatif à l'installation et à l'exploitation d'une citerne de 9100 l de gaz propane destiné au chauffage de poulaillers et venant en extension de poulaillers existants et dûment autorisés, dans un établissement sis rue de Lizin sn à 4590 OUFFET/WARZEE, est **octroyé**, conformément aux plans joints à la demande, et enregistrés dans les services du fonctionnaire délégué en date du 15/07/2019 et du 08/11/2019 et moyennant le respect des prescriptions légales et réglementaires en vigueur et des conditions d'exploitation précisées dans le présent arrêté.

**Article 2.** L'établissement comporte les bâtiments (B), installations, activités, procédés (I) et dépôts (D) principaux suivants :

- B1 : Poulailler existant
- B2 : Poulailler existant
- B3 : Hangar agricole
- I1 : poulailler, 24800 bêtes
- I2 : canons à chaleur, (2 X 93 kW therm.)
- I3 : extracteurs de toitures (12 X 8000 m³/h)
- I4 : extracteurs de pignons (2 X 40.000 m³/h)
- I5 : groupe électrogène de secours (65 kVA)
- I6 : frigo cadavres, 200 kg
- I7 : poulailler, 24800 bêtes
- I8 : canons à chaleur (2 X 93 kWth)
- I9 : extracteurs de toitures (5 X 24.000 m³/h)
- I10 : extracteurs de pignons (3 X 40.000 m³/h)
- I11 : installation pompe mazout agricole, (2 X 2500 l)
- I12 : puits, 4200 m³/an
- D1 : silos aliments poulets (2 X15 t)
- D2 : silo céréales 15 t
- D3 : citernes pétrole (2 X 2500 l)

- D4 : citernes eaux de pluie (2 X 40 m<sup>3</sup>)
- D5 : silo aliments poulets (2 X15 t)
- D6 : silo céréales 15 t
- D7 : citernes eaux usées (2 X 20 m<sup>3</sup>)
- D8 : produits phytos 20 kg
- D9 : Citerne à gaz 9100 l

**Article 3.** Les conditions applicables à l'établissement sont les suivantes :

- Arrêté du gouvernement wallon du 4 juillet 2002 fixant les conditions générales d'exploitation des établissements visés par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement (*Moniteur belge* du 21 septembre 2002 ; Erratum : *Moniteur belge* du 1<sup>er</sup> octobre 2002 ; *Moniteur belge* du 17 août 2010 ; *Moniteur belge* du 18 février 2014).

Ces conditions peuvent être consultées sur le site <http://environnement.wallonie.be/> ou sur le site <https://wallex.wallonie.be/>.

**Article 4.** Les conditions d'exploitation particulières applicables à l'établissement sont les suivantes :

## **DEPOT DE GAZ PROPANE EN RESERVOIR FIXE**

### **CHAPITRE PREMIER. CHAMP D'APPLICATION ET DEFINITIONS**

**Article 1<sup>er</sup>.** Les présentes conditions s'appliquent sans préjudice de l'arrêté royal du 21 octobre 1968 concernant les dépôts, en réservoirs fixes non réfrigérés, de gaz propane et de gaz butane liquéfiés commerciaux ou de leurs mélanges, et de ses modifications successives.

**Art. 2.** Les présentes conditions intégrales s'appliquent aux dépôts de gaz butane et/ou propane et leurs mélanges comprimés, liquéfiés ou maintenus dissous sous une pression supérieure à 100 kPa ou 1 bar en réservoirs fixes non réfrigérés lorsque le volume total des réservoirs est inférieur ou égal à 3 000 l pour les réservoirs aériens et à 5 000 l pour les réservoirs enterrés visés par la rubrique 63.12.07.01 de l'annexe I de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées.

**Art. 3.** Pour l'application des présentes prescriptions, on entend par :

- 1° **Réservoir** : ensemble constitué d'un récipient équipé de ses accessoires de sécurité et de ses accessoires sous pression tel que défini à l'arrêté royal du 13 juin 1999 portant l'exécution de la directive du Parlement européen et du Conseil de l'Union européenne du 29 mai 1997 relative au rapprochement des législations des Etats membres concernant les équipements sous pression ;
- 2° **Réservoir fixe** : réservoir destiné à contenir des gaz et qui est alimenté sans être déplacé ;

- 3° **Réservoir aérien** : réservoir situé en totalité au-dessus du sol environnant et dont l'enveloppe extérieure est en contact avec l'air ;
- 4° **Réservoir enterré** : réservoir dont la totalité de l'enveloppe extérieure est en contact avec la terre environnante excepté le puits ;
- 5° **Dépôt** : stockage constitué par un ou plusieurs réservoirs fixes contenant du gaz ;
- 6° **Capacité du dépôt** : la capacité totale en litres d'eau des réservoirs mis en dépôt ;
- 7° **Zone de sécurité** : zone comprise au-delà du réservoir et délimitée par un cercle de trois mètres de rayon centré sur la soupape de sécurité ou sur la chambre de visite ;
- 8° **Périmètre de sécurité** : zone située à l'intérieur d'un périmètre distant de 3 mètres par rapport au réservoir ou de la chambre de visite ;
- 9° **Ecran de sécurité** : écran destiné à protéger le dépôt d'un incendie extérieur ou de l'allumage d'un nuage de gaz en cas de fuite du réservoir ;
- 10° **Organisme notifié** : organisme notifié conformément à l'arrêté royal du 31 mars 1995 concernant l'agrément des organismes qui sont notifiés à la Commission des Communautés européennes pour l'application de certaines procédures d'évaluation de conformité ;
- 11° **Service extérieur de contrôle technique (SECT)** : service agréé conformément à l'arrêté royal du 29 avril 1999 concernant l'agrément de services externes pour les contrôles techniques sur le lieu de travail ;
- 12° **Installation** : ensemble composé du réservoir, des tuyauteries et accessoires jusqu'aux robinets d'isolement des appareils d'utilisation ;
- 13° **Matériau incombustible** : matériau qui au cours d'un essai normalisé durant lequel il est exposé à un échauffement extérieur ne révèle aucune manifestation extérieure indiquant un dégagement notable de chaleur ;
- 14° **Etablissement existant** : les établissements dûment autorisés avant l'entrée en vigueur du présent arrêté ou dont l'exploitation est couverte par un permis délivré à la suite d'une demande introduite avant l'entrée en vigueur du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ainsi que les demandes d'autorisation introduites entre l'entrée en vigueur du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et l'entrée en vigueur du présent arrêté.

---

## CHAPITRE II. IMPLANTATION ET CONSTRUCTION

---

---

### Section 1<sup>ère</sup>. Dispositions générales

---

**Art. 4. § 1<sup>er</sup>.** L'installation des réservoirs dans des espaces confinés est interdite et notamment :

- ⇒ à l'intérieur d'un bâtiment ;

- ⇒ dans un espace couvert ;
- ⇒ dans des fosses ;
- ⇒ à l'intérieur d'une enceinte fermée sur plus de la  $\frac{1}{2}$  du périmètre, lorsque celle-ci se trouve dans la zone de sécurité et pour autant que tout autre mur soit distant d'au moins 5 mètres du réservoir.

§ 2. Les réservoirs ne peuvent pas être installés sur le toit d'un bâtiment.

§ 3. L'installation des réservoirs superposés est interdite. Aucune construction ou équipement autres que ceux nécessaires à l'installation ne peuvent se trouver à la verticale du réservoir.

**Art. 5.** Toute installation électrique est interdite dans la zone de sécurité.

Toutefois, il est possible de déroger à l'alinéa premier moyennant le respect des articles 105 et suivants relatifs aux risques d'explosion en atmosphères gazeuses explosives du Règlement général sur les installations électriques.

Tout réservoir aérien est mis à la terre de manière à permettre l'écoulement des charges d'électricité statique.

---

## **Section 2.                      Implantation du réservoir**

---

---

### **Sous-section 1.              Réservoir aérien**

---

**Art. 6.** Les réservoirs cylindriques sont, dans la mesure du possible, installés de manière telle que leur axe soit dirigé vers les zones les moins fréquentées par le public.

**Art. 7.** Les accessoires des réservoirs à l'exception de la soupape de sécurité et de la jauge de niveau, sont couverts d'un capot de protection non étanche à l'air.

**Art. 8.** Les réservoirs sont protégés contre l'action des rayons solaires ou le rayonnement de sources de chaleur quelconques. A cet effet, une peinture réfléchissante ou une surface réfléchissante peut être utilisée.

Les teintes de peintures qui satisfont à cette exigence en ce qui concerne le rayonnement solaire sont : Blanc RAL 9010, Vert pâle RAL 6019, Aluminium RAL 9006.

**Art. 9.** Le réservoir est posé sur un socle horizontal, stable et incombustible. Le socle peut être constitué par une dalle horizontale, ou par deux traverses horizontales, en béton, d'épaisseur suffisante pour assurer la stabilité du réservoir.

Dans les zones inondables, l'ancrage du réservoir est garanti dans tous les cas et notamment en cas d'inondation.

**Art. 10. § 1<sup>er</sup>.** La distance de sécurité minimum mesurée en projection horizontale, qui sépare les réservoirs de certains lieux ou équipements est fournie dans le tableau suivant :

Lieux et équipements	Distance en Mètres
Limites de propriété, de voie publique, d'un avaloir, galerie ou puits non munis d'un système coupe-gaz.	3
Ouvertures de locaux sans interdiction de feu nu.	5
Stockage aérien pouvant générer un incendie important.	10
Stockage aérien ne pouvant pas générer un incendie important	5

Les stockages aériens pouvant générer un incendie important sont des stockages aériens de produits combustibles dont le flux thermique en cas d'incendie est supérieur à 8 kW/m<sup>2</sup> ainsi que des magasins contenant du bois, du papier, des résines, des fibres synthétiques ou végétales, des peintures, des colles, des solvants ou tout objets manufacturés associant ces matériaux.

Les stockages aériens ne pouvant pas générer un incendie important sont tous les autres stockages aériens.

§ 2. Par dérogation au paragraphe premier, la distance de sécurité peut être calculée en ligne directe pour les ouvertures de locaux sans interdiction de feu nu.

**Art. 11.** Les distances visées à l'article 10 peuvent être réduites s'il y a entre le réservoir et les lieux ou équipements visés ci-dessus interposition d'un écran de sécurité pour autant que la distance mesurée en contournant horizontalement cet écran, soit au moins égale à celle donnée dans le tableau visé à l'article 10.

Toutefois, la distance visée à l'article 10 entre le réservoir et un stockage pouvant générer un incendie important ne peut être réduite à moins de trois mètres.

**Art. 12.** L'écran de sécurité est constitué en maçonnerie ou en béton d'une épaisseur respective de 18 et 10 centimètres ou en d'autres matériaux présentant une résistance au feu équivalente. Cet écran est plein.

L'écran de sécurité a une hauteur minimum de 1,5 mètre et dépasse la partie supérieure du réservoir d'au moins 0,5 mètre. Les dimensions de cet écran tels que la hauteur et la longueur sont déterminées de manière à garantir la protection du réservoir contre tout rayonnement thermique d'un incendie éventuel.

**Art. 13.** Un passage libre d'au moins un mètre est prévu autour du réservoir.

**Art. 14.** Les réservoirs sont protégés par des structures ou des reliefs de terrain capables d'empêcher toute collision ou tout choc avec des véhicules.

Les tuyauteries sont protégées contre toute collision par des dispositifs adéquats.

**Art. 15.** Le réservoir ne peut être placé en dessous d'un câble électrique aérien Haute Tension tel que visé à l'article 4 du Règlement général sur les installations électriques.



**Art. 16.** Dans la zone de sécurité d'un réservoir, la présence d'avaloirs, d'égouts ou de raccordement à l'égout est interdite, sauf s'ils sont munis d'un coupe-gaz dont le fonctionnement est assuré dans toutes les circonstances.

---

**Sous-section 2.                      Réservoir enterré**

---

**Art. 17.** Le réservoir est fixé de manière telle que :

- 1° celui-ci est solidement fixé par des brides métalliques à un radier rigide dont le poids est suffisant pour empêcher le soulèvement des réservoirs lorsque ceux-ci sont vides. Toute technique équivalente est admise ;
- 2° toute circulation de véhicule et d'engin lourd est interdite au dessus de celui-ci ;
- 3° une couche de terre de minimum 50 centimètres recouvre le réservoir hors équipement.

Il peut être dérogé au 3° ci-dessus moyennant l'installation d'une protection mécanique interposée entre le réservoir et la surface du sol. Dans tous les cas, la couche de terre ne peut être inférieure à 30 centimètres.

**Art. 18.** Les réservoirs sont équipés d'une chambre de visite.

**Art. 19.** La chambre de visite et les accessoires sont facilement accessibles. Une plaque de couverture ou autre est mise en place afin de protéger les accessoires de tout dommage.

**Art. 20. § 1<sup>er</sup>.** La distance de sécurité minimum mesurée en projection horizontale, qui sépare les soupapes et/ou la bouche de remplissage des réservoirs de certains lieux et équipements est fournie dans le tableau suivant :

Lieux et équipements	Distance en Mètres
Limites de propriété, de voie publique.	3
Ouvertures de locaux sans interdiction de feu nu.	5

§ 2. Par dérogation au paragraphe premier, la distance de sécurité peut être calculée en ligne directe pour les ouverture de locaux sans interdiction de feu nu.

**Art. 21.** Les distances visées à l'article 20 peuvent être réduites s'il y a entre les soupapes et/ou la bouche de remplissage du réservoir et les lieux ou équipements visés ci-dessus interposition d'un écran de sécurité pour autant que la distance mesurée en contournant horizontalement cet écran, soit au moins égale à celle donnée dans le tableau visé à l'article 20.

**Art. 22.** L'écran de sécurité est constitué en maçonnerie ou en béton d'une épaisseur respective de 18 et 10 centimètres ou en d'autres matériaux présentant une résistance au feu équivalente. Cet écran est plein.

L'écran de sécurité a une hauteur minimum de 1,5 mètre.

**Art. 23.** Un passage libre d'au moins un mètre est prévu autour de la chambre de visite.



**Art. 24.** Les tuyauteries sont protégées contre toute collision par des dispositifs adéquats.

**Art. 25.** Dans la zone de sécurité d'un réservoir, la présence d'avaloirs, d'égouts ou de raccordement à l'égout est interdite, sauf s'ils sont munis d'un coupe-gaz dont le fonctionnement est assuré dans toutes les circonstances.

---

### **Section 3. Construction du réservoir**

---

**Art. 26.** § 1<sup>er</sup>. Les réservoirs fabriqués, mis sur le marché et mis en service pour la première fois après l'entrée en vigueur de l'arrêté royal du 13 juin 1999 portant l'exécution de la directive du Parlement européen et du Conseil de l'Union européenne du 29 mai 1997 relative au rapprochement des législations des Etats membres concernant les équipements sous pression sont conformes aux exigences de celui-ci.

§ 2. Les réservoirs fabriqués, mis sur le marché et mis en service pour la première fois avant l'entrée en vigueur de l'arrêté royal du 13 juin 1999 portant l'exécution de la directive du Parlement européen et du Conseil de l'Union européenne du 29 mai 1997 relative au rapprochement des législations des Etats membres concernant les équipements sous pression sont conformes aux exigences de l'arrêté royal du 21 octobre 1968 concernant les dépôts, en réservoirs fixes non réfrigérés, de gaz propane et de gaz butane liquéfiés commerciaux ou de leurs mélanges.

§ 3. Les réservoirs fabriqués, mis sur le marché et mis en service pour la première fois entre le 29 novembre 1999 et le 28 mai 2002 sont conformes aux exigences de l'arrêté royal du 21 octobre 1968 concernant les dépôts, en réservoirs fixes non réfrigérés, de gaz propane et de gaz butane liquéfiés commerciaux ou de leurs mélanges ou de l'arrêté royal du 13 juin 1999 portant l'exécution de la directive du Parlement européen et du Conseil de l'Union européenne du 29 mai 1997 relative au rapprochement des législations des Etats membres concernant les équipements sous pression.

§ 4. Les modification des caractéristiques originales de conception et d'utilisation du réservoir telles que la pression, la température, le niveau de remplissage, les caractéristiques de la soupape de sécurité, les conditions d'utilisation sont conformes aux exigences de l'arrêté royal du 13 juin 1999 portant l'exécution de la directive du Parlement européen et du Conseil de l'Union européenne du 29 mai 1997 relative au rapprochement des législations des Etats membres concernant les équipements sous pression.

---

### **Section 4. Montage et raccordement des tuyauteries et de leurs accessoires**

---

**Art. 27.** § 1<sup>er</sup>. Les tuyauteries et leurs accessoires reliant le réservoir au robinet d'arrêt de chaque appareil d'utilisation sont soumises aux exigences de la norme NBN D51-006 relative aux installations alimentées en butane ou propane commercial en phase gazeuse à une pression maximale de service de 3 bar. Une attestation des tuyauterie selon le modèle de l'annexe B de la norme NBN N51-006 est fournie par l'installateur.

§ 2. Par dérogation au paragraphe premier, les tuyauteries installées avant la date d'entrée en vigueur de la norme NBN D51-006, dont question ci-dessus, sont couvertes par un certificat visé à l'article 17.8 de l'arrêté royal du 21 octobre 1968 concernant les

dépôts, en réservoirs fixes non réfrigérés, de gaz propane et de gaz butane liquéfiés commerciaux ou de leurs mélanges ou par l'arrêté royal du 13 juin 1999 portant l'exécution de la directive du Parlement européen et du Conseil de l'Union européenne du 29 mai 1997 relative au rapprochement des législations des Etats membres concernant les équipements sous pression.

§ 3. La norme NBN D51-006 est applicable dans tous les cas de modifications de tuyauteries et/ou de leurs accessoires.

---

---

## **CHAPITRE III. EXPLOITATION**

---

---

---

### **Section 1<sup>ère</sup>. Mise en service**

---

**Art. 28.** § 1<sup>er</sup>. Avant la mise en service de l'installation, l'exploitant fait contrôler les éléments suivants par un SECT :

- 1° la déclaration ;
- 2° la présence du marquage «CE» ou du certificat de réception du réservoir vis-à-vis d'une norme définie à l'article 26 ;
- 3° l'attestation de tuyauterie ou le certificat visé à l'article 27 ;
- 4° les distances de sécurité visées aux articles 10 et 20 ;
- 5° la présence d'une notice d'instruction du réservoir requise par l'arrêté royal du 13 juin 1999 portant l'exécution de la directive du Parlement européen et du Conseil de l'Union européenne du 29 mai 1997 relative au rapprochement des législations des Etats membres concernant les équipements sous pression ;
- 6° la réalisation d'un test d'étanchéité de l'installation à la pression de service ;
- 7° le respect des prescriptions visés aux articles 9 et 17.

§ 2. L'installation est mise en service et le réservoir reçoit sa charge utile de gaz à la délivrance du rapport attestant le respect des prescriptions du paragraphe premier.

**Art. 29.** L'exploitant fait vérifier la mise en place du réservoir enterré par un SECT, et cette vérification porte sur :

- 1° la couche de protection du réservoir ;
- 2° le placement correct des anodes éventuelles ;
- 3° la fixation du réservoir ;
- 4° la couverture de terre du réservoir.

---

### **Section 2. Entretien**

---

**Art. 30.** L'exploitant est tenu de maintenir l'installation en bon état et de remédier à toute défectuosité de celle-ci. Il y a lieu notamment de :

- 1° couper toute végétation envahissant l'installation ;

- 2° de maintenir en bon état le revêtement de protection des réservoirs aériens visé à l'article 8 ;
- 3° de respecter les prescriptions requises dans la notice d'instruction requise par l'arrêté royal du 13 juin 1999 portant l'exécution de la directive du Parlement européen et du Conseil de l'Union européenne du 29 mai 1997 relative au rapprochement des législations des Etats membres concernant les équipements sous pression ;
- 4° ne pas employer la soupapes de sécurité à d'autres fins que celle de protéger le réservoir.

**Art. 31.** Toute intervention sur l'installation ne peut être effectuée que par du personnel qualifié.

---

#### **CHAPITRE IV. PREVENTION DES ACCIDENTS ET INCENDIES**

---

**Art. 32.** Toute fuite de gaz est immédiatement réparée. De même, tout début d'incendie est immédiatement signalé au service d'incendie territorialement compétent.

**Art. 33.** Dans le périmètre de sécurité, il est interdit :

- 1° de fumer, de faire du feu tel que notamment un barbecue et d'utiliser des appareils à flammes ou à feu nu ;
- 2° d'entreposer des produits inflammables ou combustibles ;
- 3° de maintenir la présence d'herbes sèches et broussailles.

**Art. 34.** Dans la zone de sécurité, il est interdit d'utiliser des appareils électriques et GSM non sécurisés pour les atmosphères explosives.

**Art. 35.** En cas de travaux à effectuer dans la zone de sécurité, la vanne de sortie du réservoir est fermée.

**Art. 36.** Les dangers liés aux gaz et les précautions d'usage sont clairement indiqués au moyen d'un pictogramme apposé au moins sur le réservoir et toujours visible depuis le chemin d'accès principal.

---

#### **CHAPITRE V. CONTROLE ET SURVEILLANCE**

---

**Art. 37.** L'exploitant fait vérifier le fonctionnement de l'installation par un SECT. Ce contrôle est effectué au moins tous les cinq ans et après chaque réparation de l'installation.

Lors de ce contrôle, le SECT :

- 1° contrôle l'absence de produits inflammables ou combustibles dans le périmètre de sécurité ;
- 2° vérifie l'absence de fuite aux accessoires du réservoir et l'état général de la partie visible de l'installation ;

- 3° s'assure que toutes les modifications éventuelles apportées à l'installation ont été effectuées conformément aux articles 26 et 27 ;
- 4° contrôle les dispositifs de sécurité. Les soupapes de sécurité sont remplacées et/ou retarées au moins tous les 10 ans ;
- 5° recherche la corrosion externe des réservoirs aériens et des tuyauteries aériennes ;
- 6° vérifie le respect des distances de sécurité visées aux articles 10 et 20 ;
- 7° teste l'étanchéité de l'installation à la pression de service et à sa demande, le contrôle est complétée par une épreuve hydraulique ou avec une mise en pression avec un gaz inerte ;
- 8° vérifie l'existence des documents suivants :
  - a) la déclaration ;
  - b) la présence du marquage « CE » ou le certificat de réception du réservoir vis-à-vis d'une norme définie à l'article 26 ;
  - c) l'attestation des tuyauteries ou le certificat visé à l'article 27 ;
  - d) la notice d'instruction du réservoir requise par l'arrêté royal du 13 juin 1999 portant l'exécution de la directive du Parlement européen et du Conseil de l'Union européenne du 29 mai 1997 relative au rapprochement des législations des Etats membres concernant les équipements sous pression.

**Art. 38.** L'exploitant fait contrôler l'éventuelle protection cathodique par un SECT.

**Art. 39.** § 1<sup>er</sup>. Lors de chaque contrôle, l'exploitant exige du SECT qu'il dresse un rapport écrit sur les prescriptions visées aux articles 37 et/ou 38 et leurs résultats.

§ 2. En cas de manquements constatés, le SECT fait état de ceux-ci dans son rapport et fixe le délai pendant lequel le réservoir peut encore être utilisé avec sécurité, avant d'être soumis à un nouveau contrôle.

§ 3. Dans le cas de manquement grave, ayant un impact direct sur la sécurité des lieux et du voisinage, le SECT remet une copie de son rapport à l'exploitant du réservoir et au fonctionnaire chargé de la surveillance.

Le SECT indique les éventuels travaux à réaliser sur l'installation, le délai dans lequel ces travaux doivent être effectués avant d'être soumis à un nouveau contrôle et l'éventuelle interdiction de remplissage du réservoir.

**Art. 40.** L'exploitant tient les plans de l'installation, les certificats, les rapports visés aux articles 28 et 39 à la disposition du fonctionnaire chargé de la surveillance.

---

## CHAPITRE VI.

## DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

---

**Art. 41.** Pour les demandes de renouvellement des établissements existants, le déclarant est dispensé du respect des articles 15 et la ligne 4 du tableau de l'article 10.



## Rapports sur les incidents et/ou accidents affectant l'environnement de manière significative

**Article 1<sup>er</sup>.** Lors de tout incident ou accident affectant l'environnement de manière significative ou la sécurité du voisinage, l'exploitant transmet, dans les meilleurs délais, un rapport :

- a) au Directeur de la Direction de Liège du Département des Permis et Autorisations, Montagne Sainte-Walburge, 2 - 4000 LIEGE ;
- b) au Directeur de la Direction de Liège du Département de la Police et des Contrôles, Montagne Sainte-Walburge, 2 - 4000 LIEGE ;

**Art. 2.** Ce rapport décrit :

- a) la date et l'heure de l'incident ou de l'accident ;
- b) les installations dans lesquelles est survenu l'incident ou l'accident ;
- c) les activités habituellement exercées à cet endroit ;
- d) les circonstances de l'accident ;
- e) l'analyse des causes de l'accident ;
- f) les mesures prises pour réparer les atteintes éventuelles à l'environnement ;
- g) les mesures préventives préconisées en vue de prévenir le renouvellement d'un incident ou d'un accident similaire.

## MISE A L'ARRET DE L'ETABLISSEMENT

**Article 1<sup>er</sup>.** En cas de mise à l'arrêt définitif partiel ou total de l'établissement, l'exploitant doit remettre le site concerné par ces installations dans un état tel qu'il ne s'y manifeste plus aucun danger ou inconvénient soit pour la commodité du voisinage, soit pour la santé, la sécurité, la salubrité publique, soit pour l'agriculture, soit pour la protection de la nature et de l'environnement, soit pour la conservation des sites et des monuments.

**Art. 2.** L'exploitant qui met à l'arrêt définitif tout ou partie de son établissement notifie par lettre recommandée à la poste au Collège communal, au Fonctionnaire technique et au Fonctionnaire chargé de la surveillance, la date de cet arrêt au moins dix jours avant celle-ci, sauf cas de force majeure.

A cette notification est joint un dossier comprenant le plan à jour des terrains d'emprise des installations ainsi qu'un mémoire sur l'état du site. Le mémoire précise les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts visés à l'article 1<sup>er</sup> susvisé, et pouvant comporter :

- 1° l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux et des déchets présents sur le site;
- 2° la dépollution des sols et des eaux souterraines éventuellement polluées;
- 3° l'insertion des installations et dépôts du site dans l'environnement;



4° en cas de besoin, la surveillance à exercer quant à l'impact des installations et dépôts sur l'environnement.

**Art. 3.** Lorsque les travaux prévus pour la cessation d'activité par la notification, par l'arrêté d'autorisation ou par un arrêté complémentaire sont réalisés, l'exploitant en informe le Collège communal, le Fonctionnaire technique et le Fonctionnaire chargé de la surveillance.

Le Fonctionnaire chargé de la surveillance constate la conformité des travaux par un procès-verbal de récolement qu'il transmet au Collège communal et au Fonctionnaire technique.

## GENERALITES

**Article 1<sup>er</sup>.** Après avoir satisfait aux conditions du présent arrêté, l'exploitant est tenu de porter à la connaissance du Collège communal, du Fonctionnaire technique et du Fonctionnaire chargé de la surveillance, quinze jours au moins à l'avance, la date fixée pour la mise en exploitation, soit de l'établissement, soit des nouvelles installations autorisés.

**Art. 2.** L'exploitant se conforme au surplus à toutes les instructions qui pourraient lui être données par les Administrations intéressées, tant en ce qui concerne la sécurité publique que la conservation des propriétés et des eaux utiles.

**Art. 3.** L'exploitant conserve, sur les lieux mêmes de l'établissement ou à tout autre endroit convenu avec l'autorité compétente, l'ensemble des permis ou déclaration en vigueur, toute décision prescrivant des conditions complémentaires, ainsi que le registre des modifications intervenues.

Il en est de même pour tous les rapports, certificats et procès-verbaux émanant d'organismes de contrôle, de visiteurs ou d'experts et ayant trait à la sécurité ou à la salubrité publique.

**Art. 4.** L'exploitant peut solliciter le renouvellement de son autorisation. Cette requête donne lieu à une procédure complète d'instruction et doit, dès lors, être déposée avant l'expiration de la présente autorisation.

\*\*\*\*\*

**Article 5. (suite de la page 8)** Le présent permis est accordé pour un terme expirant le 07 novembre 2022 en ce qu'il tient lieu d'un permis d'environnement et pour une durée illimitée en ce qu'il tient lieu d'un permis d'urbanisme.

**Article 6.** Le présent permis est exécutoire selon les dispositions de l'article 46 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement.

**Article 7.** Le permis est périmé si les travaux n'ont pas été commencés de manière significative dans les trois ans à compter du jour où le permis devient exécutoire conformément à l'article 46.

Par dérogation à l'alinéa précédent et sans préjudice de l'article 55, § 3, du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement lorsqu'une sûreté est imposée conformément à l'article

55, § 1er, du décret ce délai commence à courir à partir :

- 1° du jour suivant l'expiration du délai de recours contre la décision prévu à l'article 95, § 2, du décret ;
- 2° du lendemain de la notification qui est faite au demandeur de la décision rendue sur recours ou, à défaut, du lendemain du délai qui était imparti à l'autorité de recours pour envoyer sa décision en vertu de l'article 95, § 7, du décret.

La péremption s'opère de plein droit. Toutefois, à la demande de l'exploitant, le permis est prorogé pour une période de cinq ans. Cette demande est introduite trente jours avant l'expiration du délai de péremption visé aux alinéas précédents.

La prorogation est accordée par l'autorité qui était compétente en première instance pour délivrer le permis dont la prorogation est demandée.

**Article 8.** L'exploitant est tenu :

- 1° de prendre toutes les précautions nécessaires pour éviter, réduire ou remédier aux dangers, nuisances et inconvénients de l'établissement ;
- 2° de signaler immédiatement à l'autorité compétente tout cas d'accident ou d'incident de nature à porter préjudice aux intérêts visés à l'article 2 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ;
- 3° de fournir toute l'assistance nécessaire pour permettre aux fonctionnaires et agents compétents de mener à bien leurs actions visées à la partie VIII du volet décretaal du livre 1er du code de l'environnement ;
- 4° de conserver, sur les lieux même de l'établissement où à tout endroit convenu avec l'autorité compétente, l'ensemble des permis ou déclarations en vigueur, toutes décisions prescrivant des conditions complémentaires d'exploitation, ainsi que le registre des modifications intervenues et la liste des incidents et accidents visés au 2° ;
- 5° de conserver également aux mêmes lieux, tous les rapports, certificats et procès verbaux émanant d'organisme de contrôle, de visiteurs ou d'experts, et ayant trait à la sécurité ou la salubrité publique ;
- 6° d'informer l'autorité compétente et le fonctionnaire technique de toute cessation d'activité au moins 10 jours avant cette opération sauf cas de force majeure ;
- 7° de remettre le site, en fin d'exploitation, dans un état satisfaisant au regard de la protection de l'homme et de l'environnement ;
- 8° de porter à la connaissance de l'autorité compétente, du collège communal et du fonctionnaire technique, au moins 15 jours à l'avance, la date fixée pour la mise en œuvre du permis.

**Article 9.** Toute transformation ou extension d'un établissement de classe 1 ou de classe 2 qui ne consiste pas en :

- 1° le déplacement de l'établissement ;
- 2° la transformation ou l'extension de l'établissement entraînant l'application d'une nouvelle rubrique de classement autre que de classe 3 ou étant de nature à aggraver directement ou indirectement les dangers, nuisances ou inconvénients à l'égard de l'homme ou de l'environnement, et affectant le descriptif ou les plans annexés au permis ou encore une source d'émission de gaz à effet de serre spécifiés ;

doit être consignée par l'exploitant dans un registre.

Tous les ans, à la date anniversaire du présent arrêté et pour autant que l'établissement ait subi des transformations ou extensions, l'exploitant envoie une copie de la liste des transformations

ou extensions intervenues au cours de l'année écoulée au fonctionnaire technique et au Collège communal de la commune sur le territoire de laquelle est situé l'établissement, et à l'organisme désigné si la transformation ou l'extension affecte notablement une source d'émission de gaz à effet de serre spécifiés.

**Article 10.** L'exploitant est tenu de notifier à l'autorité compétente son intention de céder l'exploitation de son établissement, en tout ou en partie, à une tierce personne. Le cessionnaire est tenu de signer conjointement la notification, en confirmant par écrit avoir pris connaissance du permis, poursuivre la même activité et accepter les conditions fixées dans le présent permis.

**Article 11.** Sans préjudice des poursuites pouvant être exercées en vertu du Code pénal, les contraventions au présent arrêté seront constatées et punies conformément à la Partie VIII - *Recherche, constatation, poursuite, répression et mesures de réparation des infractions en matière d'environnement* - des dispositions décrétales et réglementaires du Livre Ier du Code de l'Environnement.

**Article 12.** Un recours auprès de la Ministre de l'Environnement, de la Nature, du Bien-Etre animal et de la Rénovation rurale est ouvert à toute personne physique ou morale justifiant d'un intérêt, ainsi qu'au fonctionnaire technique et au fonctionnaire délégué.

Sous peine d'irrecevabilité, le recours doit être adressé par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception ou remis contre récépissé au fonctionnaire technique compétent sur recours - Service public de Wallonie c/o Direction générale opérationnelle de l'Agriculture, des Ressources naturelles et de l'Environnement, avenue Prince de Liège, 15 à 5100 NAMUR (Jambes) - dans un délai de vingt jours :

- 1° à dater de la réception de la décision pour le demandeur, le fonctionnaire technique et le fonctionnaire délégué ;
- 2° à dater du premier jour de l'affichage de la décision pour les personnes non visées au 1°. Si la décision est affichée dans plusieurs communes, le délai est prolongé jusqu'au vingtième jour suivant le premier jour de l'affichage dans la commune qui y a procédé la dernière.

Le recours n'est pas suspensif de la décision attaquée, sauf s'il est introduit par le fonctionnaire technique ou le fonctionnaire délégué.

Le recours est introduit selon les dispositions de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, et, notamment, en utilisant exclusivement le formulaire repris à l'annexe XI de l'arrêté précité.

Un droit de dossier de 25,00 euros est à verser sur le compte 091-2150215-45 (IBAN : BE44 0912 1502 1545 \ BIC : GKCCBEBB) du Département des Permis et Autorisations, avenue Prince de Liège, 15 à 5100 NAMUR (Jambes).

**Article 13.** Dans les 10 jours qui suivent l'adoption de la décision cette dernière fait l'objet d'un avis - conforme aux dispositions de l'article D.29-22, § 2, alinéa 4, du livre 1er du code

de l'environnement - affiché durant vingt jours aux endroits habituels d'affichage et, de manière parfaitement visible, sur le bien concerné par le projet.

**Article 14.** La décision est notifiée :

1. En expédition conforme et par envoi recommandé :

- au demandeur, la S.P.R.L. LE REVEIL AVICOLE, rue de l'Eglise n° 22 à 4550 OUFFET (WARZEE) ;
- au fonctionnaire technique du Service public de Wallonie - Direction générale opérationnelle de l'Agriculture, des Ressources naturelles et de l'Environnement - Département des Permis et Autorisations - Direction de Liège, Montagne Sainte Walburge n° 2 à 4000 LIEGE
- au fonctionnaire délégué du Service public de Wallonie - Direction générale opérationnelle de l'Aménagement du Territoire, du Logement, du Patrimoine et de l'Énergie ;

2. En copie libre et par pli ordinaire :

- au SPW ARNE - DRCE - DDR - CELLULE GISER , avenue Prince de Liège n° 7 à 5100 NAMUR (Jambes) ;
- au SPW ARNE - DRCE - DIR. DÉVELOPPEMENT RURAL DE HUY , Chaussée de Liège n° 39 à 4500 HUY ;
- à la ZONE DE SECOURS LIÈGE III HUY, Rue de la Mairie n° 30 bte à 4500 HUY ;
- au SPW ARNE - DPC - Direction extérieure de Liège, Montagne Sainte-Walburge n° 2 à 4000 LIEGE ;

**Article 15.** La présente décision est enregistrée sous le numéro **40787** auprès de la Direction de Liège du **Département des Permis et Autorisations**.

**Fait à OUFFET, le 3 février 2020.**

  
Le Directeur général

Pour le Collège,



  
Le Bourgmestre





Wallonie

COMMUNE D'OUFFET

## OCTROI DU PERMIS D'URBANISME PAR LE COLLEGE COMMUNAL

Le Collège communal de et à 4590 Ouffet, en séance du 24/08/2020,

Vu le Code du Développement Territorial (ci-après, le Code);

Vu le livre I<sup>er</sup> du Code de l'environnement ;

Considérant que **le Réveil Avicole SPRL** a introduit une demande de permis d'urbanisme relative à un bien sis à Ouffet, rue de Bihay, cadastré division Warzée section B n° 211 D, et ayant pour objet **le déplacement d'une citerne de gaz et réduction de sa capacité** ;

Considérant que la demande complète fait l'objet, en application de l'article D.IV.33 du Code, d'un accusé de réception envoyé en date du 23/07/2020 ;

Considérant que la demande de permis comprend une notice d'évaluation des incidences sur l'environnement ;

Considérant que la notice d'évaluation préalable des incidences sur l'environnement examine de manière particulièrement concrète et précise les incidences probables du projet sur l'environnement que tenant compte de son contenu, des plans et autres documents constitutifs du dossier et eu égard à l'article D.65 du Code wallon sur l'environnement, il y a lieu de considérer que le projet n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement ;

Considérant que la demande de permis ne comprend pas une étude d'incidences sur l'environnement ;

Considérant que l'autorité qui a apprécié la recevabilité et la complétude du dossier a également procédé à l'examen des incidences probables du projet sur l'environnement au sens large, sur base des critères de sélection pertinents visés à l'article D.62 du livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement que cette autorité a conclu qu'il n'y a pas lieu de requérir une étude d'incidences sur l'environnement qu'il y a lieu de se rallier à cette analyse ;

Considérant que le bien est situé en zone agricole au plan de secteur de Huy-Waremme approuvé par A.R. du 20/11/1981 ;



Considérant que le service ou commission visé ci-après a été consulté : DDR – Service Extérieur de Huy ;

Considérant que la DDR – Service Extérieur de Huy nous a transmis son avis en date du 13/08/2020 et qu'il est favorable ;

Considérant que la nouvelle implantation de la citerne de gaz et sa nouvelle capacité ne compromet pas le cadre bâti et non-bâti environnant ;

Pour les motifs précités,

**D E C I D E :**

**Article 1<sup>er</sup> :** Le permis d'urbanisme sollicité par le Réveil Avicole SPRL est octroyé.

Le titulaire du permis devra exécuter les travaux conformément aux plans annexés au présent permis.

**Article 2 :** Expédition de la présente décision est transmise au demandeur, à la DDR – Service Extérieur de Huy et au Fonctionnaire délégué.

A Ouffet, le 24/08/2020.



Le Directeur général,  
H. LABORY



La Bourgmestre,  
C. MAILLEUX-CASSART